



Revue de presse du 23 février 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Normandie - Entre résilience et espoir, la CCI publie son nouveau baromètre des affaires - La Gazette France
- En Normandie, les entreprises aéronautiques visent l'excellence grâce à une nouvelle labellisation - Paris Normandie
- Projet d'aire de stockage d'engrais au nord de Rouen - l'entreprise obligée de revoir ses plans - Paris Normandie
- Saint-Jean-de-Folleville. Usine de recyclage Eastman - le Conseil d'Etat valide l'intérêt du projet – Le courrier cauchois
- Le groupe Vinci construira le futur axe Rouen-Orléans - Paris Normandie
- Saint-Étienne-du-Rouvray - On fait vraiment un circuit court sur la filière lin, explique Pauline Beuzelin de Mijuin avant le Salon de l'agriculture – Tendance Ouest
- À Fécamp, soupçons de « coopération occulte » impliquant une filiale de Suez pour l'obtention d'un marché public d'assainissement – Le poulpe
- Consommation. Payez-vous vos courses plus cher que les autres en Normandie ? - Un territoire rural surprend par ses prix élevés – Tendance Ouest

Social et société

- À Rouen, des groupes de parole pour lutter contre la dépression - « On écoute, on aide, on soutient » - Paris Normandie
- « Avec le jeu c'est plus facile » - comment le sport s'engage contre les violences sexuelles et sexistes ? – France 3 Normandie
- Tête d'éléphant - un trophée de chasse qui interroge au château d'Eu - Paris Normandie

Services de l'État

- En Normandie, les centres de contrôles techniques automobiles...contrôlés, 15 % de suspension d'agrément – France 3 Normandie

Églises profanées

- Plusieurs églises victimes de vols d'hosties en Normandie, le diocèse porte plainte – la Dépêche

- Près de Rouen, des objets de culte et des hosties dérobés dans deux églises - Paris Normandie
- Seine-Maritime. Deux églises profanées - la gendarmerie mobilisée - afin de retrouver les malfaiteurs – Tendances Ouest
- Deux nouvelles profanations en plein Carême... 1 mois après les dégradations de l'église Saint-Sever de Rouen - France 3 Normandie
- Seine-Maritime. Deux nouvelles profanations d'églises ont eu lieu la nuit dernière – Le courrier cauchois

Sécurité

- Une marnière s'ouvre dans un champ sur le plateau Est de Rouen - un périmètre de sécurité établi - Paris Normandie
- Près d'Elbeuf, un feu de sèche-linge embrase la salle de bains et la chambre des deux locataires - Paris Normandie
- Pourquoi vous aurez la chance d'apercevoir le porte-avions Charles de Gaulle en baie de Seine ? - Paris Normandie
- Des remparts historiques de Rouen en partie détruits après un impressionnant glissement de terrain – 76 actu
- Vitre explosée et passagers évacués - un bus et un camion se percutent près de la gare de Rouen - 76 actu
- Un important bouchon se forme sur la Sud 3 de Rouen après un accident entre plusieurs voitures – 76 actu
- EN IMAGES. La Seine déborde légèrement à Rouen, la vigilance jaune crues maintenue tout le week-end – 76 actu

Personnes disparues dans les galeries souterraines

- Seine-Maritime - trois personnes retrouvées après avoir disparu dans des galeries souterraines - TF1
- Les trois personnes disparues dans des galeries souterraines à Fécamp en Seine-Maritime ont été retrouvées saines et sauvées – BFM TV
- Trois personnes disparues dans des galeries souterraines de Fécamp finalement retrouvées - Le Parisien
- Ils avaient disparu après avoir pénétré dans des galeries souterraines en pleine nuit - deux hommes et une femme retrouvés en vie par les secours - ladepeche.fr
- Seine-Maritime _ Trois personnes secourues dans des galeries souterraines interdites – 20 minutes
- Les trois personnes disparues dans des galeries souterraines à Fécamp ont été retrouvées – 76 actu
- Les personnes portées disparues dans des galeries souterraines de Fécamp ont été remontées saines et sauvées – ICI
- Les trois personnes disparues dans les cavités souterraines de Fécamp retrouvées après le déclenchement du plan Orsec – France 3 Normandie

Justice

- VIDÉO. « Il n'y a aucun horizon, les conditions sont très, très dures » - cette députée parisienne en visite... au centre de détention pour mineurs du Havre – France 3 Normandie
- Le tribunal administratif confirme la suspension de l'orthodontiste soupçonnée d'escroquerie à Rouen – France 3 Normandie
- VIDÉO. Arrestation de Mohamed Amra - le 22 février 2025 marquait la fin d'une cavale de 9 mois - France 3 Normandie
- Tabac de contrebande, armes, argent liquide - un trafic démantelé par la gendarmerie de Seine-Maritime, 3 personnes condamnées - France 3 Normandie
- Les policiers municipaux de Pavilly mènent à une saisie de tabac de contrebande et d'armes – ICI

Collectivités locales et équipements publics

- Près de Rouen, l'eau du robinet à nouveau potable sur les cinq communes en restriction - Paris Normandie
- Agglo de Dieppe - ce qui va changer dans la collecte des ordures ménagères à partir du 1er mars - Paris Normandie
- Au Havre et alentour, l'urbanisme de demain entre développement et résilience - Paris Normandie

Logement

- MaPrimeRénov' rouvre ce lundi, avec un rendez-vous supplémentaire pour les ménages - Paris Normandie

Éducation

- Que faire en cas d'incendie, inondation, attentat... - Ces jeunes de Seine-Maritime ont eu droit à une formation – Le réveil de Neufchâtel

Agriculture

- INFO OUEST-FRANCE. « La Normandie, grenier de la France » - Hervé Morin relance les aides à l'investissement agricole – Ouest France
- Fortes pluies... Légumes pourris ! « Il y a beaucoup trop d'eau » regrette ce maraîcher – France 3 Normandie
- Salon de l'Agriculture. Des Normands parmi les 40 meilleurs jeunes bergers de France – Tendances Ouest

Pêche

- Fécamp. Maquereau : les pêcheurs montent au créneau – Le courrier cauchois

Mobilité

- Le Havre. Tramway - des médiateurs sur le terrain pour mettre les travaux sur de bons rails – Tendance Ouest
- Ce week-end des 21 et 22 février, entre la Normandie et Paris, il n'y a pas de trains SNCF à cause de travaux – Ouest France

Commémorations

- « Toutes les familles se remémorent » - 40 ans après le drame, Fécamp rend hommage aux naufragés du Snekkar Arctic – ICI
- VIDÉOS. « Une Rolls Royce qui coule en 7 minutes » Il y a 40 ans, 18 personnes périssaient en mer lors du naufrage du Snekkar Arctic – France 3 Normandie
- Pourquoi Le Havre commémore Jules Durand ? - Tout savoir sur cette affaire qui rappelle celle de Dreyfus - Paris Normandie

Politique

- Terres-de-Caux. La majorité sortante dévoile sa liste complète – Le courrier cauchois
- Municipales. 2020 – 2026, d'une campagne à l'autre en Normandie - Paris Normandie
- À Bihorel, près de Rouen, un débat d'orientation budgétaire au cœur d'une campagne électorale inédite - Paris Normandie
- Municipales 2026. À Calleville-les-Deux-Eglises, « un nouveau souffle est nécessaire » - Paris Normandie
- Municipales 2026. À Senneville-sur-Fécamp, Didier Pichon se lance face au maire sortant - Paris Normandie
- Municipales 2026. « Pour un électrochoc d'autorité » à Rouen, Grégoire Houdan du RN présente son programme - Paris Normandie
- Municipales 2026 - à Mont-Saint-Aignan, Marine Ribals à la tête d'une deuxième liste de gauche - Paris Normandie
- Pourquoi les électeurs de Rouelles voteront deux fois lors des municipales 2026 ? - Paris Normandie
- Municipales 2026. Pourquoi l'eurodéputée de La France Insoumise Manon Aubry est-elle au Havre ce samedi ? – 76 actu
- Sécurité, propreté... Grégoire Houdan (RN) dévoile son programme pour les municipales à Rouen – 76 actu
- Municipales 2026. Sous les couleurs du RN, Douglas Potier se pose en challenger à Bolbec – Tendance Ouest
- Municipales 2026. Mobilité, éclairage, commerces... Les enjeux de Barentin – Tendance Ouest
- Municipales 2026. A Barentin, deux candidats sont actuellement en lice – Tendance Ouest

Acteurs publics

- En attendant un outil d'IA, les préfetures tentent d'endiguer les reventes illégales de rendez-vous
- Trois ans après la loi « sécurité globale », la Place Beauvau en quête d'une stratégie de contrôle des polices municipales
- « Il faut se discipliner quand on rédige des propositions de loi » - la SGG interpelle les parlementaires
- Le projet de décret sur les autorisations spéciales d'absence des fonctionnaires provoque l'ire des syndicats
- David Amiel promu ministre de l'Action et des Comptes publics

Normandie : Entre résilience et espoir, la CCI publie son nouveau baro ...

Par L.R

4-5 minutes

En bref

Économie

Normandie : Entre résilience et espoir, la CCI publie son nouveau baromètre des affaires

Derrière les courbes et les pourcentages du dernier baromètre de la CCI Rouen Métropole, se dessine un panorama contrasté de l'économie normande. Entre un second semestre 2025 marqué par une prudence forcée et une année 2026 qui s'ouvre sur un souffle d'optimisme, les chefs d'entreprise normands naviguent à vue, mais avec une détermination renouvelée.



L'économie de la métropole rouennaise a marqué un coup de frein au second semestre 2025, plombée par l'incertitude politique et une demande atone. Si les indicateurs comptables se sont dégradés, la nouvelle année sème toutefois les graines d'un optimisme prudent chez les dirigeants.

L'attentisme a été le maître-mot de 2025. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont manqué de dynamisme, exerçant une pression sur les équilibres financiers. Seulement 22 % des entreprises ont vu leur activité s'améliorer au second semestre, tandis que 44 % l'ont jugée moins favorable. Cette dégradation s'est accompagnée d'un recul général des chiffres d'affaires, des marges et de la trésorerie. La baisse de la demande est pointée du doigt comme la principale difficulté, citée par 46 % des dirigeants. Les coûts élevés, notamment des matières premières (30 %) et de l'énergie (24 %), persistent également comme facteurs de fragilisation.

De l'optimisme dieppois à l'incertitude rouennaise

Si les coûts de l'énergie demeurent une préoccupation majeure pour 24 % des patrons, la majorité (77 %) a fait le choix de maintenir ses effectifs malgré la dégradation de l'activité. Les indicateurs varient cependant selon les zones géographiques : Dieppe enregistre une hausse de la confiance de 6 points, tandis qu'à Elbeuf, une entreprise sur deux déclare une baisse d'activité dans un climat d'incertitude croissant (+10 points). À Rouen, cette tendance se traduit par un recul net des investissements, les chefs d'entreprise privilégiant une stratégie d'attente face aux perspectives économiques actuelles.

Le défi de la transmission d'entreprise

Parallèlement, la cession-transmission d'entreprise demeure un enjeu majeur et souvent peu anticipé. Seuls 33 % des dirigeants

ont déjà envisagé cette étape. Le manque de repreneurs (32 %) et la complexité administrative (21 %) figurent parmi les principaux freins identifiés.

Malgré le bilan morose de 2025, un vent de changement se lève. Aujourd'hui, un dirigeant sur deux regarde le premier semestre 2026 avec confiance. Ce n'est pas un optimisme aveugle, mais une volonté farouche de transformer l'essai et de voir enfin la consommation repartir.

En Normandie, les entreprises aéronautiques visent l'excellence grâce à une nouvelle labellisation

Dorothée BRIMONT

4-5 minutes

Pour une reconnaissance mondiale de la qualité et de la performance des entreprises aéronautiques normandes, la filière les pousse à la labellisation Aero excellence. Deux d'entre elles sont déjà médaillées : Safran Nacelles et Demgy.



Avec son siège basé à Gonfreville-l'Orcher, Safran Nacelles impose son expertise dans l'utilisation de matériaux composites pour alléger les nacelles d'avion. - Photo d'archives Paris Normandie
Eric Hourii

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 21 Février 2026 à 09h58 Temps de lecture: 1 min

Pour accroître encore leurs performances et leur qualité, les entreprises normandes de l'aéronautique sont vivement encouragées à s'engager dans une nouvelle labellisation : Aero excellence. Ce dernier est « *un référentiel universel d'excellence opérationnelle*, justifie [NAE, filière normande](#). Il vise à accélérer la maturité industrielle des entreprises. » Notamment pour les structures qui font face à une montée en cadence significative.

Ce nouveau label a pour objectifs concrets « *d'améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement et la compétitivité de toute la filière*. » Pour cela, trois thématiques sont évaluées : l'opérationnel, le cyber et l'environnement. « Aero Excellence couvre l'ensemble des activités opérationnelles de l'industrialisation jusqu'aux activités de réparation », détaille [le site consacré au label](#).

Déjà des champions normands

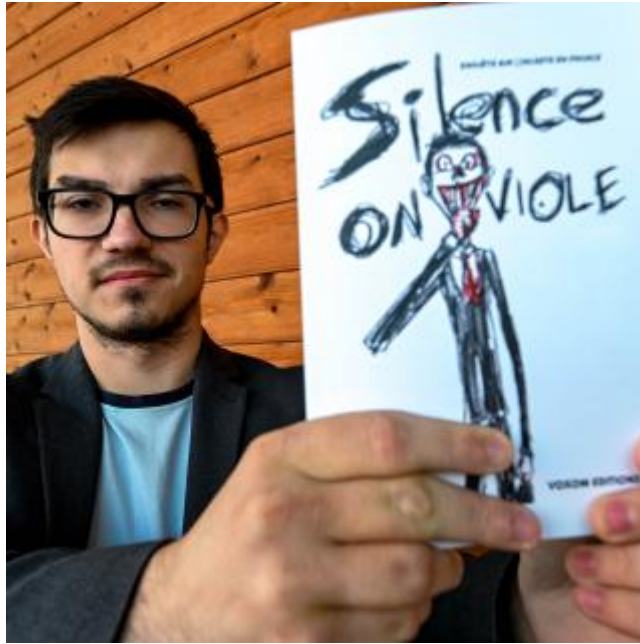
NAE confirme son investissement et celui de ses membres dans cette démarche. « *L'ambition d'Aero Excellence pour 2026-2027 est de recueillir un maximum d'adhésions parmi les sous-traitants de la filière pour les faire monter en maturité et ainsi plus largement augmenter la résilience de la supply chain*. »

A décembre 2025, Aero Excellence comptait 450 sites engagés dans le monde dont 240 en France (environ 40 % ont été évalués et 30 % ont obtenu le niveau bronze). En Normandie, à Gonfreville-l'Orcher, [Safran Nacelles](#) a ouvert la voie en devenant le 1^{er} site français à obtenir le label argent. Le grand donneur d'ordre est suivi par [Demgy Normandie](#), à Saint-Aubin-sur-Gaillon, labellisée Bronze.

« *NAE propose un plan d'accompagnement destiné à ses membres afin d'accélérer leur engagement dans la démarche*. » Pour cela, les entreprises membres de la filière pourront bénéficier d'un suivi de 3 jours via l'association Space Aero et une prise en charge 50 %

(dans la limite des fonds disponibles) grâce aux fonds de la Région Normandie.

Lire aussi



[Inceste : avec « Silence, on viole », cet auteur de Pont-Audemer veut provoquer un « choc des consciences »](#)



[Affaire Epstein : dans l'ombre du château, Gaillefontaine entre stupéfaction et doute](#)



Projet d'aire de stockage d'engrais au nord de Rouen : l'entreprise obligée de revoir ses plans

Jérémy Chatet

5–6 minutes

L'entreprise Tryon qui prévoit l'installation d'une unité de méthanisation à Saint-Étienne-du-Rouvray a annoncé revoir ses plans pour l'implantation de l'aire de stockage d'engrais envisagée à Saint-Jacques-sur-Darnétal.



Une lagune comme celle-ci devait être installée sur un terrain situé sur la commune de Saint-Jacques-sur-Darnétal. - Tryon Environnement



Publié: 21 Février 2026 à 10h20 Temps de lecture: 1 min

L'entreprise Tryon Environnement, qui prévoit l'installation d'une [usine de méthanisation](#) à Saint-Étienne-du-Rouvray couplée à une lagune de stockage d'engrais initialement prévue à Saint-Jacques-sur-Darnétal, (projet Modul'O 3), a annoncé revoir ses plans dans un communiqué du 20 février 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Identifier un site alternatif »

Conséquence de l'arrêté d'opposition à la déclaration préalable du projet, pris par la préfecture de Seine-Maritime le 19 février, Tryon Environnement doit renoncer à l'implantation de sa lagune sur le site envisagé à Saint-Jacques-sur-Darnétal. L'entreprise « *a d'ores et déjà engagé des démarches afin d'identifier un site alternatif pour le stockage du digestat, dans des conditions techniques-pleinement satisfaisantes* » (Saint-Jacques-sur-Darnétal fait toujours partie des communes sur lesquelles la lagune pourrait être implantée NDLR).

Elle a par ailleurs retiré « le dossier ICPE actuellement en instruction [...] Un nouveau dépôt sera effectué dans les prochains mois. Il comprendra l'intégralité des pièces actualisées, afin de garantir une instruction complète et consolidée. »

« Il y avait beaucoup de points noirs, notamment des problèmes liés à la voirie et à la présence de riverains à moins de 200m du lieu retenu. »

Frédéric Delaunay, Maire de Saint-Jacques-sur-Darnétal

Le 30 janvier dernier, [lors d'une réunion publique](#), les habitants de Saint-Jacques-sur-Darnétal avaient fait part de leurs inquiétudes quant au projet de stockage d'engrais prévu sur un terrain choisi route de Préaux. La parcelle faisant 5 200 m² et la lagune elle-même 2 300 m². Les interrogations des habitants s'étaient portées sur le trafic routier engendré par ce projet ainsi que sur les possibles nuisances olfactives.

« Il y avait beaucoup de points noirs, notamment des problèmes

liés à la voirie et à la présence de riverains à moins de 200 m du lieu retenu », réagit Frédéric Delaunay, le maire de Saint-Jacques-sur-Darnétal qui était opposé au projet présenté en l'état.

« L'actuelle lagune envisagée posait des problèmes par rapport à l'accessibilité depuis la future usine de méthanisation, la route était étroite », convient l'entreprise.

Quant au projet global Modul'O Rouen, *« cette décision ne remet pas en cause ni le principe ni l'intérêt territorial »*, assure Tryon Environnement. *« L'objectif est de valoriser localement les biodéchets alimentaires en énergie renouvelable et en fertilisant naturel pour l'agriculture »*. L'usine de méthanisation doit permettre le traitement de 10 000 tonnes de biodéchets par an.

Lire aussi



[À Rouen, Philippe Torreton à l'Armitière pour parler de son récit sur les maraudes à Paris](#)



Saint-Jean-de-Folleville. Usine de recyclage Eastman : le Conseil d'Etat valide l'intérêt du projet

Luc Gallais

4–5 minutes

Attendu dans la vallée de la Seine, le projet d'usine de recyclage moléculaire des plastiques de la société Eastman, sur la zone industrielle de Port Jérôme (à Saint-Jean-de-Folleville), était dans le collimateur de plusieurs associations écologistes. [Zéro Waste France en tête, accompagnées dans sa démarche par Notre affaire à tous, Le Havre zéro déchet et Zéro déchet Rouen, avaient déposé un recours en 2025 devant le tribunal administratif de Rouen, réclamant l'annulation de l'arrêté préfectoral autorisant la construction de l'usine.](#) Ces associations ont demandé au Conseil d'Etat l'annulation du décret du 5 juillet 2024 qualifiant cette usine de projet d'intérêt national (contestant aussi la légalité de trois décrets d'application de la loi Industrie verte d'octobre 2023).

"Une filière de recyclage chimique du plastique actuellement inexistante"

["Rien ne garantit qu'il \(ce projet\) contribuera réellement aux objectifs de recyclage de la France", avait déclaré dans nos colonnes Bénédicte Kjær Kahlat, responsable des affaires juridiques de Zéro Waste France.](#) Ce n'est pas le même son de cloche pour le Conseil d'Etat, qui mentionne *"une technologie innovante de recyclage chimique moléculaire" pour "traiter et recycler des déchets en plastique riches en polyester, qui ne*

peuvent actuellement faire l'objet que d'une élimination par incinération ou par enfouissement". Pour la Haute juridiction administrative, le projet de l'industriel américain "doit contribuer au développement d'une filière de recyclage chimique du plastique actuellement inexistante dans l'Union européenne, en vue d'atteindre l'objectif de 55% de recyclage d'emballages plastiques d'ici 2030 assigné à la France par le règlement 2025/40 du 19 décembre 2024, de tendre vers l'objectif de 100% de plastique recyclé énoncé à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement et d'atteindre l'objectif de la fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici à 2040." Le Conseil d'Etat rappelle *"l'importance particulière"* de cette future usine au regard de l'investissement (plus d'un milliard d'euros), du nombre d'emplois créés (357 directs, 1 500 emplois indirects), mais aussi de la quantité de déchets qui pourrait être traitée : *"155 000 tonnes de déchets et, durant une seconde phase, 286 000 tonnes de déchets, soit 2% de la consommation annuelle de plastique en France"*. Autant de raisons qui incitent le Conseil d'Etat, [par une décision du 6 février](#), à rejeter le recours intenté par les associations écologiques tout en confirmant la notion de [projet d'intérêt national majeur](#).

"Avancées majeures"

[Les quatre associations "prennent acte de la décision du juge](#) et rappellent les limites techniques, économiques et environnementales du recyclage chimique". Pour Jérémie Suissa, délégué général de Notre Affaire à Tous, cela *"consacre une vision dangereuse de l'intérêt général (...) au bénéfice d'un modèle industriel dont la viabilité technique et climatique est très contestable"*. Pour Cédric Perben, directeur du projet pour Eastman, *"le Conseil d'Etat ne fait que souligner l'envergure et l'importance de notre ambition en faveur de la transition écologique et pour le développement de la filière de recyclage chimique des plastiques."* Est-ce de nature à rendre plus clair le calendrier en vue

de la construction de l'usine (prévue initialement pour être opérationnelle en 2027 et en capacité complète d'ici 2030) ? Pas totalement. *"L'UE a reconnu pour la première fois le recyclage chimique comme une technologie de recyclage. Cela fait deux avancées majeures avec cette décision, mais on attend encore une clarification sur la directive européenne PPWR (Packaging and Packaging Waste Regulation) sur les conditions d'import des plastiques pour le moment incontrôlés."*

Le groupe Vinci construira le futur axe Rouen-Orléans

Paris Normandie

4–5 minutes

Vinci, géant français de la construction, est entré en négociation exclusive avec l'Etat pour la concession de la future liaison autoroutière A154-A120, nouvel axe complétant le corridor Rouen-Orléans en contournant l'Ile-de-France.



Le futur tronçon permettra de compléter l'axe Rouen-Orléans. -
PND



Publié: 20 Février 2026 à 21h04 Temps de lecture: 1 min

Le groupe Vinci entre en négociations exclusives avec l'État pour la

concession de la future liaison autoroutière A154-A120, nouvel axe qui complétera le corridor Rouen-Orléans en contournant l'Île-de-France, a annoncé l'entreprise hier soir. Dans le cadre de cette concession, qui sera d'une durée de 35 ans, Vinci Autoroutes sera chargé de la conduite de ce projet, de son financement, puis de son exploitation tandis que Vinci Construction assurera sa conception et sa construction.

La signature est attendue à l'automne 2026. *« Le projet consiste à développer, dans le département de l'Eure-et-Loir, un nouvel axe autoroutier de 97 km qui complétera le corridor Rouen-Orléans. Il permettra de contourner l'Île-de-France par l'Ouest et améliorera la desserte du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine »*, explique le communiqué.

Les travaux porteront sur la réalisation de 69 km de nouvelles sections et la modernisation de 28 km existants sur la RN154, avec *« une attention particulière portée à la performance environnementale dès la phase de conception »* et le déploiement de *« solutions permettant de valoriser les mobilités bas carbone et partagées »*, assure Vinci.

Lire aussi



[À Rouen, Philippe Torreton à l'Armitière pour parler de son récit sur les maraudes à Paris](#)



Saint-Étienne-du-Rouvray. "On fait vraiment un circuit court sur la filière lin", explique Pauline Beuzelin de Mijuin avant le Salon de l'agriculture

Pierre Durand-Gratian

2-3 minutes

Pauline Beuzelin, fondatrice [de Mijuin](#) à Saint-Etienne-du-Rouvray, sera au Salon de l'agriculture à Paris (SIA), à partir du mardi 24 février. Elle défend le lin en filière courte.

L'entreprise, créée il y a quatre ans, a débuté dans le salon de sa créatrice, puis dans un atelier à Malaunay avant de rejoindre une pépinière d'entreprises de la Métropole Rouen Normandie, où neuf personnes sont employées. Elle occupe désormais 122m² entre les bureaux, la production et le bureau d'études.

Comment fonctionne Mijuin ?

"On travaille uniquement avec une filature qui est revenue en Normandie, un tissage et un tricoteur dans les Hauts de France, donc on fait vraiment un circuit court sur la filière lin. C'est très rare dans l'industrie textile. En général, les matières viennent de très loin et sont transformées dans plein d'endroits différents. On trouve ça dommage, puisqu'on cultive le lin chez nous et que l'on a encore de beaux savoir-faire. C'est une alternative aux dérives de l'ultra fast-fashion."



La production se fait dans l'atelier de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Avec des coûts de production élevés, les produits sont aussi coûteux...

"Oui. C'est sûr que cela coûte moins cher de produire en Asie, voire en Ethiopie, malgré les coûts de transport et de logistique. Mais je pense qu'une partie de la population a envie de consommer moins et de beaux produits que l'on peut garder longtemps. On est sur ce créneau-là. Au moins, il y a une alternative qui existe. Ce n'est pas encore peut-être pour la majorité de la population même si on améliore nos capacités de production. Si on se développe encore, on sera en mesure de réduire les coûts, mais on n'arrivera pas aux prix de la fast-fashion et ce n'est pas souhaitable."

Que vous apporte votre participation au Salon de l'agriculture ?

"Déjà, les Normands ou les cultivateurs de lin sont très contents de voir la filière représentée. On a la volonté de montrer une image positive. C'est aussi pour nous un enjeu de visibilité. Il y a énormément de personnes et beaucoup qui nous découvrent. On retrouve aussi plein de producteurs qui partagent nos valeurs."

À Fécamp, soupçons de « coopération occulte » impliquant une filiale de Suez pour l'obtention d'un marché public d'assainissement

Auteur Nicolas Cossic

7-9 minutes

Un rapport confidentiel de l'Autorité de la concurrence, consulté par Le Poulpe, révèle une possible entente, au début des années 2010, entre une filiale du groupe Suez et un bureau d'études dans le cadre d'un important marché public d'assainissement à Fécamp (Seine-Maritime). En toile de fond, la facture pour la collectivité n'a cessé de s'envoler.

Quinze ans. C'est le temps qu'il aura fallu pour que les zones d'ombre d'un des chantiers majeurs de la ville de Fécamp s'étalent au grand jour. En 2011, la commune côtière de Seine-Maritime a confié à Degrémont France Assainissement, une filiale de Suez, les travaux de mise aux normes de sa station d'épuration pour un montant de 8 360 996 € TTC.

D'après un rapport confidentiel de l'Autorité de la concurrence consulté par *Le Poulpe*, l'entreprise aurait mis en œuvre une stratégie d'entente avec le bureau d'études IRH Ingénieur Conseil, en charge de la procédure d'appel d'offres pour le compte de la collectivité, faussant ainsi le principe d'égalité entre les candidats. Ces investigations mettent au jour l'existence de concertations entre les deux parties, précédant l'attribution du marché. « *Une coopération occulte [...] naturellement proscrite* », concluent les auteurs.

Ce document, rédigé en 2021, [dont les premiers extraits ont été révélés par Mediapart en décembre 2024](#), est le fruit de sept années d'enquête. Il porte principalement sur des soupçons d'entente entre les majors de l'eau – Veolia, Suez, Saur – en amont du marché public de modernisation de la station d'épuration Seine Aval dans les Yvelines, dont le coût a quasiment doublé pendant la phase d'appel d'offres, atteignant près d'un milliard d'euros.

Le rapport a été remis à une juge d'instruction du tribunal judiciaire de Paris, qui pilote plusieurs enquêtes sur des malversations dans le secteur de l'eau. Le cas de Fécamp, présenté comme une expérimentation de la « *stratégie commerciale* » mise en place pour le marché en région parisienne, y est évoqué à la marge. Mais ces deux histoires se rejoignent en un point : la lourde facture payée, *in fine*, par la collectivité.

Tout commence en 2007 quand la Ville de Fécamp, sommée par la préfecture de mettre aux normes sa station d'épuration du Nid de Verdier, lance un premier appel d'offres. Celui-ci a pour but de sélectionner un maître d'œuvre, c'est-à-dire le prestataire qui accompagnera la collectivité pendant toute la durée de la procédure : études préalables, lancement et suivi du marché de travaux, etc.

C'est le groupe IRH Environnement et sa filiale le bureau d'études IRH Ingénieur Conseil qui remportent le marché en novembre de la même année. À ce moment, la municipalité fixe l'enveloppe financière qu'elle souhaite allouer aux travaux de mise aux normes à 2 500 000 € hors taxes (HT).

Dès 2008, à l'issue d'une première « *étude prospective* », IRH argue de la nécessité d'aller au-delà d'une simple mise aux normes et de réaliser des travaux complémentaires. Le coût prévisionnel s'envole une première fois : il est désormais estimé à 4 412 200 € HT, soit une hausse de 76,48 %, actée par un avenant voté en conseil municipal le 24 octobre 2008. La justification apportée tient à « *l'augmentation de l'activité économique sur Fécamp et sur le*

parc d'activités des Hautes Falaises », dont une partie des eaux usées est traitée par l'installation existante.

"Il y a dérive"

L'appel d'offres pour le marché de travaux est lancé fin 2010 et attribué en octobre 2011 à Degremont France Assainissement, pour la somme de 8 360 996 € TTC, ou 6 990 800 € HT, soit à nouveau une hausse de 58 % par rapport au coût prévisionnel de 4 412 200 € HT sur lequel IRH s'était engagé en 2008. Selon les clauses juridiques du marché passé entre la Ville et IRH, que *Le Poulpe* a obtenues, la municipalité avait la faculté d'enjoindre le bureau d'études de revenir gratuitement sur son travail pour se conformer à ses engagements financiers initiaux. Il n'en fut rien.

« Il y a souvent un écart entre le coût estimé au départ et le prix final, mais pas de cet ordre-là, décrypte un spécialiste des finances publiques des collectivités, qui souhaite conserver l'anonymat. On ne peut s'engager sur une enveloppe et puis la doubler à la fin, il y a dérive. Cela pose aussi la question d'une défaillance de la commune dans le pilotage de l'opération. »

Nous avons pu contacter un témoin du suivi du marché en question. S'il déclare n'en garder aucun souvenir particulier, il concède néanmoins que *« quand on a recours à un bureau d'études pour une maîtrise d'œuvre, c'est pour leur faire confiance et les laisser gérer, c'est pour ça qu'on les paie »*.

Cette inflation des coûts interroge d'autant plus à la lumière des informations contenues dans le rapport de l'Autorité de la concurrence. En effet, entre 2008 et 2010, alors que IRH était en charge de la rédaction de l'appel d'offres, cette société aurait été en relation étroite avec l'un des futurs candidats, Degremont en l'occurrence, qui finira par remporter le marché.

Grâce à des saisies recueillies lors d'une perquisition dans les locaux d'IRH Ingénieur Conseil, les enquêteurs ont identifié deux rendez-vous en date du 7 septembre 2009 et du 30 août 2010

entre des hauts responsables d'IRH et de Degrémont. Dans une note de compte-rendu de la première rencontre, on peut lire : « *Pour IRH validé, DCE [dossier de consultation des entreprises, qui définit les attentes et les besoins de l'acheteur, NDLR] à sortir, travail rapproché avec FA [Degrémont France Assainissement, NDLR] [...] qui nous aide à faire progresser une solution technique.* »

L'une de nos sources, qui a accompagné des collectivités dans la passation de marchés publics relatifs aux travaux d'assainissement, explique : « *Lorsqu'un CCTP [cahier des clauses techniques particulières, une sorte de cahier des charges, NDLR] est rédigé, il peut y avoir des détails techniques insérés qui vont vraiment orienter en faveur d'une entreprise.* »

D'après les enquêteurs de l'Autorité de la concurrence, « *IRH a rédigé le projet de construction de la station d'épuration, projet auquel [Degrémont] France Assainissement a apporté une contribution conséquente. [...] Le fait que ce dossier ait été discuté entre les deux responsables permet de confirmer que la collaboration entre les deux entreprises a été substantielle.* »

Ils estiment enfin que lors de la réunion du 30 août 2010, « *un accord a été trouvé* ». « *Un travail coopératif conséquent a été réalisé et un accord trouvé entre les deux entreprises avant le 23 février 2011, date limite de remise des offres pour le marché de travaux* », conclut le rapport. En d'autres termes, Degrémont aurait contribué à rédiger les règles du jeu avant même d'y participer, ce qui lui aurait donné un avantage certain sur ses concurrents.

[D'après un rapport de la chambre régionale des comptes daté de 2019](#), la réception de l'ensemble de la station d'épuration mise aux normes a eu lieu le 13 février 2014. Le décompte général définitif, arrêté le 30 juillet 2014, s'est élevé à 9 578 190 € TTC, soit 7 981 825 € HT. Ce qui représente, en regard de l'enveloppe financière de 2 500 000 € HT initialement définie par la Ville de Fécamp en 2007, une augmentation de 219 %. D'après l'observatoire national

des services d'eau et d'assainissement Sispea, [le prix de l'assainissement collectif à Fécamp](#) est passé de 2,60 € le m³ en 2008 à 3,90 € le m³ en 2014, soit une hausse de 50 %.

Sollicités, la Ville de Fécamp et le groupe Antea, maison mère d'IRH Ingénieur Conseil, n'ont pas donné suite. Également contacté, le groupe Suez, dont Degrémont est une filiale historique – le nom de la marque a définitivement disparu en 2015 sous la bannière unique Suez – n'a pas non plus répondu à nos sollicitations.

Consommation. Payez-vous vos courses plus cher que les autres en Normandie ? Un territoire rural surprend par ses prix élevés

Mathilde Rabaud

4–5 minutes

Le nord-ouest de la France se distingue par des prix alimentaires plus bas que dans le reste du pays. La Normandie profite de cette dynamique grâce à une forte concurrence entre enseignes, des coûts fonciers modérés et une proximité avec les filières agroalimentaires.

Mais derrière cette tendance favorable, plusieurs territoires normands affichent des prix supérieurs à la [moyenne du marché](#).

Le Havre : l'effet grande métropole sur le ticket de caisse

Dans la communauté urbaine **Le Havre Seine Métropole**, les prix pratiqués dans les drives dépassent d'environ **5,9%** la moyenne nationale.

Cette hausse s'explique par des facteurs bien connus : densité urbaine, coûts d'exploitation plus élevés et présence importante de magasins de proximité. Dans les grandes agglomérations, les charges immobilières et logistiques se répercutent mécaniquement sur les prix en rayon.

A titre de comparaison, des villes comme Rouen ou Caen connaissent également une hausse, mais plus contenue,

généralement comprise entre 3% et 4%.

- **A lire aussi.** [Bon plan. Le classement des supermarchés les moins chers de Normandie vient de tomber : qui est numéro 1 près de chez vous ?](#)

Cœur Côte Fleurie : quand le prestige touristique fait grimper les prix

Avec environ **+6,3%**, la communauté de communes Cœur Côte Fleurie figure parmi les zones les plus chères de Normandie. Elle englobe notamment **Deauville, Trouville-sur-Mer** et Honfleur, destinations emblématiques et très prisées.

Dans ces communes au fort pouvoir d'attractivité touristique et immobilière, les coûts d'exploitation sont plus élevés et la clientèle saisonnière, souvent plus aisée, influence les niveaux de prix. Ce positionnement "haut de gamme" se ressent jusque dans les paniers de courses.

- **A lire aussi.** [Télévision. Une grande émission s'infiltré dans les coulisses d'un supermarché en Normandie pour révéler le quotidien des employés](#)

Terroir de Caux : la surprise qui intrigue les observateurs

Plus inattendue, la communauté de communes **Terroir de Caux** affiche des prix environ **5,1%** supérieurs à la moyenne. Situé dans le Pays de Caux, ce territoire rural ne correspond pas au profil classique des zones chères.

Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cet écart :

- une concurrence commerciale plus limitée
- une densité de population plus faible réduisant les volumes de vente
- des coûts logistiques plus élevés pour l'approvisionnement

- une présence importante de magasins de taille intermédiaire plutôt que d'hypermarchés

Sans étude locale détaillée, il reste difficile d'identifier une cause unique. Mais cet exemple illustre un phénomène réel :

l'éloignement des grands pôles commerciaux peut parfois peser sur les prix.

Pourquoi certaines zones paient plus cher leurs courses

Les territoires les plus chers présentent souvent des caractéristiques communes : zones urbaines denses, stations touristiques ou territoires peu concurrentiels. Dans ces contextes, les distributeurs disposent de moins de leviers pour réduire leurs coûts, ce qui se traduit par des prix plus élevés pour les consommateurs.

- **A lire aussi.** [Normandie. On a enfin la liste complète : voici tous les magasins Auchan qui vont changer d'enseigne après l'accord avec Intermarché](#)

Une étude basée sur des milliers de relevés

[Cette analyse](#) repose sur l'indice Distriprix, calculé à partir de relevés effectués en décembre 2025 dans plus de 6 600 drives. Elle compare les prix des [grandes enseignes nationales](#). Les enseignes de hard-discount sans drive, comme **Lidl** et **Aldi**, ne sont pas incluses dans cette base.

Méthodologie et sources

Les données proviennent de l'indice Distriprix élaboré par a3distrib (NielsenIQ), à partir de relevés réalisés en décembre 2025 dans plus de 6 600 drives en France. Les résultats ont été exploités et présentés par **franceinfo** en collaboration avec le journal de **20 heures**.

À Rouen, des groupes de parole pour lutter contre la dépression : « On écoute, on aide, on soutient »

Blaise Diagne

6–8 minutes

Elle l'était en 2025, elle le sera à nouveau cette année : la santé mentale est déclarée grande cause nationale par le gouvernement. À Rouen, voilà plus de vingt ans que France Dépression Normandie est au chevet des malades.



Les groupes de parole de France Dépression Normandie sont ouverts aux dépressifs et bipolaires, diagnostiqués ou ressentis. -
PND Stéphanie Péron Clément



Au baromètre de l'humeur qui ouvre traditionnellement le groupe de parole, sur une échelle de 1 à 10, Mylène* s'est fendue d'un petit 3. Ils ne sont que trois, ce jeudi soir d'hiver, à situer leur moral si bas. « *Ceux qui se sentent le moins bien parlent en premier* », avait renseigné Jean-François Augé avant le début de la session.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le président de l'association France Dépression Normandie se tourne vers la mère de famille. « *Comment ça va, depuis la dernière fois ?* » Ces séances sont bimensuelles, le premier jeudi et troisième lundi du mois. Mylène prend son élan. « *Mon frère s'est pendu, j'ai dû l'annoncer à ma mère. Il est toujours pas enterré, il le sera la semaine prochaine. Et j'ai appris que mon agresseur sera là, donc il n'y a rien qui va. Il y a de la colère et de la tristesse...* »

« Si tu sens que la situation déraile, tu te mets en recul. »

Jean-François Augé, président de France Dépression Normandie
« *On est des bénévoles, pas des professionnels de santé*, avait ajouté Jean-François avant que le cercle ne se forme. *Nous, on connaît notre maladie, et on essaye avec ça de s'adapter à celle des autres.* » À Mylène, il parle d'abord préservation. « *Fais attention à toi surtout. Si tu sens que la situation déraile, tu te mets en recul.* »

« Je suis compressée, j'étouffe »

Mylène acquiesce. Elle semble moins craindre la cérémonie que l'attendre : porter l'enterrement d'un très proche, quand on a une santé mentale déjà fragile, est une épreuve difficilement concevable. « *Là, je suis compressée, j'étouffe, on m'appelle tous les jours, ma mère, tous les jours, en pleurs. À force, je ne sais plus quoi lui dire.* » À quelques chaises de là, une voix se fait entendre : « *J'ai cru comprendre la semaine dernière que tu avais tes petites princesses qui étaient très importantes pour toi...* » Un sourire. « *Oui, c'est mon pilier.* »

Dans l'assemblée, chacun son histoire, mais des dénominateurs communs : la sensation de décalage avec les proches, le soulagement de venir partager ici, le long parcours de soins psys, la difficulté à trouver un traitement médical adapté. Aucun nom de médicament ou de médecin n'est jamais cité, c'est la règle – idem, pour d'autres raisons, avec la religion et la politique.

Rien, non plus, n'est linéaire. Comme une série, leur vie est faite d'épisodes. Cela vaut pour les bipolaires comme pour les dépressifs, diagnostiqués ou pas. Dans les moments les plus bas, tentatives de suicide et phases d'internement se croisent. Pour beaucoup, le centre hospitalier du Rouvray est un marqueur. Positif ou négatif, c'est selon.

Chacun son Rouvray

Clara, elle, est plutôt sceptique. *« J'ai fait des entretiens préalables au Rouvray pour suivre des ateliers thérapeutiques [...] J'ai eu beaucoup de mal. Il y avait pas mal de personnes marginales avec moi. C'est l'image que la société a de la psychiatrie, et ça me dérange beaucoup. Moi, je ne me vois pas comme ça, et ça me fait mal d'être mélangé à ça. »*

La jeune femme à l'allure sportive préférerait suivre une psychothérapie de son côté. *« Laisse-toi la chance d'essayer »*, lui glisse son voisin. Une jeune femme timide lui vantera les bienfaits de sa prise en charge en ambulatoire (en hôpital de jour) sur place, au service de traitement à vocation régionale des troubles thymiques, *« le [traitement Start](#), avec des gens de mon âge et insérés socialement. »*

D'un âge plus mûr, une troisième personne, internée une quinzaine de jours contre son gré il y a plusieurs années, évoque ses souvenirs. *« Je voulais en sortir très vite ! On est prisonniers, il n'y avait pas de soins, et on était mélangés à toutes sortes de pathologies. Le groupe, cela dit, était charmant. »*

« On écoute, on aide, on soutient », avait résumé Marylise,

bénévole, avant la séance. Sourires, larmes et bienveillance auront ponctué les échanges. « *Dépressif ou bipolaire, on est des gens hypersensibles, en fait.* »

* Tous les prénoms ont été modifiés à leur demande.

Lire aussi



[À Rouen, Philippe Torreton à l'Armitière pour parler de son récit sur les maraudes à Paris](#)



[Pokémon Day à Barentin, près de Rouen : la carte à 14 M€ n'y sera sans doute pas](#)



"Avec le jeu c'est plus facile" : comment le sport s'engage contre les violences sexuelles et sexistes

Écrit par Myriam Libert

3-4 minutes

La lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans le sport est une préoccupation nationale. Au Havre, le club de basket Sainte-Marie s'est engagé à en parler librement, pour sensibiliser les jeunes.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Dès 2020, le ministère des sports avait fait des violences sexuelles et sexistes dans le sport, un sujet important. Il avait ainsi lancé une convention pour prévenir ces violences, et ouvrir le débat sur ces problématiques.

Le sport est une activité saine et bienfaisante, à condition de l'exercer dans un environnement sain.

Au club de basket Sainte-Marie au Havre, on joue au ballon, et aux cartes !

"Dans la famille Respectueux, aurais-tu la 2 ?"

Entre deux matches, ces jeunes de 9 à 12 ans s'adonnent aussi à un jeu de sept familles revisité : Famille Sans violence, Famille Respectueux ...

L'idée est de sensibiliser aux violences sexistes et sexuelles dans le sport.

"Les violences sexuelles concernent les parties intimes du corps" lit ce jeune homme sur sa carte de jeu, *"c'est très important de parler à un adulte de confiance si cela vous arrive"*.

"Je trouve ça très instructif en vrai, ça nous apprend plein de choses, aux plus petits et aux plus grands" explique cet adolescent.

"Par exemple le harcèlement, renchérit celui-ci, si une personne se retrouve tout seul, c'est pas bien. "Faut pas le prendre à la légère" poursuit cet autre jeune homme.

durée de la vidéo : 00h01mn34s



Le club de basket de Sainte-Marie au Havre propose des jeux aux enfants pour parler des violences sexuelles et sexistes dans le sport • ©FTV

"Avec le jeu c'est plus facile, parce que oralement, si on leur explique ça pendant 20 minutes, ils vont déconnecter. Avec des images, avec des mots adaptés à leur âge" explique Lou Levieux, éducatrice sportive en alternance.

Le club a lancé ces temps de sensibilisation cette année, sous l'orchestration de Jean-Louis Colignon, entraîneur bénévole au club de basket Sainte-Marie, et référent contre les violences sexuelles et sexistes.

"On s'aperçoit que les jeunes sont un peu démunis face à la violence. Parce qu'on parle de violences sexuelles et sexistes, mais il n'y a pas que ça comme violence. Quelle que soit la violence, il y a zéro tolérance" commente Jean-Louis Colignon.

Le référent est là pour donner des pistes, pour que les autres agissent en conséquence. Et que le sport soit aussi un lieu de libération de la parole.

Tête d'éléphant : un trophée de chasse qui interroge au château d'Eu

De notre Correspondant Philippe Fortune

4–5 minutes

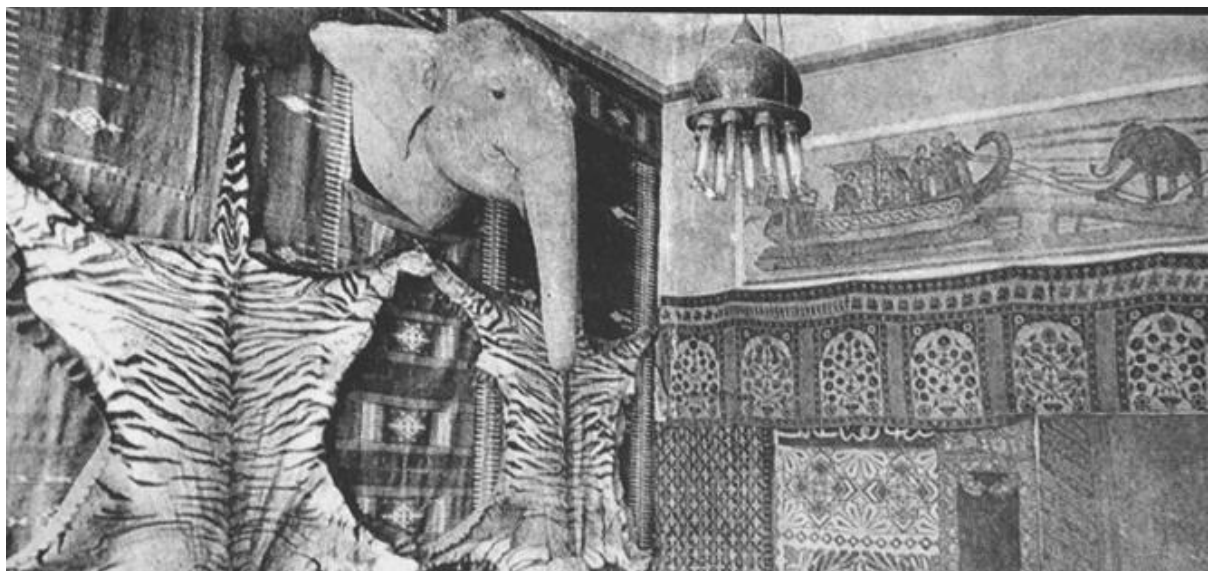
Au château d'Eu, une tête d'éléphant fascine autant qu'elle dérange. Derrière ce trophée de chasse, quelle histoire se cache, entre mémoire coloniale, voyage princier et regard contemporain sur le vivant ?



Par De notre Correspondant Philippe Fortune

Publié: 22 Février 2026 à 13h02 Temps de lecture: 2 min

Dans les salles du château d'Eu, un objet ne laisse personne indifférent : une imposante tête d'éléphant, fixée au mur. Trop lourde pour être déplacée, elle oblige les visiteurs à venir à elle. Et face à elle, les réactions oscillent entre fascination et malaise.





Dans ce salon oriental aujourd'hui disparu, les propriétaires du château d'Eu exposaient trophées de chasse et objets exotiques, témoins de leurs voyages au début du XX^e siècle. ©Philippe Fortune

« *Derrière cet objet, il y a toute une histoire* », explique Alban du Parc, [conservateur du musée](#), à l'occasion du dernier rendez-vous du mercredi, ces rencontres organisées en hiver pour maintenir le lien avec le public.

Une chasse au Sri Lanka

L'histoire commence en 1908. À cette époque, les princes d'Orléans-Bragance parcourent le monde. Lors d'un voyage en Asie, le prince Antoine participe à une chasse au Sri Lanka. Une femelle éléphant est abattue. Son petit, capturé, doit être envoyé au Jardin d'acclimatation de Paris. Il ne survivra pas au trajet.

De cet épisode ne subsistent aujourd'hui que des vestiges : la tête, exposée au château, mais aussi des pieds et une peau transformée en objet décoratif. « *C'est grâce aux mémoires d'un domestique que nous avons pu retracer précisément cette histoire* », précise le conservateur.

« Aujourd'hui, ces objets interrogent »

Au début du XX^e siècle, ces trophées de chasse sont des symboles de prestige. Mais le regard contemporain a évolué. « *Aujourd'hui, ces objets interrogent* », souligne Alban du Parc.

Entre témoignage d'une époque, héritage colonial et enjeux environnementaux, la tête d'éléphant a changé de statut. Elle n'est plus seulement un trophée, mais un support de réflexion sur notre rapport au vivant et à l'histoire.

Le musée rouvrira ses portes au grand public le 15 mars.

Lire aussi



[Football – N2 : sur son synthétique, le FC Dieppe enchaîne une deuxième victoire encore grâce à N'Chobi](#)



[À Dieppe, deux Twingo prêtes à prendre la route du désert pour un raid solidaire](#)



En Normandie, les centres de contrôles techniques automobiles...contrôlés, 15% de suspension d'agrément

Sylvie Callier

4-5 minutes

Les centres de contrôles techniques automobiles ont reçu la visite des contrôleurs de la DREAL en 2025. Les moyens techniques et humains font partie de l'inspection. Les agents de l'Etat testent aussi de possibles connivences. Le nombre de suspension d'agrément est en hausse.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Plus de 27 millions de véhicules légers ont été soumis au contrôle technique en 2025 en France, selon le groupe Dakra, leader du secteur en France et dans le monde...un million de contrôles de plus qu'en 2024. Le parc automobile vieillit et les ventes d'occasion sont en hausse.

La Normandie compte 373 centres de contrôle pour les véhicules de tourisme. Cinquante-six ont été inspectés en 2025. La

préfecture de région a rendu public le 20 février 2026 la proportion des agréments suspendus pour non conformité, soit 15%. Un chiffre multiplié par deux comparé à l'année 2023.

Les suspensions peuvent aller de plusieurs jours à plusieurs mois. Les inspecteurs de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) ne planifient pas de rendez-vous , pour un effet surprise.

Des contrôles inopinés, consistant, notamment à soumettre à un nouveau contrôle en leur présence des véhicules, venant de faire l'objet d'un contrôle technique dans le centre.

Préfecture de région Normandie, 20 février 2026

Les inspecteurs de la DREAL doivent vérifier plusieurs points :

- L'organisation des centres et les moyens humains
- Le strict respect du cahier des charges fixé par l'agrément délivré
- Pas d'omission, ni de signes de complaisance

Les centres de contrôle technique ne doivent pas entretenir "de relations économiques trop étroites avec des entreprises de commerce ou de réparation automobile", précise la préfecture de région.

[27,6 millions de contrôles techniques de voitures réalisés en 2025 en France. Les principales défaillances concernaient les feux, les pneus, les fumées, l'usure des plaquettes de freins et l'efficacité du frein à main. • © France Télévisions](#)

En France, en 2025, le taux de refus lors de ces contrôles, obligatoires pour les voitures de plus de 4 ans, puis tous les deux ans, ainsi que pour les reventes, est resté stable à 19,4%, indique à l'Agence France Presse la directrice générale de la branche française de Dekra.

Les principales défaillances concernaient les feux, les pneus, les fumées (émissions polluantes des diesels), l'usure des plaquettes de freins et l'efficacité du frein à main.

2025 était aussi la première année pleine pour le contrôle des deux-roues, obligatoire depuis avril 2024, avec mi-2025 l'ajout du contrôle du niveau sonore.

Au total 1,2 million de contrôles de deux-roues et de voitures sans permis ont été réalisés l'an dernier en France. Le taux de refus des deux-roues était de 16%, dont 3,2% pour bruit excessif. Les autres défaillances fréquentes concernent les pneus, les émissions, les plaques et les amortisseurs.

Les dispositifs de surveillance des centres de contrôles techniques par la DREAL de Normandie sont étendus aux centres agréés depuis 2 ans pour le contrôle technique des véhicules de catégorie L (deux-roues, trois-roues et quadricycles à moteur)

Plusieurs églises victimes de vols d'hosties en Normandie, le diocèse porte plainte

Cyril Brioulet

~3 minutes

l'essentiel Des hosties ont été dérobées dans les églises de plusieurs villages en Normandie. Le diocèse de Rouen dénonce une profanation. Une plainte a été déposée.

Qui vole des hosties dans des églises en Normandie ? Un ou des individus se sont introduits par effraction dans les églises des communes de Buchy et de Rouvray-Catillon en Seine-Maritime dans la nuit de jeudi à vendredi. Ils ont emporté des hosties consacrées et plusieurs objets de culte, rapporte [Ici Normandie](#).

Le 16 janvier, c'est un édifice de Rouen, l'église Saint-Sever, qui avait reçu la visite d'individus qui avaient dérobé des hosties consacrées dans le tabernacle de la chapelle. Une plainte avait été déposée. Elle avait déjà été victime de vandalisme en décembre 2024 : un homme avait renversé des objets de culte. Il avait finalement été placé en hôpital psychiatrique.

Dans un communiqué, le diocèse de Rouen dénonce "une atteinte grave au caractère sacré du lieu et au droit des fidèles à l'exercice paisible de leur culte". L'archevêque de Rouen Mgr Dominique Lebrun a évoqué "une très grave profanation".

À lire aussi : [DECRYPTAGE. Vols dans les églises : "Ce sont des proies évidentes et très faciles"... pourquoi le phénomène se multiplie](#)

Ces vols répétés du pain de l'Eucharistie partagé avec les fidèles à la messe sont pour le moins étranges. Les églises sont malheureusement la cible de vandalisme mais ils concernent plutôt le pillage des tronc ou le vol d'objets liturgiques tels que des calices, des ostensoirs, ou des éléments d'orfèvrerie.

À lire aussi : [REPORTAGE. Vols dans les églises : "On ne peut pas mettre des caméras partout"... dans le Gers, la désolation et le manque de solution](#)

Entre 80 et 150 pillages d'objets ont lieu chaque année dans les 42 000 églises de France, selon le ministère de la Culture. C'est la raison pour laquelle les lieux religieux, autrefois ouverts, sont souvent fermés à double tour.

Près de Rouen, des objets de culte et des hosties dérobés dans deux églises

Paris Normandie

4–5 minutes

Dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 février 2026, des individus se sont introduits par effraction dans les églises de Buchy et de Rouvray-Catillon pour voler des objets et des hosties.



Les églises de Buchy (photo) et de Rouvray-Catillon ont été profanées dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 février. - photo Paris Normandie

PARIS NORMANDIE

Publié: 20 Février 2026 à 18h01 Temps de lecture: 1 min

Deux églises ont été profanées dans la nuit du jeudi 19 au vendredi

20 février 2026, indique l'archevêché de Rouen. Il s'agit des églises de Buchy et de Rouvray-Catillon, dans les paroisses de Notre-Dame de Blainville-Buchy et Saint-Jean-Baptiste de Forges en Bray.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Objets volés et hosties emportées

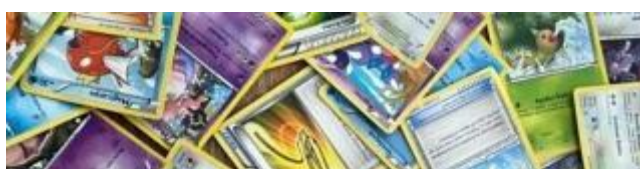
Des individus se sont introduits par effraction dans les deux édifices religieux. Ils ont dérobé plusieurs objets de culte et ont emporté des hosties consacrées. Au-delà du préjudice matériel, ces faits constituent une atteinte grave au caractère sacré du lieu et au droit des fidèles à l'exercice paisible de leur culte.

La gendarmerie s'est rendue immédiatement sur les lieux. Une enquête est lancée pour retrouver les malfaiteurs. Un temps de prière et de réparation sera organisé prochainement dans les deux églises. L'archevêché appelle à la vigilance de tous pour que soit respectée la liberté de culte dont l'ouverture des églises fait partie.

Lire aussi



[À Rouen, Philippe Torreton à l'Armitière pour parler de son récit sur les maraudes à Paris](#)



Seine-Maritime. Deux églises profanées : la gendarmerie mobilisée "afin de retrouver les malfaiteurs"

Justine Carrère

~2 minutes

De nouvelles profanations dans deux églises ont été recensées en Seine-Maritime. Le diocèse de Rouen a indiqué ce vendredi 20 février que *"la paroisse Notre-Dame de Blainville - Buchy et la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Forges en Bray ont constaté qu'une profanation a été commise probablement dans la nuit de ce vendredi 20 février"*.

A lire aussi. [Rouen. Églises profanées, assassinat du père Jacques Hamel... Mgr Dominique Lebrun revient sur ces faits marquants](#)

Plusieurs objets de culte dérobés

Comme l'explique le Diocèse de Rouen, *"des individus se sont introduits par effraction dans les églises de Buchy et de Rouvray-Catillon. Ils ont dérobé plusieurs objets de culte et ont emporté des hosties consacrées"*. La gendarmerie s'est rendue immédiatement sur les lieux et met en œuvre ses équipes de recherche *"afin de retrouver les malfaiteurs"*. Un temps de prière et de réparation sera organisé prochainement dans les deux églises ; les modalités seront communiquées dans les jours à venir par les paroisses.

Vendredi 16 janvier, l'église Saint-Sever avait été profanée, mardi 27 janvier, c'était celle d'Orival puis celle de Clères.

Deux nouvelles profanations en plein Carême... 1 mois après les dégradations de l'église Saint-Sever de Rouen

Écrit par Mélisande Queinnec

3-4 minutes

Deux églises de Seine-Maritime, à Buchy et Rouvray-Catillon, ont été la cible de dégradations et de vols d'objets cultuels dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 février. Ces actes de vandalisme interviennent quelques semaines après une première profanation à l'église Saint-Sever de Rouen.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

"C'est avec une profonde émotion que la paroisse Notre-Dame de Blainville de Buchy et la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Forges en Bray ont constaté qu'une profanation a été commise", au début du Carême, déplore le diocèse de Rouen dans un communiqué, publié ce vendredi.

[Les dégradations commises. • © Diocèse de Rouen / DR](#)

Le diocèse précise que *"des individus se sont introduits par*

effraction dans les églises de Buchy et de Rouvray-Catillon", ont commis d'importantes dégradations et ont "*dérobé plusieurs objets de culte et emporté des hosties consacrées*". La gendarmerie s'est rendue sur place et a engagé des recherches afin d'identifier les auteurs.

Dans le même communiqué, le diocèse fait part de sa "*profonde amertume*" face à des actes qui touchent "*l'ensemble de la population attachée à son patrimoine culturel et spirituel*".

Au début du Carême, nous appelons les fidèles à s'unir dans la prière, en particulier pour le respect du Saint-Sacrement, pour la conversion des cœurs et pour la protection des lieux de culte.

Diocèse de Rouen

dans un communiqué

Au-delà du préjudice matériel, l'institution évoque "*une atteinte grave au caractère sacré du lieu et au droit des fidèles à l'exercice paisible de leur culte*". Un temps de prière et de réparation devrait être organisé prochainement dans les deux édifices.

Ces dégradations, commises sur des églises situées à moins de 12 kilomètres de distance, ne constituent pas un fait isolé. Le 16 janvier dernier, dans une autre zone, c'est cette fois-ci l'église Saint-Sever de Rouen qui avait été victime d'une profanation.

Dans un précédent communiqué, le diocèse indiquait que "*les hosties consacrées ont été volées dans le tabernacle de la chapelle du Saint-Sacrement*", qualifiant l'acte de "*très grave profanation*", meurtrissant l'archevêque de Rouen, Mgr Dominique Lebrun, comme l'ensemble de la communauté catholique.

Une plainte avait alors été déposée et un acte de réparation organisé.

Seine-Maritime. Deux nouvelles profanations d'églises ont eu lieu la nuit dernière

Ghislain Annetta

~2 minutes

"C'est avec une profonde émotion que la paroisse Notre-Dame de Blainville - Buchy et la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Forges en Bray ont constaté qu'une profanation a été commise probablement dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 février", prévient Mgr Dominique Lebrun. L'archevêque du diocèse de Rouen s'exprime avec les abbés Félix NOUNGOU et Sébastien Savarin, curés respectifs des deux paroisses.

Des individus se sont introduits par effraction dans les églises Saints-Pierre-et-Paul à Buchy et Saint-Martin à Rouvray-Catillon. Ils ont dérobé plusieurs objets de culte et ont emporté des hosties consacrées. *"Au-delà du préjudice matériel, ces faits constituent une atteinte grave au caractère sacré du lieu et au droit des fidèles à l'exercice paisible de leur culte", regrette Mgr Lebrun.*

Des investigations en cours

L'archevêque remercie *"la gendarmerie qui s'est rendue immédiatement sur les lieux"*. Des investigations sont ouvertes afin de retrouver les malfaiteurs.

"Le diocèse constate avec profonde amertume ces actes qui touchent l'ensemble de la population attachée à son patrimoine culturel et spirituel". Le prélat annonce qu'un temps de prière et de réparation sera organisé prochainement dans les deux églises ;

"les modalités seront communiquées dans les jours à venir par les paroisses".

Au début du Carême, les responsables ecclésiastiques appellent *"les fidèles à s'unir dans la prière, en particulier pour le respect du Saint-Sacrement, pour la conversion des cœurs et pour la protection des lieux de culte"*. Ils souhaitent *"la vigilance de tous pour que soit respectée la liberté de culte dont l'ouverture des églises fait partie"*.

Une marnière s'ouvre dans un champ sur le plateau Est de Rouen : un périmètre de sécurité établi

Véronique Baud

4–6 minutes

Après les fortes pluies, une marnière s'est ouverte dans un champ situé chemin de Pont-de-l'Arche au Mesnil-Esnard jeudi 12 février 2026. Ce n'est pas la première fois dans la commune.



La cavité s'est ouverte dans un champ du Mesnil-Esnard, c'est là que les paysans creusaient pour aller chercher la marne, transformant les parcelles en gruyère. - photo Paris Normandie



Publié: 20 Février 2026 à 17h58 Temps de lecture: 1 min

Dans ce coin un peu caché du Mesnil-Esnard, chemin de Pont-de-

L'Arche, le plus grand calme est revenu. Cette zone résidentielle n'est pas la plus dense de la commune et est aussi composée de parcelles en herbe. C'est là qu'un trou de plus d'un mètre de diamètre s'est formé jeudi dernier à la surface d'un champ où paissaient des chevaux.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un périmètre de sécurité a été installé par la Ville. La mention sur les barrières fait état d'une suspicion de marnière. Des sondages ont été pratiqués dans le champ.

Pas la première fois

Le phénomène est sans doute dû aux pluies importantes des derniers jours. L'effondrement de la cavité s'est produit jeudi 12 février 2026 vers 17 heures. Une sorte de détonation a été entendue par les riverains.

Ce n'est pas la première fois que ce type de découverte se produit sur la commune. [En septembre 2024](#), des habitants avaient dû être momentanément évacués, quand une cavité s'était ouverte entre deux maisons rue de Normandie. Une autre marnière avait aussi été découverte sur [les terrains de tennis](#) du parc Bylik en 2021.

14 cavités par km²

La Seine-Maritime est le département qui compte le plus de cavités en France. On estime qu'il existe en moyenne 14 cavités par km². Les marnières sont les plus fréquentes. Elles datent de l'époque où les paysans amendaient leurs terres avec de la marne.

La Métropole de Rouen a mis en place un outil en ligne pour connaître les marnières ou cavités répertoriées. Il suffit d'entrer son adresse pour consulter la carte.

La carte de la Métropole : <https://sigapp.metropole-rouen-normandie.fr/www/w/env/cavites/>

Lire aussi



Près d'Elbeuf, un feu de sèche-linge embrase la salle de bains et la chambre des deux locataires

Paris Normandie

~2 minutes

Les pompiers sont intervenus à Orival samedi 21 février 2026 pour un feu de sèche-linge vers 17 heures. Les occupants de l'appartement de la rue d'Elbeuf ont dû être relogés.



Les pompiers ont pu éteindre le feu qui avait pris dans un appartement à Orival samedi 21 février 2026 vers 18 h. - photo d'illustration AFP

Publié: 21 Février 2026 à 18h53 Temps de lecture: 1 min

Les pompiers sont intervenus [à Orival](#) samedi 21 février vers 17 h rue d'Elbeuf où un sèche-linge a pris feu. Le brasier a atteint la chambre et la salle de bains au premier étage d'un immeuble à usage d'habitation.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Deux locataires relogés

Quatre engins se sont déployés avec 13 pompiers à bord pour faire usage de la lance à incendie. Le feu a été éteint vers 18 h. Le couple locataire a été relogé dans sa famille.

Lire aussi



[À Rouen, Philippe Torreton à l'Armitière pour parler de son récit sur les maraudes à Paris](#)



Pourquoi vous aurez la chance d'apercevoir le porte-avions Charles de Gaulle en baie de Seine ?

Garance Ferrard

~3 minutes

C'est un évènement plutôt rare, peut-être même exceptionnel : la présence du porte-avions Charles de Gaulle au large des côtes normandes. Mais que fait-il si loin de ses zones de « navigation » habituelles ?



Publié: 20 Février 2026 à 19h45 Temps de lecture: 1 min

Vous l'avez peut-être aperçu au large des côtes normandes ? Ou alors, vous avez remarqué les allers-retours d'hélicoptères de la Marine nationale ? Vous ne rêvez pas ! En effet, depuis plusieurs jours, le porte-avions Charles de Gaulle est présent en baie de Seine. Et il n'est pas tout seul. On vous explique.

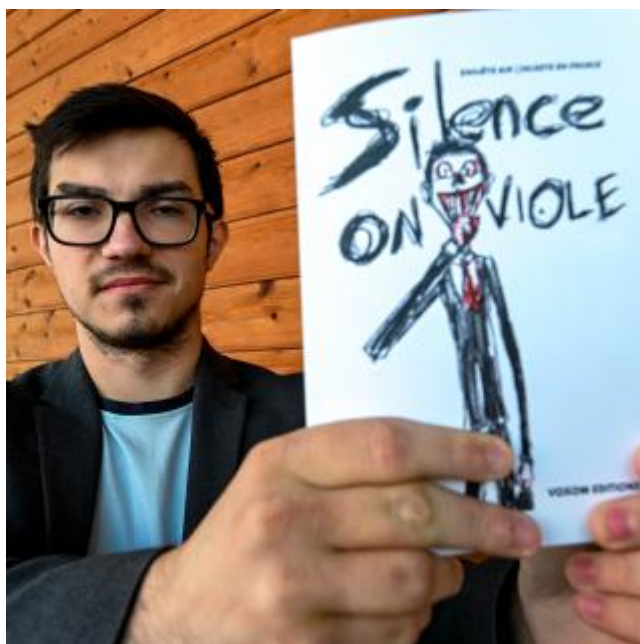
Alors que le contexte international continue de se tendre, l'Armée française a décidé d'engager une importante opération militaire : Orion 26. Comme l'explique le ministère des Armées, il s'agit « *d'un exercice interarmées et interalliés d'ampleur inédite, conduit sur le territoire national, principalement sur la façade Atlantique. Il constitue un rendez-vous majeur de la préparation opérationnelle des forces* ».

Un exercice militaire impressionnant

Au total, cet exercice mobilise 2150 véhicules tactiques, 40 hélicoptères, 1 200 drones, deux bases navales, deux porte-hélicoptères amphibies, 50 aéronefs, 25 grandes unités de combat, dix bases aériennes, six systèmes de défense sol-air et 20 capteurs spatiaux.

Pour la partie maritime, l'exercice se déroule principalement sur la façade atlantique et donc dans la [Manche](#). Commencée début février, l'opération devrait se terminer le 30 avril. Il vous reste encore un peu de temps pour tenter de l'apercevoir. À condition d'ouvrir l'œil.

Lire aussi



[Inceste : avec « Silence, on viole », cet auteur de Pont-Audemer veut provoquer un « choc des consciences »](#)



Des remparts historiques de Rouen en partie détruits après un impressionnant glissement de terrain

~3 minutes

Dans la soirée du 19 février 2026, un effondrement de terrain s'est produit à Rouen (Seine-Maritime) et a provoqué la destruction partielle de remparts historiques.

Sur le même thème

[Patrimoine](#)

[Pompiers](#)



Dans la soirée du 19 février 2026, un effondrement de terrain s'est produit à Rouen (Seine-Maritime) et a provoqué la destruction partielle de remparts historiques. (©AF/76actu)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 20 févr. 2026 à 7h23

Un bout du patrimoine de Rouen n'est plus. Dans la soirée du 19 février 2026, un effondrement de terrain s'est produit à [Rouen \(Seine-Maritime\)](#). Une partie des remparts historiques au niveau du boulevard de Verdun **s'est effondrée**. Les pompiers sont intervenus.

Des remparts historiques en partie détruits

Selon le Sdis76 (Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime), qui a été alerté vers 19 heures, les remparts se sont effondrés sur une distance d'environ 25 mètres et trois mètres de hauteur à la suite d'un glissement de terrain.

Les véhicules stationnés entre le 43 et le 47 du boulevard de Verdun ont été évacués et il n'y a pas eu de blessé.

Après une reconnaissance approfondie et une analyse du chef d'unité spécialisé, **un arrêté d'interdiction de circulation et de stationnement** entre la rue des Capucins et la piscine sur la contre-allée située boulevard de Verdun a été pris.

Neuf habitants relogés

Concernant les numéros 47 et 43D, « un arrêté de mise en sécurité a été décidé impactant 14 logements dans les deux immeubles collectifs », fait savoir le Sdis76. Neuf personnes ont donc été relogées, dont cinq par la mairie.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Une analyse du bureau de recherches géologiques et minières sera réalisée prochainement.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Vitre explosée et passagers évacués : un bus et un camion se percutent près de la gare de Rouen

2-3 minutes

Un accident entre un bus et un poids lourd s'est produit dans la matinée du vendredi 20 février 2026 à Rouen (Seine-Maritime). Précisions.

Sur le même thème

[Accident](#)

[Réseau Astuce-TCAR](#)



Un accident entre un bus et un poids lourd s'est produit dans la matinée du vendredi 20 février 2026 à Rouen (Seine-Maritime). (©Images transmises par des lecteurs)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 20 févr. 2026 à 9h19

Un **accident de la circulation** s'est produit tôt dans la matinée du vendredi 20 février 2026 à [Rouen \(Seine-Maritime\)](#). Au niveau de la gare SNCF, un bus T4 et un camion se sont percutés. Le bus a été endommagé, notamment au niveau des vitres, mais l'accident n'a pas fait de blessés graves.

Une vitre explosée

Interrogé par *76actu*, le Réseau Astuce confirme qu'un accrochage a bien eu lieu dans la matinée entre un bus et un poids lourd.

L'incident s'est produit vers 5h40. Il n'y a pas eu de déviation de la ligne de bus.

Sur des images transmises par certains de nos lecteurs, on aperçoit le bus stoppé sur la voie avec une vitre complètement explosée. « Il n'y a pas eu de blessé à bord. C'est un accident purement matériel », informe la communication du Réseau Astuce.

Les quelque passagers du bus, évacués suite à l'incident, garderont le souvenir d'une belle frayeur.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Un important bouchon se forme sur la Sud 3 de Rouen après un accident entre plusieurs voitures

2–3 minutes

Un accident entre plusieurs voitures sur la Sud 3 de Rouen génère un important bouchon, en cette fin de journée du vendredi 20 février. La voie de gauche est neutralisée.

Sur le même thème

[Accident](#)

[Circulation](#)

[Sud 3 Rouen](#)



Un accident entre plusieurs véhicules génère un important bouchon sur la Sud 3 de Rouen. Il remonte jusqu'au niveau du pont Flaubert. (©Adobe Stock/Illustration)

Mise à jour à 18h07. *D'après le Service départemental d'incendie et de secours, l'accident impliquant trois véhicules a fait cinq victimes, dont 2 blessés légers. « Un homme de 51 ans a été transporté sur un centre hospitalier du secteur », précise le Sdis 76.*

Mauvaise nouvelle en ce début de soirée du vendredi 20 février. **Un accident** entre plusieurs voitures impacte fortement la circulation sur la [Sud 3 de Rouen](#), dans le sens Rouen-Paris, au niveau de la commune du Grand-Quevilly. Un peu avant 18h, **le bouchon** remontait jusqu'au niveau du pont Flaubert.

La voie de gauche « neutralisée »

Selon les éléments de Bison Futé, il s'agirait d'un **accident corporel**. D'après la Direction des routes nord-ouest (Dirno), **trois véhicules** seraient impliqués dans cet accident. Pour l'heure, le service départemental d'incendie et de secours n'a pas précisé s'il intervenait sur place pour prendre en charge des blessés.

Selon nos informations, l'accident s'est produit **sur la voie de gauche**. Elle est « complètement neutralisée », pour le moment, précise la Dirno. Selon notre source, il faudra attendre « environ 1 heure avant un retour à la normale ».

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

EN IMAGES. La Seine déborde légèrement à Rouen, la vigilance jaune crues maintenue tout le week-end

2–3 minutes

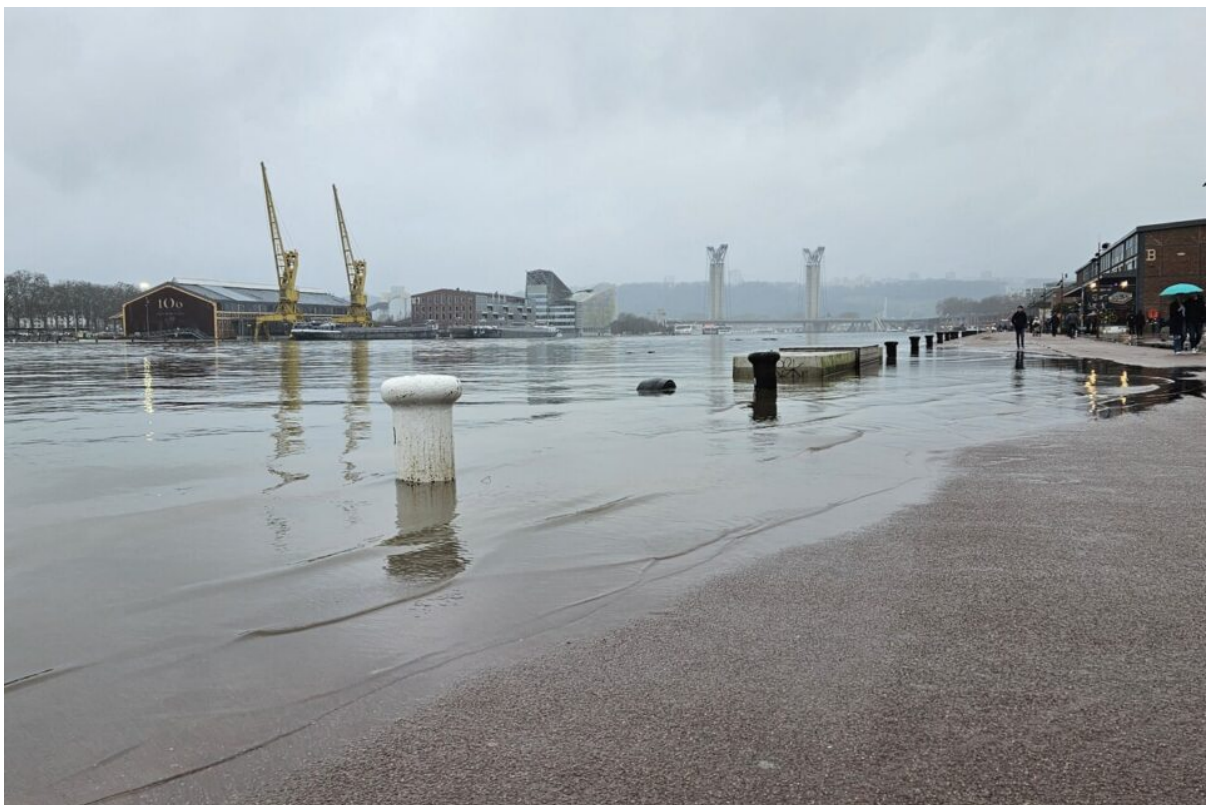
Samedi 21 février, la Seine a de nouveau pris possession des quais à Rouen. Le niveau est monté en milieu d'après-midi, dans un week-end où la vigilance jaune est maintenue.

Sur le même thème

[Inondations](#)

[La Seine](#)

[Météo France](#)



Samedi la Seine a légèrement débordé dans l'après-midi à Rouen.
(©MC/76actu)

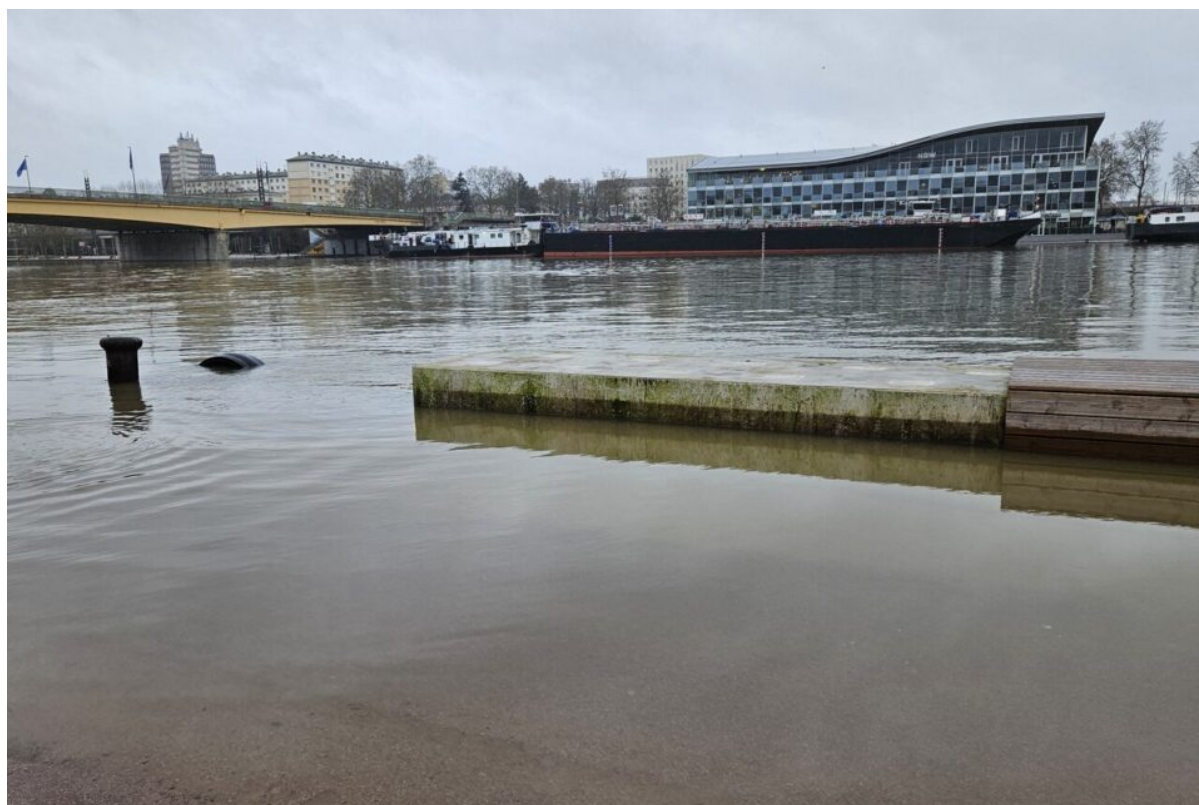
Par [Mathieu Charré](#) Publié le 21 févr. 2026 à 17h52 ; mis à jour le

21 févr. 2026 à 17h53

Cette fois les quais s'en sortent bien. À Rouen, la Seine a encore débordé samedi après-midi, mais très légèrement. Comme jeudi, le niveau de l'eau est monté en Seine-Maritime.

Les quais légèrement inondés

Juste avant 17h samedi, le niveau a atteint 9,19m, soit deux centimètres de plus que deux jours auparavant. Dans la nuit de vendredi à samedi, déjà, l'eau était montée jusqu'à 9,17m. Conséquence, les quais se sont retrouvés légèrement inondés sous les nuages.



À côté du pont Guillaume le Conquérant, une mare s'est formée.
(©MC/76actu)

Rive droite, les promeneurs pouvaient sereinement marcher, la Seine passant proche du bord sans le submerger. Seul un léger renforcement, entre les ponts Guillaume le Conquérant et [Flaubert](#), laissait se former **une mare peu profonde**.

La **vigilance jaune crues est maintenue** dimanche en Seine-Maritime. Pour l'instant, vigicrues n'annonce pas de niveaux aussi élevés pour la fin du week-end. Promeneurs et coureurs du

dimanche, soyez rassurés.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Seine-Maritime : trois personnes retrouvées après avoir disparu dans des galeries souterraines | TF1 Info

par Aurélie SARROT (nouvelle fenêtre)

~3 minutes

Publié le 20 février 2026 à 18h32

, mis à jour le 20 février 2026 à 19h27

- **Deux hommes et une femme ont pénétré dans des galeries souterraines à Fécamp, pourtant interdites, dans la nuit de jeudi à vendredi.**
- **Un important dispositif de recherche a été lancé après l'alerte d'une proche sur leur disparition.**
- **Les trois personnes ont finalement été retrouvées vendredi en fin de journée.**

C'est une proche des victimes qui a donné l'alerte ce vendredi 20 février vers 14h. Selon cette personne, trois de ses connaissances, deux hommes âgés de 38 et 43 ans et une femme dont l'âge n'a pas été précisé, seraient entrés dans la nuit de jeudi à vendredi dans les galeries souterraines situées aux abords de l'église Saint-Étienne de Fécamp en Seine-Maritime et n'en seraient jamais ressortis. Pour y pénétrer, les trois individus auraient forcé une trappe qui en condamnait l'accès au public, avant de pénétrer à l'intérieur et de se retrouver coincés, fait savoir la préfecture du département dans un communiqué.

D'importants moyens ont été immédiatement mis en place pour tenter de les retrouver. «"Dans un premier temps, les sauveteurs ont posé une ligne de vie dans cette cavité labyrinthique afin de sécuriser leur intervention. Les galeries souterraines dans lesquelles les trois personnes sont recherchées sont connues pour être étendues et complexes",» souligne la préfecture.

[Lire aussi](#)

[Savoie : un spéléologue secouru au milieu de la nuit après une chute dans un gouffre](#)

Les trois personnes ont été retrouvées vendredi en fin de journée, a annoncé la préfecture de Seine-Maritime. Leur examen médical «"s'est avéré rassurant"», a précisé la préfecture dans un communiqué.

Le plan Orsec (Organisation de la réponse des secours) «"secours en milieu souterrain"» avait été activé par le préfet de la Seine-Maritime, ainsi que le Centre opérationnel départemental (COD), pour coordonner l'ensemble des moyens engagés.

Le plan Orsec a été activé

«"Le dispositif de secours déployé mobilise 46 sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime et du Calvados, parmi lesquels des membres du Groupe d'intervention en milieu périlleux (GRIMP), ainsi que dix bénévoles de l'association de sécurité civile Spéléo Secours Français"», avait détaillé la préfecture.

**Sur le
même thème**

**Tout
TF1 Info**

Les trois personnes disparues dans des galeries souterraines à Fécamp en Seine-Maritime ont été retrouvées saines et sauves

~2 minutes



Les falaises de Fécamp, en Seine-Maritime, dans la région Normandie. Le 7 avril 2025. (Photo d'illustration) - Photo par GILLES TARGAT / GILLES TARGAT / PHOTO12 VIA AFP

Les trois personnes qui étaient introuvables à Fécamp (Seine-Maritime) après être entrées dans des galeries souterraines dans la nuit de jeudi 19 à vendredi 20 février, ont été retrouvées saines et sauves.

C'est vers 2 heures du matin dans la nuit de jeudi 19 à vendredi 20 février à [Fécamp](#) ([Seine-Maritime](#)), que deux hommes âgés de 38 et 43 ans ainsi qu'une femme auraient pénétré à l'intérieur de galeries souterraines par un accès interdit au public "en forçant une trappe", a annoncé la préfecture dans un communiqué de presse. Retrouvées saines et sauves en fin d'après-midi ce vendredi, "elles ont pu sortir en marchant du souterrain où elles venaient de passer les dernières heures."

Les secours avaient en effet été prévenus en début d'après-midi ce vendredi par "une proche". C'est elle qui avait donné l'alerte, sans nouvelle des trois personnes disparues.

"Une opération de secours a aussitôt été mise en place. La disposition spécifique de l'Organisation de la réponse des secours (Orsec) "secours en milieu souterrain" a été activée par le préfet de

la Seine-Maritime, ainsi que le Centre opérationnel départemental (COD), afin de coordonner l'ensemble des moyens engagés", précise le communiqué.

Une reconnaissance des lieux par l'association Spéléo secours France et le SDIS76 a été effectuée. Au total, 46 sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime et du Calvados ont été déployés. Certains d'entre eux sont membres du Groupe d'intervention en milieu périlleux (GRIMP).

Trois personnes disparues dans des galeries souterraines de Fécamp finalement retrouvées

Par Le Parisien Le 20 février 2026 à 17h27, modifié le 20 février 2026 à 22h06

~2 minutes

Trois personnes ont été retrouvées saines et sauvées au cours d'une opération de secours menée ce vendredi dans des [galeries souterraines](#) à Fécamp, en Seine-Maritime, indique la préfecture locale.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, vers 2 heures du matin, deux hommes et une femme sont entrés dans des galeries souterraines « par un accès interdit au public, situé à proximité de l'église Saint-Étienne de Fécamp », a précisé la préfecture de la Seine-Maritime.

Les individus avaient « forcé une trappe qui en condamnait l'accès », a développé plus tard la préfecture.

Des spéléologues sur les lieux

Mais ces trois personnes n'étaient pas rentrées chez elles ce vendredi midi. « Les sapeurs-pompiers ont été alertés aux environs de 14 heures », a ajouté la préfecture.

[2/2] Époux Rouxel : double parricide dans le Sud-Ouest

Écouter

En conséquence, « une opération de secours a aussitôt été mise en place ». Ces galeries « sont connues pour être étendues et complexes », témoignait encore la préfecture. Elle ajoutait que des

spéléologues de secours collaborent actuellement avec les Sdis 76 « pour les localiser rapidement ».

Les trois personnes, âgées de 38 et 43 ans, ont finalement été retrouvées en fin de journée. Leur examen médical « s'est avéré rassurant ».

Le dispositif de secours a mobilisé 46 sapeurs-pompiers de Seine-Maritime et du Calvados, parmi lesquels des membres du Groupe d'intervention en milieu périlleux (Grimp), ainsi que dix bénévoles de l'association de sécurité civile Spéléo-secours français.

Ils avaient disparu après avoir pénétré dans des galeries souterraines en pleine nuit : deux hommes et une fem

Sabrina El

3–4 minutes

l'essentiel Une opération de secours d'envergure a été déployée à Fécamp (Seine-Maritime) ce vendredi pour retrouver trois personnes disparues dans des galeries souterraines. Deux hommes et une femme avaient pénétré dans ces souterrains en pleine nuit par un accès interdit au public. Ils ont finalement été retrouvés ce vendredi soir.

Une importante opération de secours a été déployée à Fécamp en Seine-Maritime ce vendredi 20 février pour localiser trois personnes portées disparues, rapporte [Ici Normandie](#). Disparus dans la nuit de jeudi à vendredi, les trois individus ont finalement été retrouvés vendredi soir par les secours.

L'alerte a été donnée à 14 heures, signalant que deux hommes et une femme n'avaient plus donné de signe de vie après être entrés dans les galeries souterraines de la commune. Selon la préfecture de la Seine-Maritime, le groupe aurait pénétré vers 2 h du matin dans la nuit de jeudi à vendredi dans des carrières par un accès interdit au public. Le site est localisé à proximité de l'église Saint-Étienne.

Face à l'urgence, les autorités ont immédiatement déclenché le plan Orsec (Organisation de réponse de sécurité civile) spécifique aux secours en milieu souterrain. Un important dispositif de pompiers est mobilisé. Le maire de Fécamp, David Roussel, a

confirmé qu'il s'agissait d'anciennes carrières. Ces galeries sont décrites par les services préfectoraux comme particulièrement "étendues et complexes", rendant les recherches difficiles pour les sapeurs-pompiers. "Une première reconnaissance par des membres de l'association Spéléo secours France est en cours avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS 76), pour les localiser rapidement", a précisé la préfecture à 15 h 30.

Finalement, les trois disparus ont été peu après 18 h par les secours, sains et saufs. Selon [Le courrier cauchois](#), ils ont pu sortir en marchant des souterrains mais avaient néanmoins l'air sonnés. Ils ont été pris en charge par les secours dans des ambulances présentes sur place. Selon la préfecture, "l'examen médical s'est avéré rassurant".

Seine-Maritime : Trois personnes secourues dans des galeries souterraines interdites

Diane Regny

1-2 minutes

Un important dispositif de secours a été déclenché, mais il est désormais heureusement inutile. [Deux hommes et une femme ont été retrouvés sains et saufs](#) alors qu'ils s'étaient introduits dans des galeries fermées au public, près de l'église Saint-Étienne à Fécamp, en [Seine-Maritime](#). Ils étaient recherchés depuis la nuit de jeudi à vendredi, d'après [Paris Normandie](#).

Ils seraient entrés vers 2 heures du matin [dans un réseau souterrain](#) dont l'accès est interdit. Ne les voyant pas rentrer à la mi-journée, leurs proches ont donné l'alerte. Selon la préfecture de la Seine-Maritime, citée par [Ouest-France](#), une [opération de secours](#) a été lancée vendredi en début d'après-midi.

Le plan Orsec « secours en milieu souterrain » a été activé afin de coordonner les recherches. Les pompiers interviennent avec l'appui de [spéléologues](#) bénévoles. Les galeries, connues pour leur étendue et leur complexité, compliquent les opérations. Les autorités appellent par ailleurs à éviter le secteur pour ne pas gêner les secours.

Les trois personnes disparues dans des galeries souterraines à Fécamp ont été retrouvées

3–4 minutes

Les secours étaient mobilisés à Fécamp, vendredi 20 février, pour retrouver trois personnes disparues dans des galeries souterraines. Elles ont été retrouvées saines et sauvées.

Sur le même thème

[Disparition inquiétante](#)

[Pompiers](#)



Les secours sont mobilisés à Fécamp pour retrouver trois personnes qui auraient disparu dans des galeries souterraines.

(©Actu.fr/Illustration)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 20 févr. 2026 à 16h28 ; mis à jour le 20

[Mise à jour vendredi 20 février à 18h31] : Sur les réseaux sociaux, [la police nationale](#) de la Seine-Maritime annonce que les trois personnes disparues ont finalement été retrouvées saines et sauvées.

Dans un nouveau communiqué, la préfecture annonce que les opérations de reconnaissance étaient toujours en cours à 17h30 pour trouver deux hommes de 38 et 43 ans et une femme. Les trois personnes « seraient entrées dans les galeries après avoir forcé une trappe qui en condamnait l'accès au public » vers 2h du matin, dans la nuit de jeudi à vendredi.

C'est une proche qui a donné l'alerte vendredi après-midi vers 14h, faute de nouvelles. 46 sapeurs-pompiers sont mobilisés, dont des membres du GRIMP, Groupe d'intervention en milieu périlleux, et 10 bénévoles de l'association de sécurité civile Spéléo-secours français. Il est toujours demandé à tous d'éviter le secteur « afin de permettre aux secours d'intervenir dans les meilleures conditions ».

Elles sont connues pour être « étendues et complexe », selon la préfecture de la Seine-Maritime. Depuis 14h, vendredi 20 février 2026, **les sapeurs-pompiers** sont mobilisés à [Fécamp](#) pour retrouver trois personnes qui auraient disparu dans **des « galeries souterraines »**. Dans un point de situation à 15h30, les secours n'avaient pas encore retrouvé la trace des disparus.

Ils seraient « entrés dans des galeries souterraines »

Selon un communiqué de la préfecture, deux hommes et une femme « seraient entrés dans des galeries souterraines par **un accès interdit au public**, situé à proximité de l'église Saint-Étienne de Fécamp », vers 2h du matin, dans la nuit du 19 au 20 février.

Les secours ont été alertés aux alentours de 14h car les trois personnes n'étaient **pas rentrées chez elles** le midi.

La préfecture demande « d'éviter le secteur »

Dans son point de 15h30, la préfecture annonce qu'une « **première reconnaissance** par des membres de l'association Spéléo secours France est en cours avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS 76), pour les localiser rapidement ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Pour ne pas gêner l'intervention des secours, la préfecture demande « d'éviter le secteur ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Les personnes portées disparues dans des galeries souterraines de Fécamp ont été remontées saines et sauvées - ICI

Lila Lefebvre , Emmanuel Grabey

4–6 minutes

Les personnes portées disparues sont entrées dans des galeries souterraines interdites d'accès. © Radio France - Emmanuel Grabey

Publié le vendredi 20 février 2026 à 16:26 Mis à jour le vendredi 20 février 2026 à 18:31

La préfecture de la Seine-Maritime et les pompiers ont lancé une importante opération de secours, ce vendredi 20 février, pour retrouver deux hommes et une femme, portés disparus dans des galeries de souterraines à Fécamp. Ils ont été retrouvés sains et saufs vers 18 heures.

Vers 2h00, dans la nuit du 19 au 20 février 2026, *"deux hommes et une femme sont entrés dans des carrières par un accès interdit au public"*, situé à proximité de l'église Saint-Étienne de Fécamp, indiquait la préfecture de la Seine-Maritime dans un communiqué à 15h30 ce vendredi. Les pompiers ont été alertés à 14 heures que **les trois personnes n'avaient pas donné signe de vie**. Une opération de secours a immédiatement été lancée, la préfecture a déclenché le plan Orsec (Organisation de réponse de secours) spécifique aux *"secours en milieu souterrains"*, un important dispositif a été déployé. Les trois personnes ont été remontées saines et sauvées vers 18 heures.

Les trois personnes, dont deux hommes de 38 et 40 ans, seraient entrées dans les galeries **après avoir forcé une trappe qui en condamnait l'accès au public.** *"Les galeries souterraines dans lesquelles les trois personnes sont recherchées sont connues pour être étendues et complexes"*, indiquait la préfecture à 15h30. Il s'agit de carrières, nous précise le maire de Fécamp, David Roussel. Une première reconnaissance par des membres de l'association Spéléo secours France a été lancée en début d'après-midi avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS 76).

Un important dispositif de secours déployé sur place. © Radio France - Emmanuel Grabey

"Cavité labyrinthique"

Pour cette opération, un poste de commandement du Sdis76 a été établi. 46 sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime et du Calvados, parmi lesquels des membres du Groupe d'intervention en milieu périlleux (GRIMP), ainsi que dix bénévoles de l'association de sécurité civile Spéléo-secours français, ont été déployés. Dans un premier temps, **les sauveteurs ont posé une ligne de vie** dans cette cavité labyrinthique afin de sécuriser leur intervention.

Vers 18 heures, notre reporter sur place a vu les trois personnes sortir de la cavité et être pris en charge par les secours. *"Elles ont pu sortir en marchant du souterrain où elles venaient de passer les dernières heures"*, précise à 18h30 la préfecture qui indique que *"l'examen médical effectué à l'issue s'est avéré rassurant"*.

Pour afficher ce contenu X (anciennement Twitter), vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage

publicitaire.

- [Secours – Pompiers](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Trois personnes ont été secourues en mer ce vendredi à Etretat alors qu'elles étaient emportées vers le large. C'est un promeneur qui les a aperçues depuis le haut des falaises et qui a prévenu les secours.

Le 16/08/2025 à 12:30

- Un accident est survenu ce samedi matin sur l'A29 dans le sens Le Havre-Caen, à Oudalle (Seine-Maritime), impliquant deux véhicules. Un troisième a percuté un engin des sapeurs-pompiers pendant leur intervention. L'A29 a été coupée dans les deux sens. Trois personnes sont gravement blessées.

Le 27/12/2025 à 10:14

- La préfecture de la Seine-Maritime déclenche le plan d'urgence hivernale "temps froid" à partir de ce vendredi 13 février 2026 jusqu'au mardi 17 février au matin. Deux gymnases sont ouverts à Rouen et au Havre, les maraudes sont renforcées.

Le 14/02/2026 à 07:23

- 25 personnes exilées ont été prises en charge par les gendarmes à la gare d'Yvetot vendredi 30 mai. Elles voulaient rejoindre

Les trois personnes disparues dans les cavités souterraines de Fécamp retrouvées après le déclenchement du plan Orsec

Écrit par Clé Arouche

3–4 minutes

Vers 2h00, dans la nuit du 19 au 20 février 2026, deux hommes et une femme étaient entrés dans des galeries souterraines par un accès interdit au public, situé à proximité de l'église Saint-Étienne de Fécamp. Elles ont été retrouvées par les secours en fin de journée vendredi 20 février.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Elles avaient disparu dans la nuit de jeudi à vendredi. Après des heures passées dans les cavités souterraines de Fécamp, les trois personnes recherchées par les secours, deux hommes de 38 et 43 ans et une femme, ont finalement été localisées, et secourues aux alentours de 18 heures ce vendredi 20 février. Les trois personnes ont été extraites des cavités, et prises en charge par les secours aux alentours de 18 heures.

Les deux hommes et la femme n'étant toujours pas rentrés à leur

domicile ce vendredi à la mi-journée, les sapeurs-pompiers avaient été alertées vers 14 heures.

Une opération de secours a aussitôt été mise en place. Le préfet de Seine-Maritime et le Centre opérationnel départemental ont déclenché le plan Orsec de secours en milieu souterrain.

Dans un premier temps, les sauveteurs ont posé une ligne de vie dans cette cavité labyrinthique afin de sécuriser leur intervention.

⚠ Intervention en cours à Fécamp

D'importants moyens de secours sont actuellement déployés à proximité de l'église Saint-Étienne à Fécamp afin de retrouver trois personnes portées disparues dans des cavités souterraines.

Afin de faciliter l'action des secours, merci d'éviter le...

pic.twitter.com/aXgZyJINhd

— Préfet de Normandie et de la Seine-Maritime (@Prefet76)

[February 20, 2026](#)

Dans son communiqué, la préfecture précisait que "*ces galeries souterraines sont connues pour être étendues et complexes.*"

[Les secours avant de descendre pour l'intervention, pilotée depuis le PC sécurité installé place de l'église Saint-Étienne. • © France Télévisions / Thomas Tavitian](#)

Une première reconnaissance par des membres de l'association Spéléo secours France avait d'abord eu lieu avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS 76), pour localiser rapidement les trois disparus.

46 sapeurs pompiers sont intervenus, parmi lesquels des membres du GRIMP, le Groupe d'intervention en milieu périlleux.

VIDÉO. "Il n'y a aucun horizon, les conditions sont très, très dures" : cette députée parisienne en visite... au centre de détention pour mineurs du Havre

Écrit par Mélisande Queinnec

3–4 minutes

C'est une opération inédite : vendredi 20 février 2026, 7 parlementaires de gauche se sont, simultanément, rendus à l'improviste dans les quartiers de mineurs de plusieurs prisons françaises. Au Havre, c'est Danielle Simonnet, députée de Paris, qui a fait valoir son droit de visite.

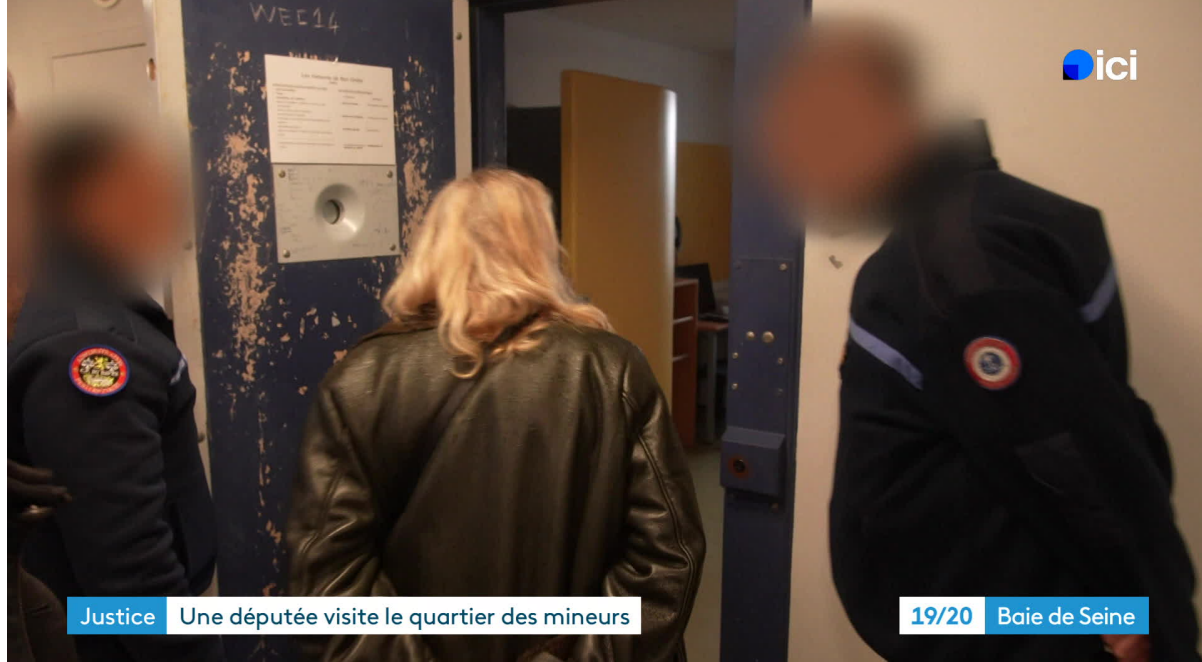
[Élections municipales 2026](#)

"Une heure de sortie par jour, ça vous semble assez ? Non ? Vous aimeriez au moins deux heures en deux fois, quoi". Ce vendredi, la députée du Parti de Gauche Danielle Simonnet a délaissé son 15^e arrondissement de Paris pour le Havre. Comme six autres parlementaires, ailleurs en France, elle visite un centre de détention pour mineurs et échange avec les jeunes détenus.

Dans le couloir que parcourt l'élue parisienne, six mineurs sont incarcérés. Certains purgent leur peine, d'autres attendent que la justice se prononce sur leur sort. Danielle Simonnet s'entretient avec chacun d'entre eux, en profite pour faire remonter leurs doléances.

Le reportage de Lara Dolan et Adrien Develay :

durée de la vidéo : 00h02mn42s



Danielle Simonnet visite le centre pénitentiaire pour mineurs du Havre • ©France 3 Normandie

Au bout de quelques minutes, première alerte : les distractions manquent cruellement, elles sont pourtant essentielles, selon l'élue. *"C'est un emploi du temps sur la semaine, mais il n'y a ni rendez-vous médical, ni activité sportive ou culturelle, s'étonne-t-elle. Pour se reconstruire, il faut pouvoir avoir des activités, des interactions, des socialisations... Avoir un autre rapport à soi, au corps, à l'environnement."*

Or, c'est le manque de moyens qui freine les projets socioculturels et la prison du Havre ne fait pas exception. *"Depuis quelques années, les budgets ont été un peu restreints, du coup, on a pu proposer moins d'activités aux mineurs"*, explique une éducatrice.

Fin de l'entretien avec les détenus et un premier constat, pour Danielle Simonnet : globalement, les conditions d'accueil au Havre sont meilleures que dans certains endroits, selon les dires mêmes des personnes incarcérées... Sauf dans le quartier disciplinaire.

"Les conditions sont vraiment très, très dures, s'interpelle la députée. Vous avez certes la douche, le lavabo et les toilettes... Mais pas de télévision, rien, privation des activités !" Du côté de l'espace extérieur, l'élue semble, là encore, choquée. "C'est ici la promenade ? Je vois juste le ciel, il n'y a aucun horizon... On dirait juste une cellule extérieure, un peu plus grande..."

Elle sort de sa visite de trois heures avec une conviction -
*"l'enfermement des mineurs augmente la récidive, plutôt que ça ne
l'empêche"*. Ses conclusions nourriront notamment le rapport de
l'Observatoire international des prisons sur la détention des
mineurs.

Avec Lara Dolan.

Le tribunal administratif confirme la suspension de l'orthodontiste soupçonnée d'escroquerie à Rouen

Écrit par Clé Arouche

~3 minutes

Le 18 février 2026, la justice a rejeté la requête de la soignante. Elle contestait sa suspension pendant cinq mois décidée par l'Agence régionale de santé.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Mise en examen fin janvier et suspendue temporairement le 4 février 2026 par l'ARS, l'orthodontiste rouennaise avait déposé un recours en référé contre cette décision le 10 février dernier.

[La professionnelle de santé est soupçonnée d'escroquerie pour un montant estimée selon la CPAM à près de 2,5 millions d'euros.](#)

C'est au cours du premier semestre 2025, après avoir remarqué un grand nombre de demandes de remboursements suspects pour le cabinet de la praticienne, que la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) avait saisi le parquet de Rouen.

L'audience du Tribunal administratif de Rouen a eu lieu ce mercredi

18 février. Dans son ordonnance, la juge des référés indique que pour l'heure, "aucun des moyens soulevés par [la requérante], tels qu'ils ont été visés et analysés, n'est de nature à faire naître un doute sérieux quant à la légalité de la décision du directeur de l'ARS Normandie".

Me Kamar-Eric Hadi, avocat au barreau de Toulouse, qui défend les intérêts de la praticienne, regrette la décision du tribunal administratif. "Une décision de suspension d'exercice doit répondre à des conditions cumulatives de danger grave et d'urgence" précise le spécialiste de ce type de contentieux. "Or, l'enquête de la CPAM sur laquelle l'ARS a basé sa décision est close depuis 2022. Si les faits reprochés à ma cliente sont avérés, comment justifier d'avoir laissé perdurer ce danger pendant près de trois ans ? Il y a une incohérence majeure sur ce point à laquelle ni l'administration, ni le tribunal n'a répondu."

La professionnelle de santé reste donc suspendue en attendant que la chambre disciplinaire statue sur ce dossier.

Sur le volet pénal cette fois, son procès aura lieu le 5 juin prochain.

VIDEO. Arrestation de Mohamed Amra : le 22 février 2025 marquait la fin d'une cavale de 9 mois

Écrit par Marie Lorillec

5-7 minutes

Le 22 février 2025, Mohamed Amra, dit "la Mouche", était interpellé en Roumanie à la sortie de son VTC devant un centre commercial de Bucarest. C'était la fin de neuf mois d'une cavale qui avait tenu la France en haleine.

L'actu des régions

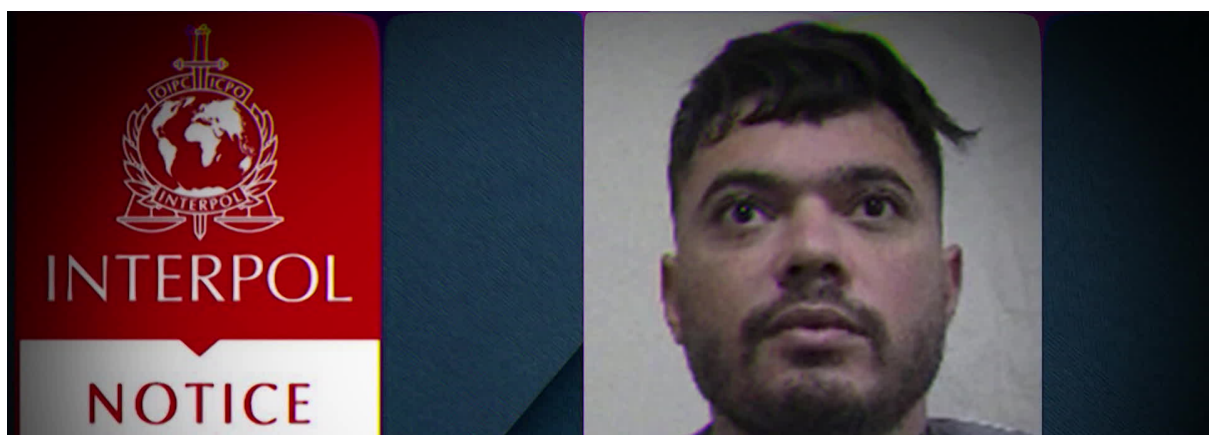
Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Cet anniversaire de l'arrestation de Mohamed Amra ravive à la fois le soulagement de la capture et la douleur des familles de deux agents pénitentiaires assassinés.

durée de la vidéo : 00h02mn24s





VIDEO. Arrestation de Mohamed Amra. Récit Kanwaljit Singh •
©France 3 Normandie

Le 14 mai 2024, au péage autoroutier d'Incarville, dans l'Eure, un commando armé attaque un fourgon pénitentiaire qui transporte Mohamed Amra entre la maison d'arrêt d'Évreux et le tribunal de Rouen.

Deux agents, Arnaud Garcia et Fabrice Moello, sont abattus lors des échanges de tirs. Trois de leurs collègues sont grièvement blessés. Le prisonnier s'évanouit dans la nature à bord de plusieurs véhicules en fuite, dont l'un est retrouvé calciné à Watteville.

Plus de 300 enquêteurs sont mobilisés dans les heures qui suivent, le plan Épervier est déclenché, le GIGN déployé. Un mandat d'arrêt européen et une notice rouge Interpol sont émis. Pendant neuf mois, "la Mouche" échappe à ses poursuivants.

C'est finalement une coopération étroite entre l'Office central de lutte contre le crime organisé (OCLCO) et la police roumaine qui permet de localiser Amra début février 2025.

Installé depuis quelques jours dans un appartement d'un quartier résidentiel de Bucarest, il avait teint ses cheveux en roux.

"Nous l'avons localisé, identifié et capturé en moins de 48 heures après avoir reçu les premières informations sur sa présence sur notre territoire", avait souligné le ministre roumain de l'Intérieur, Catalin Predoiu.

Le 22 février 2025 au matin, Mohamed Amra est arrêté. Trois jours plus tard, le 25 février, les forces spéciales roumaines l'escortent dans le hall de l'aéroport de Bucarest, menottes aux poignets, devant des dizaines de journalistes.

À l'un d'eux qui lui demande d'expliquer son sourire, il répond : "On

va pas pleurer, non ?"

Le GIGN prend le relais à bord d'un Falcon, qui atterrit vers 18h30 à l'aéroport militaire de Villacoublay.

Ce soir-là, Mohamed Amra est déféré au palais de Justice de Paris avant d'être incarcéré dans un quartier d'isolement d'un établissement pénitentiaire à très haute sécurité.

Pour les proches d'Arnaud Garcia et de Fabrice Moello, l'annonce de l'arrestation représentait une première étape attendue depuis des mois.

Dominique Garcia, le père d'Arnaud, a appris la nouvelle par les médias. *"Je suis très très content qu'on ait abouti à l'arrestation de cet individu. On voit que les enquêteurs d'Interpol ont fait leur travail, donc je suis ravi "*, avait-il confié, la voix chargée d'émotion.

Son fils avait 35 ans au moment de l'attaque. Avec son épouse, ils attendaient un enfant. *"Mon fils est mort. Il a une petite fille qui a cinq mois, c'est à cause de lui et de ses collègues qu'elle ne connaîtra jamais son père. "*

Pour Dominique Garcia, l'arrestation n'était qu'un préalable. *"C'est une première étape qui a été franchie. J'en rêvais depuis longtemps. Ce que j'attends maintenant, c'est la Justice. Je souhaite qu'Amra reconnaisse les faits d'assassinat. "*

Du côté des syndicats pénitentiaires, le soulagement était mêlé de gravité. *"Je suis partagé entre la violence de ce qui s'est passé l'année dernière et une certaine joie"*, avouait Damien Luce, de FO Pénitentiaire Normandie, en pensant *"aux femmes de Fabrice et Arnaud et pour les collègues blessés aussi"*.

Il rappelait que l'attaque avait été *"quelque chose d'extrêmement violent"* pour toute la profession, et soulignait que les moyens financiers mobilisés pour la cavale avaient dû être *"conséquents"*.

Un an après son arrestation, Mohamed Amra est incarcéré dans la prison de haute sécurité de Condé-sur-Sarthe, dans l'un des quartiers de lutte contre la criminalité organisée (QLCO) créés dans

la foulée de son évasion.

Depuis juillet 2025, il a été transféré à Vendin-le-Vieil, dans le Pas-de-Calais. L'établissement a subi des travaux pour renforcer sa sécurité et accueillir les détenus les plus dangereux.

Le dossier est géré par la Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (JUNALCO), aujourd'hui transmis au nouveau Parquet national de lutte contre la criminalité organisée (PNACO).

Une quarantaine de personnes sont mises en examen, dont une trentaine placées en détention provisoire. Les chefs d'accusation retenus sont lourds : meurtres, tentatives de meurtre et évasion en bande organisée.

Pour les familles d'Arnaud Garcia et de Fabrice Moello, le compte à rebours n'est plus celui de l'arrestation, mais celui du procès. Celui où Mohamed Amra devra répondre de ses actes face à la Justice.

Tabac de contrebande, armes, argent liquide : un trafic démantelé par la gendarmerie de Seine-Maritime, 3 personnes condamnées

Écrit par Mélisande Queinnec

~3 minutes

La gendarmerie de Seine-Maritime a annoncé sur ses réseaux sociaux, samedi 21 février 2026, avoir procédé, plus tôt dans le mois, à l'interpellation de quatre personnes - dont un jeune mineur - dans le cadre d'un trafic de tabac de contrebande à Pavilly. Trois d'entre elles ont été condamnées.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Les faits se sont produits le 9 février dernier. Les policiers municipaux de Pavilly, en patrouille, interceptent une transaction de tabac *"sur un parking d'un quartier sensible de la ville"*, indique la gendarmerie de Seine-Maritime sur Facebook. *"Immédiatement alertés, les gendarmes de la brigade locale placent en garde à vue les individus impliqués, dont l'un est mineur."*

Au total, quatre personnes sont interpellées dans cette affaire. Des

perquisitions sont menées aux domiciles des mis en cause. Elles conduisent à la découverte de *"168 pots de tabac, de 4 cartouches de cigarettes, près de 6 000 euros en numéraire, ainsi qu'un arsenal d'armes de catégories B et D détenues illégalement"*, détaille la gendarmerie.

Parmi ces armes figurent 10 bombes lacrymogènes de 470g et un poing américain. *"Les enquêteurs découvrent également une sacoche de marque contrefaite"*, note encore la gendarmerie.

L'individu mineur interpellé a été remis en liberté à l'issue de sa garde à vue. Les trois autres ont été jugés en comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité au tribunal judiciaire de Rouen. Ils ont écopé de peines allant de *"5 mois d'emprisonnement, dont 2 mois fermes aménageables, à 6 et 7 mois avec sursis, toutes assorties d'une amende de 500 euros"*, conclut la gendarmerie.

Les policiers municipaux de Pavilly mènent à une saisie de tabac de contrebande et d'armes - ICI

ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

4–5 minutes

es perquisitions permettent la découverte de 168 pots de tabac, de 4 cartouches de cigarettes, près de 6 000 en numéraire. ©

Aucun(e) - Gendramerie de la Seine-Maritime

Publié le dimanche 22 février 2026 à 5:08

Les gendarmes de la Seine-Maritime ont réalisé une saisie de 168 pots de tabac de contrebande et 6.000 euros en numéraire ainsi que des armes de catégorie B et D à Pavilly, le 9 février, annoncent-ils ce samedi 21. Les policiers municipaux de la commune du nord de Rouen les ont mis sur la piste.

La gendarmerie de la Seine-Maritime se félicite d'une "belle affaire", ce samedi 21 février 2026 sur leur page Facebook. Le 9 février, ils ont saisi 168 pots de tabac, de 4 cartouches de cigarettes, près de 6.000 euros en numéraire, ainsi qu'un arsenal d'armes de catégories B et D détenues illégalement par quatre personnes dont un mineur à Pavilly, au nord de Rouen. Les trois individus avaient été interceptés par la police municipale lors d'une transaction de tabac sur un parking d'un quartier sensible de la ville.

Ce lundi 9 février *"les policiers municipaux de Pavilly interceptent une transaction de tabac sur un parking d'un quartier sensible de la ville, [relate la gendarmerie nationale sur sa page Facebook](#).*

Immédiatement alertés, les gendarmes de la brigade locale placent

en garde à vue les individus impliqués dont l'un est mineur.

"Les perquisitions permettent la découverte de 168 pots de tabac, de 4 cartouches de cigarettes, près de 6.000 en numéraire, ainsi qu'un arsenal d'armes de catégories B et D détenues illégalement, dont 10 conteneurs lacrymogènes de 470 g et un poing américain", détaillent les militaires. Les enquêteurs découvrent également une sacoche de marque contrefaite.

Trois personnes condamnées

À l'issue des gardes à vue, le mineur est remis en liberté, tandis que les trois majeurs sont présentés devant le tribunal judiciaire de Rouen. Jugés en comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, ils sont condamnés à des peines allant de cinq mois d'emprisonnement, dont deux mois fermes aménageables, à six et sept mois avec sursis, toutes assorties d'une amende de 500 euros pour chaque prévenu.

- [Tabac](#)
- [Gendarmerie](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

Près de Rouen, l'eau du robinet à nouveau potable sur les cinq communes en restriction

Paris Normandie

4-5 minutes

Véolia et la communauté de communes Inter-Caux-Vexin annoncent la fin de l'épisode de turbidité de l'eau du robinet. Les 2 200 habitants de cinq communes ne pouvaient plus en boire depuis plus d'une semaine.



L'usage de l'eau potable est à nouveau possible pour les 2 200 habitants concernés. - photo d'archives Paris Normandie

Publié: 21 Février 2026 à 18h10 Temps de lecture: 1 min

Les 2 200 habitants concernés par de l'eau du robinet impropre dans la communauté de communes Inter-Caux Vexin peuvent à nouveau la boire. La collectivité annonce la levée des restrictions [sur l'usage de l'eau](#) à des fins alimentaires dans les cinq communes touchées depuis plus d'une semaine, [en totalité ou partiellement](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

16 000 bouteilles distribuées

Les résultats des analyses effectuées par l'ARS Normandie (Agence Régionale de la Santé) et par les équipes de Veolia Eau du Territoire Eure Pays de Bray, dans le cadre de son autocontrôle confirment que l'eau peut à nouveau être utilisée sans aucune restriction dans les communes de Mont-Cauvaire, Les-Authieux-Ratiéville, Claville-Motteville, Clères, et Fontaine-le-Bourg.

Les habitants concernés ont été systématiquement informés du retour à la normale par Veolia Eau dans le cadre de son système d'alerte téléphonique. En raison des fortes précipitations des derniers jours, l'eau du robinet distribuée avait connu une augmentation de sa turbidité ayant entraîné une restriction d'usage. Plus de 16 000 bouteilles ont été distribuées pour la période du 13 au 19 février 2026.

Pour toutes informations complémentaires, les habitants concernés peuvent contacter Veolia Eau au 09 69 39 56 34 (Numéro Azur. Prix d'un appel local à partir d'un poste fixe) ou se connecter sur <https://www.service.eau.veolia.fr>

Lire aussi



Agglo de Dieppe : ce qui va changer dans la collecte des ordures ménagères à partir du 1er mars

Franck Weber

5-6 minutes

Nouveau marché public, nouveau prestataire et nouveaux calendriers : dès le 1er mars, la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif évolue dans les communes de Dieppe-Maritime, hors Dieppe.



Publié: 22 Février 2026 à 09h11 Temps de lecture: 2 min

La collecte des déchets dans les communes de l'Agglomération Dieppe-Maritime, hors ville de Dieppe, sera assurée par un nouveau prestataire à partir du 1er mars. À l'issue d'un appel d'offres et alors que le précédent marché arrivait à échéance, l'entreprise Veolia prend le relais pour le ramassage des ordures ménagères et des déchets recyclables.





En dehors de la ville de Dieppe, l'entreprise Veolia assurera le ramassage des ordures ménagères et des déchets recyclables. - Photo d'archives Paris Normandie

Ce changement concerne quinze communes : Ancourt, Arques-la-Bataille, Aubermesnil-Beaumais, Colmesnil-Manneville, Grèges, Hautot-sur-Mer, Martigny, Martin-Église, Offranville, Rouxmesnil-Bouteilles, Saint-Aubin-sur-Scie, Sainte-Marguerite-sur-Mer, Sauqueville, Tourville-sur-Arques (y compris Tourville-le-Bas) et Varengeville-sur-Mer.

L'Agglo précise que, conformément aux règles du marché, *« l'entreprise reprendra les agents qui intervenaient jusqu'à présent »* pour assurer ces collectes. Si le prestataire change, la fréquence de ramassage demeure identique. *« Les ordures ménagères, c'est-à-dire le bac gris, sont collectées chaque semaine, tandis que les déchets recyclables, le bac jaune, sont collectés une semaine sur deux »*, rappelle la collectivité. dans un communiqué

« Les déchets seront ramassés séparément et ne seront pas mélangés »

L'Agglo Dieppe-Maritime

En revanche, dans plusieurs communes, les jours de passage évolueront. Les nouveaux calendriers sont disponibles en mairie ainsi que sur le site internet de Dieppe-Maritime. Et en cas de semaine comprenant un jour férié, les jours de collecte pourront être modifiés. Les usagers sont invités à se référer à leur calendrier ou à se rapprocher de leur mairie pour toute information complémentaire.

Autre évolution notable : le bac jaune et le bac gris seront désormais collectés le même jour. L'agglomération insiste toutefois sur le fait *« qu'il s'agit de deux collectes distinctes : les déchets seront ramassés séparément et ne seront pas mélangés »*. Les

habitants devront donc sortir les deux bacs lors des jours concernés.

« Tous les emballages se recyclent »

Les horaires de passage pouvant varier, il est donc conseillé de présenter les conteneurs la veille au soir et de les rentrer après le passage du camion.

À l'occasion de ce changement, Dieppe-Maritime rappelle les règles du tri. « *La règle essentielle pour un tri réussi est simple : tous les emballages se recyclent* », souligne le communiqué. Il est également recommandé de ne pas imbriquer les emballages composés de matériaux différents, par exemple en évitant de glisser un pot de yaourt dans une barquette. Présentés en vrac, ils sont plus facilement identifiés par les équipements automatiques des centres de tri.

Pour la ville de [Dieppe](#), pas de changement : le ramassage des déchets sera toujours assuré par la régie de collecte de Dieppe-Maritime.

Lire aussi



[Football – N2 : sur son synthétique, le FC Dieppe enchaîne une deuxième victoire encore grâce à N'Chobi](#)





[À Dieppe, deux Twingo prêtes à prendre la route du désert pour un raid solidaire](#)



[« Le syndrome du Titanic » : il y a 40 ans, le naufrage du « Snekkar Arctic » faisait 18 morts](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



Municipales 2026. À Calleville-les-Deux-Eglises, « un nouveau souffle est nécessaire »



Municipales 2026. À Saint-Vaast-d'Equiqueville, Alix Breton officialise sa candidature





Football – N2 : sur son synthétique, le FC Dieppe enchaîne une deuxième victoire encore grâce à N'Chobi



Tête d'éléphant : un trophée de chasse qui interroge au château d'Eu



De Dieppe à Forges-les-Eaux et Gournay-en-Bray : les restaurateurs à l'épreuve d'Uber Eats





[Agglo de Dieppe : ce qui va changer dans la collecte des ordures ménagères à partir du 1er mars](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Au Havre et alentour, l'urbanisme de demain entre développement et résilience

Romain Huynh

6–8 minutes

Le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) a été adopté jeudi 12 février 2026, par la communauté urbaine Le Havre Seine métropole après cinq années de travail. Focus sur trois secteurs à enjeux, au Havre et dans l'agglomération.



Le nouveau quartier qui sortira de terre à Montivilliers illustre les enjeux qui se posent aujourd'hui pour toute construction dans l'agglomération. - MS Drone



La [communauté urbaine Le Havre Seine métropole](#) a adopté son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), lors de son conseil communautaire du jeudi 12 février 2026. Une première, après cinq années de travail entre les 54 communes que compte l'agglomération.

Ce document dense, complexe, définit les règles d'aménagement et d'urbanisme pour l'ensemble du territoire : les quartiers les plus urbains et les plus densément peuplés du Havre, comme les zones littorales et les communes les plus rurales de la communauté. Avec des enjeux résumés ainsi par Florent Saint-Martin, vice-président de la communauté urbaine en charge de l'urbanisme : « *Diminuer la consommation foncière dans les quinze prochaines années, tout en gardant la capacité à accueillir de l'industrie. Densifier intelligemment. Et garantir la solidarité entre les communes.* »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Dans le quartier Danton du Havre, objectif résilience

Depuis la démolition de l'ancienne prison, en 2012, c'est peu dire que le [quartier Danton](#) a été transformé en profondeur.

Réhabilitation de logements, ouverture de nouveaux commerces, création de nouvelles voies avec l'allée Aimé-Césaire... le maire sortant Édouard Philippe entend reproduire la démarche de l'autre côté du cours de la République, pour la réhabilitation du quartier [Massillon-Sainte Marie](#).

Le PLUi, à propos de ces transformations, commence par rappeler que qu'une étude réalisée en 2023 a établi « le caractère résilient au risque de [submersion marine](#) de ce projet d'ensemble. » Avant de stipuler qu'il faudra, pour toute construction dans ce quartier, « ouvrir de nouvelles voies de circulation de l'eau (...) ; rechercher la transparence hydraulique à toutes les échelles (...) ; tendre vers une limitation de l'occupation du sol faisant obstacle à l'eau ». En résumé, favoriser par tous les moyens l'évacuation et la circulation de l'eau.

Les Magasins généraux, un secteur en mutation

Au sud du Havre, le quartier des [Magasins généraux](#) est largement constitué d'entrepôts, dont certains sont toujours employés comme tel et d'autres ont été requalifiés, en établissements de nuit par exemple. Il est décrit dans le PLUi comme un secteur « accidentogène et [qui] présente une forte fréquentation ».

Les orientations du plan local d'urbanisme intercommunal, pour ce secteur, visent à en faire un « secteur à vocation mixte, destiné à l'accueil de commerces, activités de services et/ou activités tertiaires, équipements d'intérêt collectifs et services publics, ainsi que de 500 logements environ ». Dans ce but, les rédacteurs du PLUi précisent que « les nouvelles constructions s'implanteront au plus près de la rue Marceau », de sorte de « dessiner un paysage plus urbain et de valoriser le foncier disponible ».

À Montivilliers, un quartier entier sort de terre

À l'ouest de Montivilliers, le long de la route d'Octeville, c'est un secteur de 15 ha, jusqu'alors essentiellement agricole, qui doit accueillir « un quartier fonctionnel, agréable à vivre et respectueux de l'environnement. » L'objectif est d'y construire 420 logements, individuels et collectifs, « dont au moins 30 % dédiés à la location sociale ». Pour ce [nouveau quartier](#), le PLUi prévoit la création de cinq accès, deux le long de la route d'Octeville et trois le long de la rue du Manoir. Précisant qu'ils « constitueront les seuls accès carrossables de l'opération ». Le plan prévoit également un « cheminement doux, permettant la circulation sécurisée des piétons et des vélos ». Par ailleurs, là aussi, la conception du quartier devra intégrer les risques de submersion, liés ici à la Lézarde. C'est pourquoi des dispositifs de récupération des eaux pluviales sont prévus.

Franck Bouysset, conseiller municipal d'opposition au Havre et conseiller communautaire, a voté contre la validation du PLUi, pointant des insuffisances face au risque de submersion marine.

Sept autres conseillers se sont abstenus, le reste du conseil communautaire a voté en faveur de ce plan.

Lire aussi

[Football – Ligue 1 : méconnaissable à Nantes, le HAC plaide la thèse de l'accident](#)

[Football - HAC. Le coup de main de Gournu aux Nantais, les notes des Ciel et Marine](#)

[VIDEO – HAC : « On est tous passé totalement à côté », juge Didier Digard](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\) Montivilliers \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Au Havre et alentour, l'urbanisme de demain entre développement et résilience](#)



MaPrimeRénov' rouvre ce lundi, avec un rendez-vous supplémentaire pour les ménages

AFP

5–6 minutes

Le dispositif MaPrimeRénov' sera de nouveau accessible dès le lundi 23 février 2026, a indiqué le ministère du Logement. Il avait été mis en pause depuis le début de l'année faute de budget.



Par AFP

Publié: 22 Février 2026 à 09h38 Temps de lecture: 2 min

Avec la promulgation vendredi du budget de l'État pour 2026, c'est aussi le guichet des aides à [la rénovation énergétique](#) [MaPrimeRénov'](#) qui va rouvrir lundi 23 février 2026 pour tous les ménages, avec désormais un rendez-vous « *personnalisé* » obligatoire.

« *L'adoption définitive du budget 2026 va permettre de reprendre l'instruction des dossiers restés en attente depuis la fin de l'année 2025* », et de recommencer à déposer de nouveaux dossiers de demande de subvention, indique vendredi le ministère de la Ville et du Logement à l'AFP.

Faute de budget, [MaPrimeRénov'](#) et toutes les autres aides (copropriétés en difficulté, rénovation de logements insalubres,

adaptation au vieillissement, etc.) de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) étaient suspendues depuis le début de l'année.

La suspension du dispositif et le retard pris dans les octrois de subventions ont « *néanmoins eu pour impact l'allongement des délais moyens de réponse, actuellement supérieurs à six mois pour les rénovations d'ampleur, et trois mois pour les rénovations constituées d'un unique geste de travaux* », prévient le cabinet du ministre Vincent Jeanbrun.

Pour les ménages qui veulent effectuer une rénovation énergétique globale de leur logement, « *un rendez-vous personnalisé avec un conseiller France Rénov' est désormais obligatoire avant le dépôt d'une demande d'aide* », est-il rappelé.

Ce rendez-vous obligatoire vient compléter le suivi accompagnateurs Rénov' (MAR), indispensables depuis 2024 pour toute demande de subvention de rénovation d'ampleur.

Freiner la fraude

Pour Sebastian Ruiz, président de la communauté des MAR, imposer un passage en Espace conseil France Rénov' (ECFR) est « *une bonne chose car cela participe à la lutte contre la fraude et va permettre de mettre des bâtons dans les roues des acteurs qui ne jouent pas le jeu* ».

Mais il reste « *vigilant sur toutes les dérives possibles de concurrence déloyale* » de la part des Espaces conseil France Rénov', dont certains disposent d'un agrément de MAR.

Sebastian Ruiz craint par ailleurs que « *la mise en place de cette mesure prenne encore plusieurs semaines, voire mois* ».

« *Il n'y aura pas de retard à l'allumage* », promet l'Anah, « dès lundi les particuliers peuvent avoir un rendez-vous et obtenir l'attestation » qui en découle. Les arrêtés des préfetures pour entériner cette évolution du dispositif arriveront après, mais sans bloquer la réouverture selon un porte-parole.

MaPrimeRénov' pour les rénovations d'ampleur avait été suspendue pendant l'été 2025 à cause d'un trop grand nombre de demandes et de tentatives de fraudes. À partir de septembre, le guichet avait été rouvert uniquement pour les ménages très modestes et avec un barème d'aides plus restreint.

À partir de lundi, tous les ménages pourront demander une subvention MaPrimeRénov' et les barèmes restent les mêmes qu'annoncé mi-2025.

L'enveloppe prévue pour le dispositif en 2026 est de 3,6 milliards d'euros de crédits de l'État et 500 millions d'euros de certificats d'économie d'énergie (CEE, des aides proposées par les fournisseurs d'énergie).

L'Anah prévoit cette année de financer 150.000 travaux de rénovation isolés (changement de chaudière ou de fenêtres) et 120.000 rénovations globales (68.000 en copropriété et 52.000 logements individuels). Cet objectif est cependant déjà amputé par les 83.000 dossiers suspendus fin 2025.

En 2025, l'Anah a financé la rénovation énergétique globale de 120.305 logements ainsi que 187.425 travaux de rénovation isolés, pour un montant total de 3,8 milliards d'aides distribuées.

Lire aussi



[Qualité de l'eau, chasse aux fuites et dérèglement climatique : les](#)

Que faire en cas d'incendie, inondation, attentat... ? Ces jeunes de Seine-Maritime ont eu droit à une formation

4–5 minutes

Avoir les bons réflexes dans des situations dangereuses, n'est pas évident. C'est pourquoi des formations sont données dès le collège, comme ce fut le cas à Neufchâtel-en-Bray.

Sur le même thème

[Formation](#)

[Incendie](#)

[Pays de Bray](#)



Patrice Leroux est intervenu auprès des collégiens pour leur faire adopter les gestes qui sauvent. ©Le Réveil

Avoir les bons réflexes et les gestes qui sauvent en cas d'[incendie](#), attentat ou **catastrophe naturelle**, voilà ce que voulaient transmettre les formateurs présents le vendredi 13 février 2026 au collège Schweitzer de [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-Maritime**).

L'importance du détecteur de fumée

Une journée était donc dédiée aux gestes à adopter dans ces **situations dangereuses**, que ce soit au sein même de l'établissement qu'à son domicile. Dans une des classes concernées, c'est **Patrice Leroux**, ancien pompier et bénévole de la **réserve départementale de la sécurité civile**, qui est intervenu afin que les collégiens deviennent assistant de sécurité.

Face aux élèves et accompagné par leur enseignante, il a d'abord rappelé les numéros d'urgence, comme le 18 pour les [pompiers](#), le 15 pour le Samu, le 112 pour les urgences en Europe.

Très vite, l'intervention s'est penchée sur l'attitude à avoir en cas d'incendie. « En moins de 6 minutes, la température d'une pièce où le feu s'est déclaré peut atteindre 600°. La fumée peut s'enflammer elle-même et il faut savoir qu'après trois inspirations de fumée toxique, on tombe ».



Les élèves se sont retrouvés à l'extérieur et ont bien écouté les consignes de sécurité. ©Le Réveil

D'où l'importance d'avoir un **détecteur de fumée**, ce qui est obligatoire depuis 2015. « Il y a des endroits privilégiés pour les installer comme dans le couloir du rez-de-chaussée, au sous-sol et sur le palier de l'étage. 70 % des incendies mortels se produisent la nuit. D'où l'intérêt de ces équipements qui comptent aussi pour les assurances ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Incendie, mais aussi catastrophes naturelles

L'information la plus importante peut-être était le fait qu'une porte fermée permet de résister au feu de la pièce à côté pendant au moins 30 minutes, voire plus selon la porte et si on ajoute un linge mouillé au pied.

« En moyenne sur le plan national, les pompiers mettent 16 minutes pour intervenir. Alors vous voyez qu'il faut éviter de vouloir sortir à tout prix et passer au milieu des flammes ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Les consignes pour évacuer une classe en cas d'incendie étaient rappelées et ont fait l'objet d'un exercice pratique. Ensuite, il a également été abordé les risques naturels comme les inondations.

« On peut aussi prendre un exemple concret. Que faire si un camion transportant des produits radioactifs explose près du collège ? Dans ce cas-là, on passe au **confinement** ».

Bref, lors des **six sessions de formation** dispensées au collège, ce sont autant de jeunes qui ont été réceptifs à tous ces conseils et qui sauront avoir le bon comportement à avoir dans des situations critiques.

INFO OUEST-FRANCE. « La Normandie, grenier de la France » ?

Hervé Morin relance les aides à l'investissement agricole

Guillaume Le Du

8–10 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

La Région Normandie dispose d'une enveloppe de soixante millions d'euros pour les investissements agricoles en 2026 et 2027. Hervé Morin, président de la Normandie, entend bien rouvrir le robinet des subventions en assouplissant les critères d'octroi des aides car, selon lui, « la Normandie pourrait être demain le grenier de la France ». Il détaillera ses intentions à l'occasion de l'inauguration du pavillon Normandie au salon international de l'agriculture à Paris, ce lundi 23 février 2026.



La Région priorise les aides à l'investissement pour les projets favorisant la souveraineté alimentaire comme les bâtiments pour élever des volailles. | DAVID ADEMAS, ARCHIVES OUEST-FRANCE

Publié le 23/02/2026 à 07h05

Hervé Morin, le président (Les Centristes) de la Région Normandie, veut rouvrir le robinet des subventions pour encourager les investissements agricoles. [Victime de son succès, le dispositif « Normandie agriculture investissement »](#) avait dû, en mars 2025, plafonner les aides à 80 000 € et réduire le taux de subvention à 30 % maximum. Mais un an plus tard, la conjoncture agricole s'est complètement retournée à la fois en élevage et en productions végétales. « **Nous sommes passés de 300 dossiers par mois à 100 dossiers** », indique Hervé Morin.



Hervé Morin, président (Les Centristes) de la Région Normandie. | JEANNE GOBIN, ARCHIVES OUEST-FRANCE

Au plus fort des demandes, la moitié [des investissements](#) a concerné la modernisation des fermes laitières. Et un millier d'éleveurs a profité du dispositif pour s'équiper en robots de traite. Mais depuis quelques mois, le prix du lait ou la faiblesse des cours de céréales n'incitent plus à investir. La Région dispose d'une

enveloppe de soixante millions d'euros pour 2026 et 2027 et, à ce rythme de dossiers, 30 millions d'euros resteraient inutilisés.

Lire aussi : [« Oui, l'agriculture est en crise mais ne gâchons pas la fête » : la Normandie en force au Salon de l'agriculture 2026](#)

Les critères d'octroi des aides à l'investissement agricole doivent être assouplis. Fin du plafonnement ? Retour à un taux de 40 % ?

« Ce sera très significatif, promet Hervé Morin. Nous allons ouvrir une concertation avec les Chambres d'agriculture, les syndicats agricoles, les coopératives, les industriels. »

Objectif : une présentation d'un dispositif amendé à la commission permanente du Conseil régional fin avril pour une application dans la foulée.

Un milliard d'euros investis depuis 2016

Hervé Morin en détaillera les grands principes, ce lundi 23 février 2026 à Paris, [au salon de l'agriculture](#), où il sera présent pour inaugurer le pavillon Normandie dans le hall 7-2. **« On compte concentrer les aides sur les projets qui améliorent notre souveraineté alimentaire et permettent une adaptation au réchauffement climatique. »** Selon le président de Région, **« la Normandie pourrait être demain le grenier de la France »**.

Lire aussi : [Poids du lait, taille des fermes, renouvellement des générations : l'agriculture normande en chiffres](#)

Dans les deux ans à venir, la région veut subventionner **« la construction de poulaillers, de porcheries, les projets de transformation à la ferme, la production de légumes frais en plein champ (mais pas les pommes de terre), l'engraissement de bovins, les élevages caprins et ovins, l'agriculture bio »**.

Les aides régionales viendraient aussi conforter l'investissement des jeunes agriculteurs. L'adaptation au changement climatique aussi. **« Dans dix ou vingt ans, il sera compliqué de produire des céréales dans certains endroits comme le sud de l'Eure ou la plaine de l'Orne. Nous aiderons des projets de nouvelles**

cultures ou d'introduction d'élevages dans ces territoires. »

En dix ans, un milliard d'euros a été investi par les agriculteurs normands dont 250 millions d'euros de subventions (un tiers de la Région et deux tiers de l'Union européenne) qui sont issues des crédits Feader (Fonds européen agricole pour le développement rural), le 2^e pilier de la PAC (politique agricole commune).

Fortes pluies... Légumes pourris ! "Il y a beaucoup trop d'eau", regrette ce maraîcher

Écrit par Mélisande Queinnec

3-4 minutes

Trop d'eau, températures douces... Les légumes d'hiver ont, pour certains, souffert de la météo récente. À Bertreville-Saint-Ouen, près de Dieppe (Seine-Maritime), un maraîcher constate qu'une partie de sa production ne pourra pas être vendue... Car elle a tout simplement pourri.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

"Vous voyez toutes les taches noires là, ça, c'est de la pourriture !"
Maraîcher à Bertreville-Saint-Ouen, dans le Pays de Caux, Sylvain Auzou fait le point sur sa triste production de l'hiver.

Dans son champ, les légumes n'ont pas tenu, noyés par des pluies abondantes et ininterrompues, sans véritable période de gel depuis novembre. Les feuilles des choux-fleurs n'ont pas suffisamment poussé pour couvrir les fleurs. Exposés à la pluie, ils se sont dégradés : *"Ça, ça ne peut pas être mis à la vente..."*

Un peu plus loin, même difficulté avec les poireaux. Plantés en juin

pour être récoltés en mars, ils souffrent aussi de la saturation des sols. Jusqu'à 20 % de la production pourrait être perdue, selon Sylvain Auzou.

"Toutes ces traces, là, c'est à cause des grosses précipitations qu'on a eues, explique l'exploitant. Il faut retirer plusieurs épaisseurs pour avoir un poireau qui va être propre pour la vente. Ce sont des variétés qui résistent. Là, on voit qu'ils ont beaucoup trop d'eau."

Le reportage d'Yves Asernal et Mélanie Caron :

durée de la vidéo : 00h01mn42s



Ce maraîcher déplore les conséquences des fortes pluies •

©France 3 Normandie

Au-delà de cette exploitation, toute la filière des légumes d'hiver est touchée. Moins de volumes commercialisés, ce sont des pertes qui pèsent sur les trésoreries des agriculteurs. Même les courges, comme la Bleu de Hongrie qui se conserve parfaitement d'habitude, n'ont pas tenu le choc.

Face à des hivers plus doux et pluvieux, Sylvain Auzou va donc adapter ses dates de semis. *"C'est une des courges qu'on plante fin mai. Je vais essayer d'avancer de 15 jours ma plantation. En espérant que la météo soit bonne en mai, dès l'heure où l'on plante, et que ça ne gèle pas, surtout."*

Avec Yves Asernal.

Salon de l'Agriculture. Des Normands parmi les 40 meilleurs jeunes bergers de France

Célia Caradec

2-3 minutes

C'est le concours qui marque traditionnellement le coup d'envoi du Salon international de l'agriculture (SIA) à Paris. La finale nationale des Ovinpiades des jeunes bergers se déroulait samedi 21 février, sur le grand ring du salon. Reconnaissance des différentes races, choisir un bélier, apprécier l'état d'une brebis, poser une clôture, couper les onglons de l'animal... Durant toute la journée, les quarante finalistes ont passé plusieurs épreuves, organisées par la filière ovine française.

- **A lire aussi.** [Saint-Étienne-du-Rouvray. "On fait vraiment un circuit court sur la filière lin", explique Pauline Beuzelin de Mijuin avant le Salon de l'agriculture](#)

Deux lycéens d'Yvetot en lice

Deux jeunes représentaient la Normandie, après être sortis vainqueurs de la finale régionale, organisée mardi 27 janvier à Bacqueville-en-Caux, en Seine-Maritime, et qui mettait aux prises des élèves de sept établissements d'enseignement agricole de la région (lycée agricole du Robillard dans le Calvados, lycées agricoles de Saint Hilaire du Harcoët et de Coutances dans la Manche, lycées agricoles et CFA d'Yvetot, lycée agricole de Brémontier Merval, MFR de Coqueréaumont et MFR de Tôtes en Seine-Maritime).

Les finalistes normands, Emma Dautresire, originaire de Saint-Pierre-en-Val, et Gontran Dumortier, originaire de Saint-Vaast-du-Val, tous deux âgés de 17 ans et élèves du lycée agricole d'Yvetot, ont terminé respectivement à la 31^e et à la 37^e place.

Les Ovinpiades ont été remportées par Romain Rogemont, originaire de Saône-et-Loire, et Manon Devez, originaire du Lot, sacrés meilleur jeune berger et meilleure jeune bergère de France. Le premier est également sacré meilleur jeune berger d'Europe. L'équipe du lycée des Vaseix, en Haute-Vienne, remporte l'épreuve collective.

Fécamp. Maquereau : les pêcheurs montent au créneau

Valentin Carpentier

4-5 minutes

La mesure n'est pas encore officiellement publiée, mais elle crispe déjà le littoral. La ministre déléguée chargée de la Mer et de la Pêche, Catherine Chabaud, a annoncé lundi 16 février dernier, dans les colonnes de nos confrères de *Ouest France*, un nouveau quota restrictif pour la pêche de loisir. Un quota de cinq maquereaux par jour et par personne. Pour Jean-Michel Nowakowski, président du comité régional Normandie - Hauts-de-France de la Fédération nationale de la plaisance et de la pêche, c'est la goutte d'eau qui fait déborder un vase déjà trop rempli...

"Ce n'est pas nous qui vidons la mer"

Cette mesure vient s'ajouter à d'autres qui ont mené la vie dure aux pêcheurs de loisir. *"Sur le bar, on a déjà été imposé. On l'a accepté. À un moment, il ne faut pas abuser"*, lance-t-il. En effet, les usagers de la mer ne pouvaient pêcher que deux bars. En ce début d'année 2026, le quota a été remonté à trois : *"Sûrement pour mieux nous faire avaler le maquereau"*, soupire Jean-Michel Nowakowski. Selon lui, la pêche de loisir ne peut pas être comparée aux pratiques industrielles. *"Nous, la moyenne, c'est sept sorties par an, explique le président. Il faut déjà qu'il fasse beau, que la mer le permette."*

"Il y a des énormes bateaux, des bateaux usines, qui font des coups de 100 tonnes."

Le responsable rappelle que les plaisanciers ne vivent pas de la mer. *"Ce n'est pas nous qui la vidons. Il y a des énormes bateaux, des bateaux usines, qui font des coups de 100 tonnes."* Pendant ce temps, les pêcheurs de loisir pourraient être limités à quelques poissons par jour.

Une économie locale fragilisée

Au-delà du principe, Jean-Michel Nowakowski pointe l'impact économique. *"Ce n'est pas que notre contrainte à nous."*

Economiquement, ça veut dire beaucoup de ventes de matériel en moins." Accastillage, carburant, entretien : *"La pêche plaisance, c'est une passion qui coûte très cher"*, détaille le président du comité régional Normandie - Hauts-de-France de la Fédération nationale de la plaisance et de la pêche. En effet, quand il fait les comptes, le pêcheur arrive à une moyenne de 3 500 euros par an : *"Je paye 800 euros de port, 500 euros de révision moteur."*

S'ajoutent le carburant et le matériel." A cela s'additionnent les nouvelles obligations, comme l'installation d'un système AIS pour accéder au parc éolien en mer. Pour lui, les plaisanciers jouent déjà le jeu. *"On nous dit de ne pas pêcher le lieu jaune pendant la reproduction, on respecte. Et pendant ce temps, on voit des promos en grande surface"*, lâche-t-il.

Le président régional regrette surtout une décision qu'il juge déséquilibrée. *"L'Europe donne un quota par pays. Là, c'est une décision française. La ministre a dit qu'elle ferait tout pour la pêche professionnelle. Le petit pêcheur, le plaisancier, on ne représente rien"*, soupire-t-il. Conscient que la ressource se raréfie, il ne nie pas la nécessité de faire des efforts. *"Oui, ça commence à se faire rare. Mais les Norvégiens, les Russes, les Anglais pêchent 290 000 tonnes plus haut en mer du Nord"*, souligne Jean-Michel Nowakowski. *C'est peut-être là-bas qu'il faut aller voir."*

Des démarches sont engagées auprès des parlementaires normands. Notamment avec la sénatrice de Seine-Maritime Céline

Brulin et avec la députée de la 9^e circonscription de la Seine-Maritime, Marie-Agnès Poussier-Winsback. Une mobilisation n'est pas exclue. *"On n'écarte pas la possibilité de manifester devant la préfecture"*, confie-t-il.

A Fécamp comme sur tout le littoral, les plaisanciers veulent faire entendre leur voix avant que le quota ne devienne réalité.

Le Havre. Tramway : des médiateurs sur le terrain pour mettre les travaux sur de bons rails

Célia Caradec

3-4 minutes

Depuis son bureau, rue Demidoff, Corinne Huet est aux premières loges pour observer [le chantier d'extension du tramway du Havre](#). *"Quand on a vu les barrières se rapprocher de nos fenêtres, je ne vous cache pas qu'on a eu peur..."*, sourit la directrice du Crous, qui gère notamment le restaurant universitaire où passent chaque midi près de 700 étudiants. *"Il a fallu anticiper deux choses : la circulation des étudiants en toute sécurité et la livraison des marchandises, relate la directrice, mais jusqu'ici tout est bien géré."*



Les médiateurs se déplacent sur rendez-vous ou en anticipation dans les entreprises et administrations qui peuvent être impactées, comme ici au Crous. - Célia Caradec

Si les camions de livraison peuvent accéder au site malgré les travaux de terrassement en cours juste devant, c'est notamment grâce à l'information assurée par Julien Thoreux. Il fait partie des trois médiateurs mis en place par Le Havre Seine Métropole pour écouter et accompagner les riverains du chantier. *"On mène des travaux dans un tissu urbain dense et il y a forcément des impacts sur les riverains, les entreprises... On essaye de mettre de l'huile dans les rouages de ce grand chantier pour que ça se passe le mieux possible"*, détaille le médiateur référent.

Anticiper au maximum

S'il se déplace en anticipation sur le terrain, [il est aussi joignable par mail et directement par téléphone mobile](#), notamment par les particuliers qui rencontrent des difficultés. *"Il peut arriver qu'un engin de chantier soit stationné devant une habitation et empêche quelqu'un de se rendre au travail. On essaie d'agir le plus rapidement possible"*, poursuit Julien Thoreux.

Il assure aussi un dialogue permanent avec les services de secours ou de ramassage des ordures ménagères pour les informer des fermetures de rues. *"Il faut éviter le grain de sable dans l'engrenage. Des poubelles pas ramassées ça s'entasse vite et les riverains risquent d'être mécontents"*, pointe le médiateur, qui restera mobilisé jusqu'à la fin du chantier.

La nouvelle ligne C du tramway, [qui desservira 17 nouvelles stations jusqu'à Montivilliers](#), en passant par les quartiers sud, les Docks, le stade Océane et Harfleur, doit être mise en service fin 2027.

Reportage avec un médiateur du tram

Pratique. Julien Thoreux, médiateur référent, est joignable par mail à julien.thoreux@lehavremetro.fr ou via le 06 76 61 67 02. Pour le secteur nord (de l'avenue Jean Jaurès jusqu'à Parc jardin de Montivilliers), joindre Mathilde Renaut (mathilde.renaut@lehavremetro.fr), pour le secteur sud (de Vallée Béreult jusqu'au centre de maintenance Demidoff), joindre Rémi Frebourg (remi.frebourg@lehavremetro.fr). Coordonnées complètes sur tramway.lehavremetro.fr.

Ce week-end des 21 et 22 février, entre la Normandie et Paris, il n'y a pas de trains SNCF à cause de travaux

Claude Maine

8–10 minutes

Ces samedi 21 et dimanche 22 février 2026, un nouveau week-end compliqué se profile sur les lignes de chemin de fer entre la Normandie et Paris. Des travaux sur la ligne Eole sont menés. La circulation ferroviaire redeviendra normale lundi 23 février.



Un nouveau week-end compliqué sur les lignes de chemin de fer entre la Normandie et Paris s'annonce samedi 21 et dimanche 22 février 2026 Illustration | MARTIN ROCHE / ARCHIVES OUEST-FRANCE

Modifié le 20/02/2026 à 07h33 Publié le 16/02/2026 à 18h24

Un [nouveau week-end de travaux se profile sur les voies de chemin de fer de la SNCF en Normandie](#). Samedi 21, à partir de 20 h, et dimanche 22 février 2026, toute la journée, aucun train ne

circulera entre Paris Saint-Lazare et Évreux (Eure), dans les deux sens.

Cela concerne les lignes SNCF Paris-Caen-Cherbourg, Paris-Evreux-Caen et Trouville-Deauville-Paris. La reprise du trafic ferroviaire reprendra lundi 23 février.

La raison ? «Le chantier de prolongement de la ligne Eole et les conséquences des dégâts majeurs sur les installations dus au déraillement d'un train de marchandises à proximité de Carentan-les-Marais» «(Manche) » «»,» répond SNCF voyageurs.

Les lignes seinomarines concernées aussi

Ces travaux concernent aussi la ligne Paris-Rouen-Le Havre dans les deux sens, samedi à partir de 20 h jusqu'à dimanche en fin de journée. «Les trains Krono + seront détournés via Serqueux-Gisors,» «informe SNCF Nomad train. «Ce détournement de la ligne régulière par Serqueux-Gisors ne permet pas la desserte des gares de Mantes-la-Jolie, Rosny et Bonnières avec un allongement du temps de parcours d'environ trente-cinq minutes.» »

Sur la ligne Paris-Vernon-Rouen, «la circulation des trains entre Vernon et Paris dans les deux sens est interrompue samedi à partir de 20 h et jusqu'à dimanche en fin de journée ».»

Pour ces deux lignes, la reprise du trafic ferroviaire sera normale à partir de lundi 23 février.

Voyageur flâneur

Dimanche 22, les voyageurs qui voudront rejoindre Paris depuis Caen pourront embarquer à 8 h 58 et arriveront à Paris Montparnasse à 12 h 06 après une correspondance à Argentan (Orne) et trente-sept minutes d'attente. Le trajet sera de trois heures et huit minutes.

Il faudra être plus dans la flânerie du voyage pour les trajets de 9 h 10 et de 14 h 05 qui mettront respectivement cinq heures et

huit minutes et cinq heures et quatorze minutes pour rallier Montparnasse en faisant halte à Lisieux et/ou à Rouen rive droite (Seine-Maritime).

Les trains de Trouville-Deauville à Paris passeront par Rouen dans les deux sens de circulation. On admire par avance l'abnégation du voyageur qui ralliera, dimanche à 8 h 11, la capitale à la station balnéaire du Calvados au terme d'un trajet de sept heures et huit minutes.

La durée du trajet s'allongeant, le montant du billet aussi : le prix de 139,30 € était annoncé sur l'appli SNCF voyageurs, lundi 16 février, pour un adulte voyageant sans réduction en seconde classe au départ de Caen à 9 h 10 et à destination de Paris. Il y a tout de même des trajets moins coûteux durant ce week-end de travaux.

Le projet Eole

Pour rappel, [le projet Eole \(Est-Ouest liaison express\)](#) est une nouvelle voie ferrée qui va prolonger le RER E de 55 km vers l'Ouest, début 2027. À cette date, le temps de trajet entre Mantes-la-Jolie et La Défense sera réduit à 40 mn contre 55 mn actuellement.

"Toutes les familles se remémorent" : 40 ans après le drame, Fécamp rend hommage aux naufragés du Snekkar Arctic - ICI

Sarah-Yasmine Ziani

5-6 minutes

Une soixantaine de personnes étaient réunies à la chapelle des marins de Fécamp pour l'hommage © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Publié le dimanche 22 février 2026 à 17:45

Le 21 février 1986, le chalutier dieppois Snekkar Arctic a chaviré et coulé au large de l'Écosse. 18 marins ont péri dans le drame, dont 16 Fécampoïis. Ce dimanche 22 février, un hommage était organisé à l'abbatiale de la Sainte-Trinité de Fécamp (Seine-Maritime), puis à la chapelle des marins.

C'était il y a 40 ans, mais le souvenir reste vif pour ces familles de Fécamp (Seine-Maritime) réunies à la chapelle des marins ce dimanche 22 février 2026. **Un à un, les proches des membres de l'équipage disparus dans le naufrage du navire dieppois Snekkar Arctic, le 21 février 1986,** déposent une gerbe. Cette nuit-là, 18 marins sont morts, dont 16 Fécampoïis.

Parmi eux, le frère de Françoise Jouen, surnommée "Nounoute" par les habitants de la ville, qui tient les fleurs en hommage à la famille Jouen. *"C'est de la famille, c'est le sang qui parle."* Claude Jouen, était le capitaine **de ce chalutier-usine surgélateur neuf au moment du drame.** *"Il faut faire honneur à la pêche, et honneur*

à nos frères qui ont risqué leur vie pour ce métier."

Daniel Savoye (au premier plan à droite) a perdu son frère dans le naufrage du Snekkar Arctic © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Le moment est solennel : la soixantaine de proches et d'habitants entonnent la Marseillaise...avant d'entamer une minute de silence.

Ce temps de recueillement est organisé en partie par [l'association des Terres-Neuvas de Fécamp](#), dont Daniel Savoye est le

président. *"J'avais un frère aussi qui était malheureusement à bord du bateau. Fécamp était une grande ville maritime, maintenant un peu moins, mais du temps de tous ces bateaux-là, Fécamp ne vivait que pour la marine, ou la pêche. Toutes les familles étaient concernées. Il n'est pas étonnant que tous les habitants en parlent encore maintenant. Ils se remémorent."*

Il a pu compter sur le soutien de son petit-fils, Jules Savoye, 21 ans. *"Il y a de plus en plus de générations qui oublient ce moment, mais pour moi, ça reste important de continuer à rendre hommage à ces pêcheurs qui sont décédés en mer. Surtout que ça fait partie du patrimoine de Fécamp, et aussi de nos familles."*

"Ils ont retrouvé leur honneur de marins"

Et ça, Junko, une Fécampoise, l'a compris dès son arrivée dans la ville, il y a 15 ans. *"Au quotidien, je côtoie ces gens, des marins, des anciens Terre-Neuvas et donc ça me touche. J'ai beaucoup d'amis de familles de marins."*

Ce moment est aussi important **pour la dignité des marins disparus**, car pendant le long procès pour déterminer les circonstances du naufrage du Snekker Arctic, la compétence des marins a d'abord été remise en question : *"C'était atroce ce qu'ils disaient dans les tribunaux. Moi je naviguais à l'époque, relate Daniel Savoye. Une fois, quand j'ai débarqué, je suis allée voir ma mère pour lui dire bonjour. Elle m'a dit en pleurs : 'Écoute Dani, on est en train de dire que tous ces marins-là étaient des malpropres, des bons à rien, ce n'est pas vrai ! Tu ne peux pas laisser dire ça !'"*

Et effectivement, en 2008, le capitaine et l'équipage sont réhabilités : le naufrage a en fait été causé par une erreur de conception du bateau. *"En étant innocentés au bout de 24 ans, ils ont retrouvé leur honneur de marins."*

Une dizaine de gerbes de fleurs ont été déposées par les proches des victimes © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

- [Église \(édifice\)](#)
- [Patrimoine culturel](#)
- [Littoral](#)
- [Mer - océan](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Les familles des trois marins disparus lors du naufrage du Mylanoh n'auront probablement jamais de réponses. Ce jeudi 6 novembre, l'audience a bien eu lieu au tribunal maritime du Havre mais elle fut expéditive en raison de la mort du seul prévenu en septembre, l'action publique s'éteint.

Le 06/11/2025 à 16:04

- Un navire de pêche a été victime d'une collision ce lundi 5 janvier 2026 avec un autre bateau au large de Fécamp. Il a demandé une assistance et le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez a réceptionné cet appel.

VIDÉOS. "Une Rolls Royce qui coule en 7 minutes". Il y a 40 ans, 18 personnes périssaient en mer lors du naufrage du Snekkar Arctic

Écrit par Judikaelle Rousseau

12–15 minutes

Dans la nuit du 20 au 21 février 1986, le Snekkar Arctic, chalutier usiné parti de Dieppe quelques jours plus tôt, coulait en quelques minutes au large des îles Hébrides (Écosse). 17 des 26 hommes d'équipage et un marin venu les aider y perdaient la vie. Récit.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Il est minuit ce 20 février 1986. Laurent Verdière, 18 ans à l'époque et Christian Laperdrix, 37 ans, viennent de finir leur bordée sur le Snekkar Arctic. Ils s'endorment à peine quand ils sont réveillés par le bruit de leurs affaires qui tombent dans leur cabine.

L'histoire commence à minuit, à 0h20 j'étais à l'eau.

Laurent Verdière, mousse sur le Senkkar Arctic

Le bateau gîte anormalement, alors ils enfilent leur combinaison de survie. L'eau commence à envahir le bateau et très vite, ils se retrouvent sur la coque.

On a attendu que le bateau s'enfonce, la vague nous a pris et on s'est retrouvé à l'eau.

Christian Laperdrix, matelot sur le Snekkar Arctic

Leurs collègues, au travail sur le pont, n'auront pas le temps de se protéger. Les survivants se regroupent, flottant sur des planches en bois.

Ils resteront plusieurs heures dans l'eau froide et sous un vent de force 5 à 6, espérant un secours. Celui-ci viendra du Dogger Bank, un chalutier qui pêchait dans la même zone.

durée de la vidéo : 00h02mn35s



Naufrage du Snekkar Arctic : épisode 1 • ©France 3 Normandie

À ce moment-là, Eric, jeune matelot de 20 ans, est encore vivant. Sa grande sœur, Joëlle, raconte la suite : *"Des copains ont essayé de le mettre à l'échelle pour qu'il puisse se hisser sur le bateau qui est venu les secourir mais il est tombé. La seule chose qu'il a dite, c'est qu'il a appelé maman"*.

Pendant 2 jours, les secours britanniques survoleront la zone pour porter secours aux survivants, ils n'en retrouveront que 9.

[Les survivants du Snekkar Arctic. • © DR](#)

Ce naufrage fera 18 victimes, 17 des 26 membres de l'équipage du Snekkar Arctic et l'un des marins du Dogger Bank, Xavier Tranin,

happé par une vague dans la manœuvre de secours.

À Fécamp, le 21 février 1986 au matin, les familles des marins sont au travail. Nicole Catenoix, sœur d'un matelot, sert au bar tabac. Ce sont les clients qui lui annoncent la nouvelle : ils l'ont entendue à la radio.

Jocelyne Jouen, elle aussi, apprendra la nouvelle à la radio, aux informations de 9h. Elle avait 4 membres de sa famille à bord dont son mari, le capitaine. Les familles sont effondrées.

Personne ne comprend comment le Snekkar Arctic peut avoir coulé. Il était neuf, sorti des ateliers et chantiers de la Manche à Dieppe à peine un an plus tôt.

Le Snekkar Arctic est une commande des armements Leveau (Dieppe) et Le Garrec (Boulogne) : trois bateaux identiques sont prévus. Deux sortiront des ateliers et chantiers de la Manche, installés sur le port de Dieppe.

Les armateurs se sont associés au fabricant de plats préparés Davigel, pour commercialiser du poisson surgelé, prêt à cuisiner pour les familles et les restaurants collectifs.

Grâce à son usine, à l'intérieur du bateau, le navire peut transformer le poisson frais en filet et le surgeler à -40°C.

durée de la vidéo : 00h02mn46s



Ces bateaux font la fierté du port de Dieppe : en 1985, le lancement du Snekkar Arctic se fait en grande pompe.

Même le premier ministre de l'époque, Laurent Fabius, fera son curieux : il aurait qualifié le chalutier de Rolls Royce de la mer.

Une Rolls Royce qui coule en 7 minutes, il faut le faire.

Joëlle Defresne, sœur d'un disparu

Aussitôt après le naufrage, les familles s'interrogent sur son origine. D'autant plus que les marins avaient confié plusieurs fois qu'ils ne sentaient pas ce bateau : "Titi", matelot et frère de Nicole Catenoix, a tout fait pour arriver en retard pour son dernier embarquement. Malheureusement, ses collègues ont insisté pour l'attendre. Le frère de Josseline Jouen, lui, avait confié juste avant de partir que c'était la dernière fois qu'il montait sur ce bateau.

Eric, le petit frère de Joëlle Defresne, avait 20 ans : *"La marée d'avant, il a dit à ses copains (...) : je pense que je ne reviendrai pas"*.

[Eric, le petit frère de Joëlle Defresne. • © DR](#)

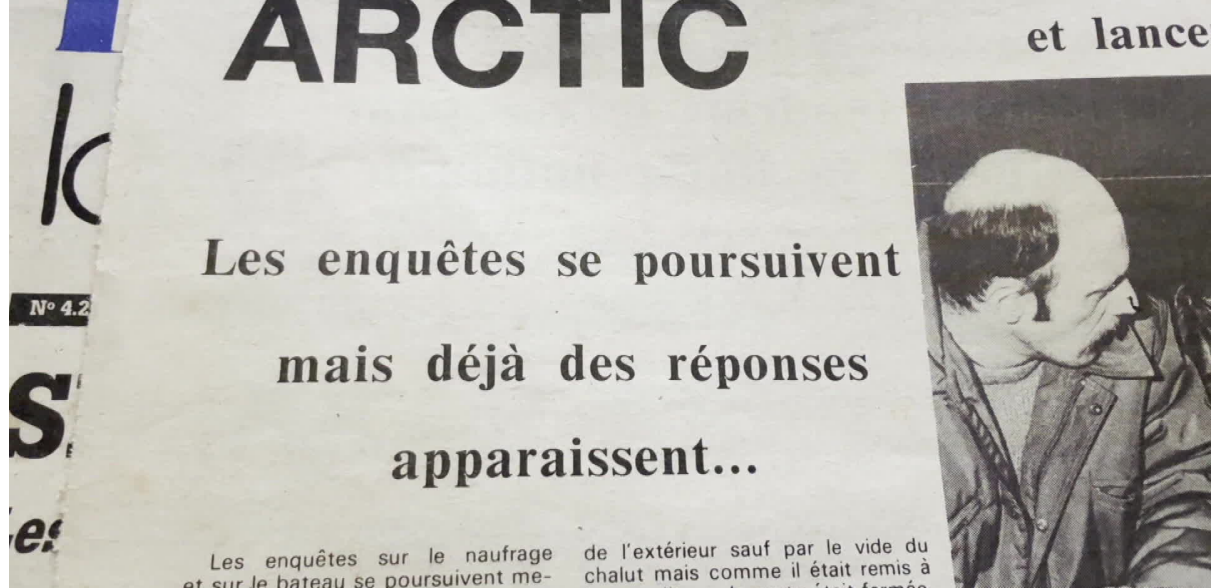
Faire descendre le chalut, le remonter, vider les poissons, le transformer... Pendant 45 jours, les marins se relaient sur le pont et dans l'usine toutes les 12h, après 6h de repos.

Mais Christian et Laurent, matelot et mousse rescapés, se souviennent se sentir mal à l'aise sur ce navire : mauvais comportement dans le gros temps, eau en permanence dans la partie usine... Ils le trouvent bizarre.

Ces anomalies de conception seront évacuées par la défense des accusés pendant la procédure judiciaire qui suivra. Quelques jours après le naufrage, la justice lance une enquête : l'instruction durera 7 ans.

durée de la vidéo : 00h02mn43s





Naufrage du Snekkar Arctic : épisode 3 • ©France 3 Normandie

En juin 1986, quelques mois après le naufrage, un rapport technique, commandé par le secrétariat d'Etat à la mer, met en avant trois défauts de conception du Snekkar Arctic. Ils concernent la protection du tableau électrique ainsi que le fonctionnement des vide-déchets de poisson et des pompes d'assèchement d'eau dans l'usine.

Le ministre de la Mer de l'époque, Ambroise Guellec, demande alors au constructeur de faire des modifications sur le bateau jumeau, le Snekkar Nordic.

Quelques mois plus tard, un second rapport va, lui, mettre en cause l'équipage : il reproche aux marins une mauvaise utilisation des vide-déchets et des pompes de lavage.

Mais ce rapport a été confié à l'administrateur des affaires maritimes de Dieppe qui avait lui-même délivré l'autorisation de naviguer du Snekkar Arctic. Dans ce cas, *"vous êtes juge et partie"*, souligne l'avocat des familles. Il ajoute : *"les survivants n'ont pas été interrogés, c'est quand même curieux"*.

En octobre 1993, trois prévenus comparaissent devant le tribunal de grande instance de Dieppe : le constructeur du Snekkar Arctic ainsi que les agents du bureau Veritas et des affaires maritimes qui ont donné les autorisations de naviguer.

Leur défense mettra tout de suite en cause l'équipage,

bouleversant les familles de victimes présentes à l'audience.

"Quand on ose dire que ce sont des pâtisseries, c'est scandaleux (...), j'étais très, très choquée", déplore Joëlle, sœur d'un marin.

Jocelyne Jouen, qui a perdu 4 membres de sa famille, défaille : *"on nous les tuait deux fois"*.

Quand on ne retrouve pas les corps des naufragés, si on les salit au fond de la mer, c'est horrible.

Joëlle, sœur d'un marin disparu

Pourtant, Annick Leveau, la femme de l'armateur Edouard Leveau, l'assure : son mari, décédé depuis, avait choisi un équipage expérimenté, habitué aux longues campagnes de pêche.

Le capitaine du Snekkar Arctic, Claude Jouen, avait d'ailleurs reçu le ruban bleu, une haute récompense pour les meilleurs équipages de pêche.

En mémoire de leurs proches disparus, les familles se regroupent au sein de l'association des familles des victimes du Snekkar Arctic, menée par Bernard Malet. Il a perdu son fils William, second du chalutier.

[Bernard Malet en 2008, à Boulogne-sur-Mer. • © CHRISTIAN ELETUFE / AFP](#)

Il veut prouver l'innocence de l'équipage et faire reconnaître la culpabilité de la part des constructeurs, armateurs et certificateurs du Snekkar Arctic. Il espère aussi obtenir des dommages pour les familles : depuis le naufrage, certaines veuves de marins disparus se retrouvent sans revenus, avec des enfants en bas âge à élever.

Il m'a donné l'exemple, qu'il ne faut rien lâcher dans ce type de combat.

Me Benoît Gruau, avocat des familles de 1997 à 2008

"Il avait la hargne, la hargne (...), c'était un grand homme", "Je ne sais pas qui aurait eu la force de se battre comme lui s'est battu".

Décédé en 2016, Bernard Malet a lutté avec les familles pour la

mémoire de leurs proches : *"au risque de ne plus trouver de travail"*, note l'un des avocats de l'association des familles, Me Benoît Gruau.

La bataille judiciaire sera dure et très longue : cours d'appel, de cassation... Les décisions sont cassées, reprises. Pendant 22 ans, les familles devront revivre ce naufrage de nombreuses fois, ravivant les douleurs à chaque audience.

Comme Bernard Malet à l'époque, l'avocat des familles pense encore aujourd'hui que *"la rentabilité, probablement pas volontairement, a été préférée à la sécurité"*.

Sécurité à la conception mais aussi en mer, avec l'exemple des combinaisons de survie. *"Les gars ne savaient pas où elles étaient, ils ne savaient pas les mettre (...) et la plupart n'étaient pas à leur taille"*, indique l'avocat.

Plusieurs familles le confirment, l'équipage n'avait pas été formé pour les enfiler. Quelques-uns en avaient essayé mais à leur propre initiative, sans formation. Certains matelots n'auront pas le temps de les trouver ou de les mettre.

durée de la vidéo : 00h02mn48s



Naufrage du Snekkar Arctic : épisode 4 • ©France 3 Normandie

Au terme de la procédure, aucune condamnation pénale ne sera prononcée. En 2000, une nouvelle loi, la loi Fauchon, protégera les

mis en cause. Au départ prévue pour protéger les élus suite à des accidents survenus dans des installations municipales, cette loi institue une protection spécifique pour les auteurs d'homicide involontaires.

En 2008, sur le plan civil, la cour d'appel de Paris reconnaît les défauts de conception comme origine du drame.

Benoît Gruau, l'un des avocats des familles de victimes, explique : *"le tableau électrique a connu une panne générale (suite à des projections d'eau, NDLR) qui a entraîné l'arrêt des pompes d'assèchement"*, pompes qui n'ont pas pu faire ressortir l'eau entrée par les vide-déchets restés ouverts, faute de fermeture automatique. Avec la gîte, le bateau, chargé d'eau, a pu se renverser puis couler.

Ce bateau avait un vrai sujet de stabilité, on le disait même quand il était à quai.

Me Benoît Gruau, avocat des familles

Constructeur et armateur doivent verser des indemnités aux familles, enfin soulagées de voir leurs disparus enfin réhabilités. Jocelyne Jouen, femme du capitaine disparu, se réjouit d'avoir trouvé *"la paix pour nos hommes qui sont au fond de l'eau"*.

Depuis le naufrage, les familles se recueillent régulièrement à Boulogne, Dieppe ou Fécamp devant les stèles avec les noms de ces 18 marins emportés par la mer il y a 40 ans.

Pourquoi Le Havre commémore Jules Durand ? Tout savoir sur cette affaire qui rappelle celle de Dreyfus

Marie-Ange MARAINE

6–8 minutes

Tout au long de l'année 2026, Le Havre commémore Jules Durand. Découvrez ici notre dossier complet pour tout savoir sur cet homme, son combat contre l'injustice et la mémoire de ce « Dreyfus ouvrier » qui a marqué l'histoire du port. Mais aussi les temps forts qui rythment cette année d'hommages.



Publié: 22 Février 2026 à 20h43 Temps de lecture: 1 min

Le Havre se souvient. Cent ans après la mort de Jules Durand, ce « Dreyfus ouvrier » continue de hanter la mémoire du port et de ses habitants. Victime d'une machination judiciaire, syndicaliste infatigable, Durand a marqué l'histoire ouvrière par ses combats pour la justice et la dignité. À travers expositions, conférences, théâtre et visites guidées, sa vie est racontée, expliquée et transmise, pour que son nom ne s'efface jamais. Pour tout savoir sur cette histoire, trop souvent oubliée même des Havrais, et pourtant si moderne.

Hommage familial et émotion quai Colbert





Fabrice Poulthier et Christiane Delpech, l'arrière-petit-fils et la petite-fille de Jules Durand, sont venus participer aux commémorations organisées au Havre. - Maire-Ange Maraine/Paris Normandie

Vendredi 20 février 2026, dockers, élus et Havrais se sont rassemblés, quai Colbert, pour célébrer Jules Durand. Face à [son buste sculpté](#) par Hervé Delamare, sa petite-fille Christiane Delpech et son arrière-petit-fils Fabrice Poulthier, évoquent les blessures familiales laissées par l'injustice et le poids d'une réhabilitation incomplète. Cent ans après, la mémoire de Durand demeure vivante et mêle l'émotion aux cérémonies.

Théâtre, expositions, visites... Un an de programmation



Lucile Haguet, conservatrice à la bibliothèque Armand-Salacrou et Pierre Beaumont, directeur des archives municipales du Havre ont rassemblé des documents exceptionnels pour l'exposition de la bibliothèque Salacrou consacrée à Jules Durand. - Marie-Ange Maraine/Paris Normandie

Pour le centenaire de sa mort, Le Havre déploie une programmation complète : hommages, expositions à la bibliothèque Armand-Salacrou et à l'université Le Havre Normandie, projections de documentaires, pièces de théâtre et visites guidées. Ces initiatives racontent la vie et le combat de Jules Durand, victimes d'une machination judiciaire, afin de transmettre son histoire au plus grand nombre.

Mais que s'est-il passé en 1910 ?





Jules Durand à sa sortie de la prison son père, sa fiancée et ses amis sont venus le chercher. - Archives Paris Normandie (journal L'Excelsior du 16 février 1911)

En 1910, le quai Colbert est noir de charbon et de misère. Jules Durand organise les charbonniers en syndicat, pacifique et lucide, mais une rixe dégénère et il est accusé à tort de complicité d'assassinat. Défendu par René Coty, il est condamné à mort, puis sa peine est commuée. Les témoins se rétractent et il est libéré, mais la machine judiciaire l'a brisé : interné, il sombre dans la folie et meurt en 1926, sa réhabilitation n'ayant jamais été complète. Cent ans plus tard, Le Havre se souvient de son courage et de l'injustice subie.

Une mémoire éclipse

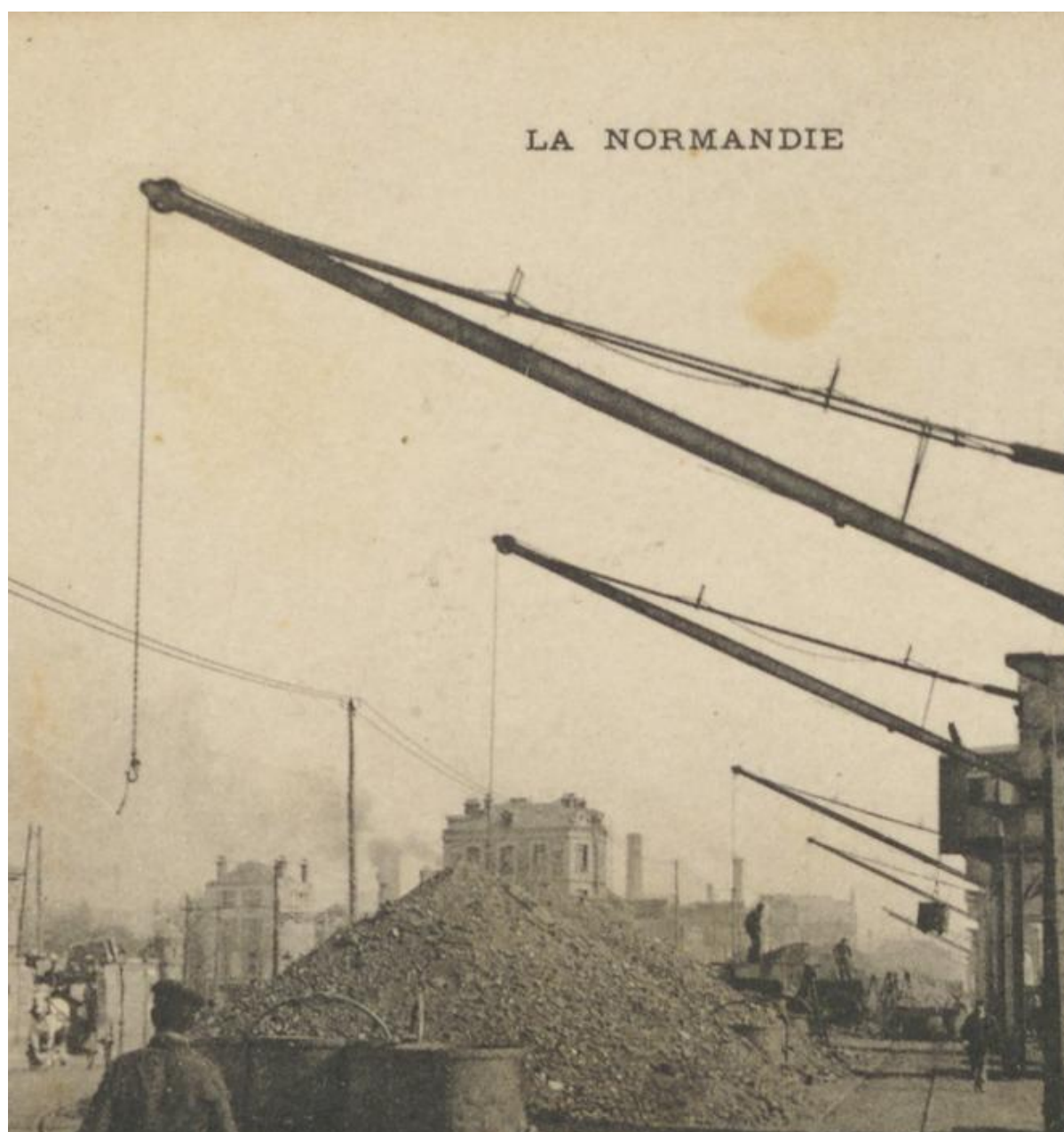


Ouvriers charbonniers - vers 1910 - Photo prise à l'angle du quai Colbert et du Cours de la République.
A gauche, le chef de bordée, seul autorisé à porter une montre (grand-père de L. Mayer.)

Ouvriers charbonniers du port du Havre, vers 1910. - Le Havre, Archives municipales, fonds Legoy

L'affaire Durand est restée méconnue entre éclipses historiques, disparition de ses défenseurs, premier conflit mondial, et oubli national. À la différence de l'affaire Dreyfus, la dimension syndicale et le mépris de classe ont limité l'écho médiatique. Élus et historiens havrais rappellent la machination orchestrée par la Compagnie générale Transatlantique et soulignent l'importance de raviver cette mémoire, emblématique de l'histoire portuaire, ouvrière et sociale du Havre.

Modernité et résonances contemporaines





Déchargement du charbon [quai Colbert], détail d'une carte postale, vers 1913. - Le Havre, Bibliothèque municipale, Ph PF 255

L'affaire Durand illustre un combat contre l'exploitation technologique, sans bénéfices pour les travailleurs, qui provoque le conflit. Jules Durand revendique que les avancées profitent à tous avec des douches, une rémunération équitable et un repos dominical pour les charbonniers. Pour les spécialistes et syndicalistes actuels, son action reste moderne, comparable aux débats contemporains sur l'automatisation, la robotisation et la redistribution équitable des gains économiques.

Lire aussi

[Au Havre et alentour, l'urbanisme de demain entre développement et résilience](#)

[Football – Ligue 1 : méconnaissable à Nantes, le HAC plaide la thèse de l'accident](#)

[Football - HAC. Le coup de main de Gournay aux Nantais, les notes des Ciel et Marine](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Terres-de-Caux. La majorité sortante dévoile sa liste complète

Anaëlle Dessole

3–4 minutes

Après avoir officialisé la constitution d'une liste de la majorité sortante avec à sa tête Jean-Marc Vasse, la liste "Terres-de-Caux : en commun, pour demain", est désormais connue dans son intégralité. Elle comprend trente-trois candidats. La moyenne d'âge est de 48 ans. Le doyen est âgé de 67 ans, le benjamin de 22 ans.

"La commune nouvelle c'est un bourg et six villages alentour. La particularité de notre gouvernance c'est d'avoir maintenu les communes déléguées et faire en sorte qu'au-delà du maire délégué et des conseillers municipaux qui l'accompagnent, il y ait un conseil de village, de bourg pour Fauville, en impliquant des citoyens volontaires pour participer aux travaux de chacun des villages. Au final, ce sont 71 personnes qui sont mobilisées pour la gestion de la commune", précise Jean-Marc Vasse.

La liste complète, par ordre alphabétique

Florence Argentin, 35 ans, Fauville, manager HSE ; Julie Baille, 42 ans, Ricarville, infirmière de bloc ; Eric Blond, 60 ans, Fauville, cadre technique ; Benoit Breemeersch, 55 ans, Bermonville, agriculteur ; Stéphane Cavelier, 59 ans, Fauville, agent immobilier ; Sophie Cousin, 57 ans, Bermonville, cadre administratif ; Sandra Dalibert, 42 ans, Saint-Pierre-Lavis, comptable ; Frédéric Dambry, 45 ans, Sainte-Marguerite-sur-Fauville, ouvrier agricole ; Axelle Deschamps, 43 ans, Fauville, assistante comptable ; Evan Duboc, 29 ans, Fauville, chef de projet ; Stéphane Dujardin, 55 ans,

Ricarville, chargé de mission ; Aurélie Havet, 44 ans, Fauville, employée agricole ; Alain Hébert, 64 ans, Bennetot, technicien retraité ; Pascal Huby, 66 ans, Auzouville-Auberbosc, cadre BTP retraité ; Charlotte Le Balidec, 44 ans, Fauville, cheffe d'entreprise ; Jean-Marc Leblond, 61 ans, Sainte-Marguerite-sur-Fauville, ingénieur territorial ; Caroline Lecaron, 53 ans, Fauville, assistance dentaire ; Stéphane Lecarpentier, 48 ans, Bermonville, agriculteur ; Nelson Lecland, 33 ans, Fauville, opérateur logistique ; Dominique Lepron, 64 ans, Saint-Pierre-Lavis, agriculteur retraité ; Corentin Lecroq, 22 ans, Bermonville, étudiant ; Lucie L'Hermitte, 40 ans, Ricarville, agent technique ; Lise Lepelletier, 40 ans, Bermonville, technicienne chimiste ; Frédéric Manin, 66 ans, Fauville, retraité SDIS ; Delphine Marc, 49 ans, Sainte-Marguerite-sur-Fauville, assistante juridique ; Hélène Mascot, 41 ans, Bennetot, gestionnaire recherche ; Jean-Michel Mechin, 56 ans, Bennetot, directeur QSE ; Gauthier Pattou, 30 ans, Auzouville-Auberbosc, gérant ; Caroline Raimbourg, 45 ans, Auzouville-Auberbosc, inspectrice sanitaire ; Cyrielle Roschenko, 40 ans, Saint-Pierre-Lavis, directrice d'unité ; Cécile Sineau-Patry, 58 ans, Fauville, professeur certifié ; Angéline Tesson, 27 ans, Fauville, esthéticienne ; Jean-Marc Vasse, 67 ans, Fauville, cadre dirigeant retraité.

Municipales. 2020 – 2026, d'une campagne à l'autre en Normandie

Dorothée BRIMONT

11–14 minutes

Six ans séparent les deux campagnes pour les élections municipales. Et nous sommes loin de l'adage, « on reprend les mêmes et on recommence ». Bien évidemment, des similitudes demeurent dans les programmes politiques et le casting des prétendants à l'écharpe de maire. Mais le contexte, lui, est tout autre. Décryptage.



C'est l'élue préférée des Français. Les 15 et 22 mars 2026, les citoyens sont appelés aux urnes pour élire leur maire. - Photo d'illustration de Stéphanie Péron Clément

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 22 Février 2026 à 06h03 Temps de lecture: 2 min

Les points communs

Avis de gros temps. À peine [la tempête Goretti](#) passée, les Normands n'ont guère le temps de panser leurs plaies que les inondations se multiplient le long de la Seine. Même scénario en 2020. La tempête Ciara balaye la Normandie, dans la nuit du 9 au 10 février, avec des rafales de vent jusqu'à 126 km/h relevées au cap de la Hève. La Seine déborde par endroits. Des débordements

amplifiés par les grandes marées. Ces inondations vont durer quelques jours. Toutefois, [les dégâts restent matériels et limités](#).



Le passage de la tempête Goretti a fait de nombreux dégâts en Normandie. Comme ici à Fécamp où le bord de mer a été durement touché. - Photo de Boris Maslard

L'extrême droite en campagne. [Jordan Bardella](#) apporte, vendredi 20 février 2026, son soutien à la candidate de Pont-Audemer, Annabelle Arson. Le président du Rassemblement national a fait le déplacement dans la commune de l'Eure. Il y a six ans, [Marine Le Pen](#) avait enfilé ses bottes pour rejoindre, sur les quais inondés, Guillaume Pennelle. Alors candidat aux municipales à Rouen, il avait reçu son soutien le jeudi 13 février 2020. Avant la venue du chef du RN, le vice-président [Sébastien Chenu](#) avait tenu une réunion publique à Bolbec, le 28 novembre 2025, afin de lancer la campagne en Seine-Maritime aux côtés de Douglas Potier, le nouveau responsable RN dans le département. Mais sur cette partie de l'échiquier politique, le RN n'est pas seul à déplacer ses représentants nationaux pour soutenir les candidats locaux. Jean Messiha, candidat à Évreux, tenait meeting [le 13 février dernier](#) avec Éric Zemmour, le leader de Reconquête.





Après la tempête, les inondations et Marine Le Pen. Alors que Rouen essuie de nombreux débordements de la Seine, Marine Le Pen affronte les éléments, bien équipée, pour venir soutenir le candidat RN aux municipales de 2020, Guillaume Pennelle. - Photo d'archive de Boris Maslard

Salon de l'agriculture. La fin du mois de février est devenue le rendez-vous incontournable des citadins et des paysans. Alors que la campagne, celle des municipales, bat son plein, les agriculteurs ont pris la route de Paris pour le salon qui leur est dédié. Mais cette année, contrairement à 2020, [les vaches seront les grandes absentes](#) de la semaine parisienne.

Les grandes différences

La victoire au bout de la crosse. « *L'histoire aurait été tellement belle* » titrait *Paris Normandie* le lundi 17 février 2020. Et elle ne l'a pas été. En finale de la Coupe de France, les Dragons de Rouen s'inclinent aux tirs au but devant Amiens. Cette année, les hockeyeurs n'ont pas tremblé de la crosse. [Ils s'imposent 6-1 face à Grenoble](#) et remportent leur 7e Coupe de France.





Deux finales à six ans d'intervalle. Il va sans dire que le scénario de 2026 est celui plébiscité par les Rouennais. - PND

La Gauche aux abonnés absents. De passage dans l'Eure, le 9 février 2020, l'ancien président de la République François Hollande faisait entrer le PS dans la campagne des municipales en Normandie. Le 12 mars, toujours en 2020, Najat Vallaud-Belkacem et Raphaël Glucksmann étaient au Havre pour adouber le candidat écologiste soutenu par le parti socialiste, Alexis Deck. Le 19 juin 2020, [Jean-Luc Mélenchon a répondu à l'appel de Jean-Paul Lecoq](#), un soutien de poids pour le candidat communiste. Pour cette campagne, celle de 2026, les poids lourds du PS se font discrets, rappelant ainsi que cette campagne est avant tout locale... Seule une visite express d'Olivier Faure à Caen, en soutien au candidat écologiste Rudy L'Orphelin, à la tête de l'une des six listes de gauche pour les élections municipales, est à porter au chapitre des visites. Côté LFI, l'eurodéputée Manon Aubry était en meeting au Havre samedi 21 février 2026.





Le 19 juin 2020, sur le marché de Bléville, Jean-Luc Mélenchon apporte son soutien au candidat Lecoq. Le communiste se présente aux municipales face à Édouard Philippe. - Photo d'archive de Stéphanie Péron

Confinement. Le 17 mars 2020, lendemain du premier tour des municipales, la France se confîne. Les Français restent un mois et 25 jours enfermés à domicile. La pandémie du Covid-19 s'étend comme une traînée de poudre. Le premier foyer est apparu à la mi-décembre 2019 à Wuhan, en Chine. Dans l'Hexagone, les premiers cas sont détectés dès la fin janvier. L'ensemble de la campagne des municipales se déroulera avec cette épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. Conséquence de cette situation inédite : le premier tour se déroule dans ces circonstances exceptionnelles. Le second, lui, était initialement prévu le dimanche 22 mars 2020. Situation sanitaire oblige, il ne se déroulera finalement un peu plus de trois mois plus tard, le dimanche 28 juin. Du jamais vu !

Dans le jeu des Premiers ministres

Édouard Philippe. Lorsqu'[il se déclare candidat aux municipales, le 31 janvier 2020](#) au Havre, Édouard Philippe est confortablement installé à Matignon. Il a essuyé la tempête des Gilets jaunes et les manifestations contre la réforme des retraites. Quelques mois après sa réélection comme maire du Havre, il démissionne de son poste de Premier ministre pour se concentrer sur la Ville du Havre ou presque. Le 3 septembre 2024, après avoir lancé son parti Horizons le 9 octobre 2021, il annonce officiellement sa candidature à la présidence de la République. En 2026, c'est en tant que [présidentiable en 2027](#) qu'il se lance à nouveau dans [la bataille des municipales](#). Un scrutin à enjeu. S'il échoue, son chemin vers 2027 pourrait être stoppé net. « *Si je ne réussissais pas à convaincre les Havrais qui me connaissent, je ne serais pas dans la meilleure*

position pour convaincre les Français qui, peut-être, me connaissent moins. Une fois qu'on a dit ça, on a dit l'évidence », indiquait-il il y a quelques semaines.



Le 24 février 2020, le Premier ministre Édouard Philippe présentait sa liste pour les élections municipales du Havre. - Photo d'archive de Stéphanie Péron Clément

Sébastien Lecornu. En 2020, alors que les municipales battent leur plein, l'actuel Premier ministre, alors ministre chargé des Collectivités territoriales, réfléchit à la suite et notamment aux élections [sénatoriales de septembre 2020](#). D'ores et déjà, en sous-main, il construit patiemment sa liste qui le mènera à la victoire quelques mois plus tard. Toujours en 2020, il figure en troisième position sur la liste de son successeur à la mairie de Vernon, François Ouzilleau. Six ans plus tard, même stratégie : le maire sortant est de nouveau candidat et le locataire de Matignon est en troisième place. *« C'est chez moi, tout simplement »*, explique Sébastien Lecornu, attaché à l'ancrage local comme il l'a récemment rappelé à son équipe gouvernementale : *« J'ai encouragé les ministres au Conseil des ministres de mercredi dernier [le 28 janvier 2026, NDLR] en leur disant : "Soyez conseillers municipaux, engagez-vous, quelle que soit la taille de la*

ville.”» A noter qu’aucun texte n’empêche un Premier ministre d’être maire de sa ville ; l’exemple de François Bayrou, maire de Pau, l’a montré à ses dépens.



En janvier 2020, les vœux de Seine Normandie Agglomération ont pris des allures de primaires aux sénatoriales. (De gauche à droite, Hervé Maurey, Nicole Durantont et Sébastien Lecornu). - Photo d’archive de Paris Normandie

Le va-et-vient des thématiques municipales

La sécurité. C’était la priorité numéro 1 du candidat RN à Rouen, Guillaume Pennelle. Six ans plus tard, son jeune remplaçant, Grégoire Houdan ne déroge pas à la règle du parti d’extrême droite. Police municipale équipée d’arme létale, doublement des effectifs, vidéosurveillance... [Le même programme à la virgule près.](#)

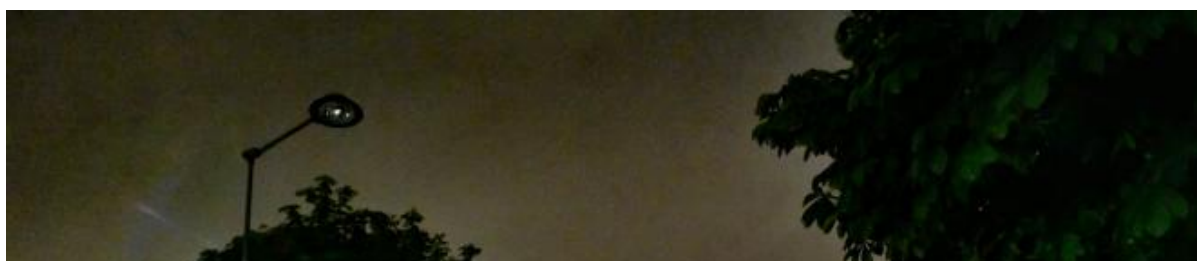




La sécurité tient le haut du panier des priorités pour ces municipales de 2026. Parmi les mesures annoncées : le renforcement de la vidéosurveillance. - Photo d'illustration de Stéphanie Péron Clément

Déjà la santé. Il y a six ans, [à Bolbec](#), l'ensemble des candidats avait pour priorité la santé. Comme beaucoup d'autres en Normandie, la ville souffrait d'un déficit de praticiens. Certains des candidats voulaient un centre médical public, un autre entendait salarier des médecins, et un troisième optait pour une maison médicale privée. Six ans plus tard, tous saluent les efforts en la matière. Mais le combat pour consolider et attirer plus de médecins reste toujours de mise.

L'écologie. À Barentin, il y a six ans, l'ancien député socialiste Christophe Bouillon et ex-maire de Canteleu avait fait le pari de l'écologie. Avec un bilan respectable sur cet enjeu en 2026, il replace la thématique en tête de ses priorités avec notamment un référendum sur l'extinction de l'éclairage public. Parmi les autres priorités : la sécurité, l'isolement des personnes âgées... Barentin n'est qu'un exemple parmi bien d'autres : la préservation de l'environnement et la transition écologique sont devenues, au fil des années, d'une campagne à l'autre, l'un des thèmes parmi les plus prégnants.





L'extinction de l'éclairage public dans l'espace public continue de faire débat, notamment pour cette campagne municipale. - Photo d'illustration de Stéphanie Péron Clément

La grande gagnante, l'abstention !

« **L'abstention vire en tête** ». Tel était le titre de *Paris Normandie* au lendemain des municipales de 2020. Avec 58,98 %, l'abstention a atteint des records en Normandie, comme au niveau national, lors du second tour des élections municipales (il était de 55,15 % au premier tour). Ce taux s'affiche à 60,11 % en Seine-Maritime et 59,32 % dans l'Eure.

PARIS NORMANDIE
PAYS DE CAUX

MUNICIPALES
PAGES SPÉCIALES

Lundi 16 mars 2020 . 1,40 €

- ▶ À Yvetot, le maire Émile Canu (DVG) réélu dans un fauteuil
- ▶ Le député Xavier Batut échoue à Cany-Barville
- ▶ Saint-Valery-en-Caux : Jean-François Ouvry élu
- ▶ Le Rassemblement national en nette perte de vitesse

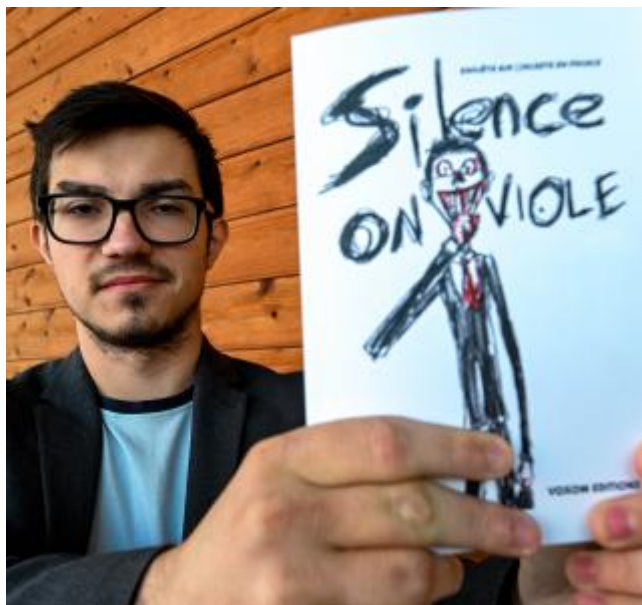
CARTE ÉLECTORALE



La Une de Paris Normande, le 16 mars 2020, au lendemain du premier tour des municipales et premier jour du premier confinement. - PND

Villages et métropole. L'abstention grimpe en 2020 jusqu'à 81,88 % et 76,47 % dans les petites communes de l'Eure de Mousseaux-Neuville et Cuverville, 70,33 % à Rouen, 68,06 % à Évreux, ou encore 57,98 % au Havre. Au plan national, la participation a atteint un niveau historiquement bas, à 41,6 %, en recul de trois points par rapport au premier tour et de vingt points en six ans. Les électeurs se déplaceront-ils aux urnes cette fois-ci ? Traditionnellement, les élections municipales constituent le scrutin préféré des Français. Avec celui de la présidentielle, dans quatorze mois. Une autre campagne, qui a déjà démarré...

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

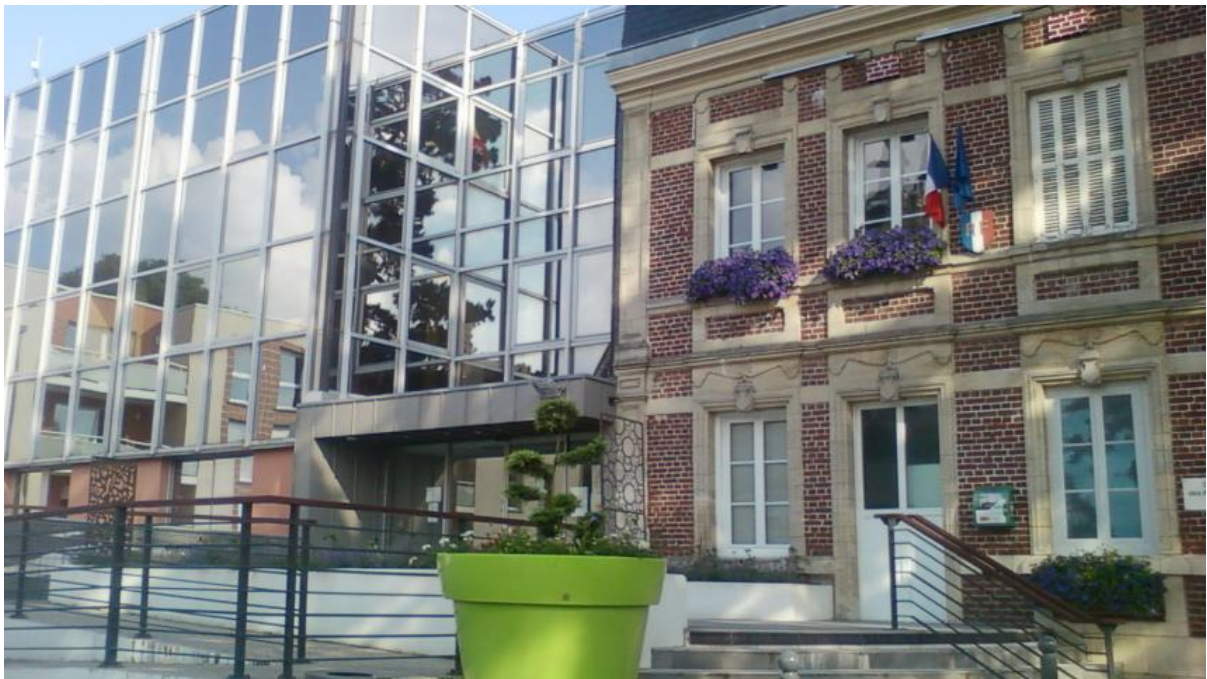


À Bihorel, près de Rouen, un débat d'orientation budgétaire au cœur d'une campagne électorale inédite

Paris Normandie

5–6 minutes

À trois semaines des municipales, le dernier conseil de la mandature s'est tenu à Bihorel, jeudi 19 février 2026. Consacré au débat d'orientation budgétaire, il a donné lieu à des échanges marqués par une forte polarisation politique, sur fond de campagne.



En avril 2026, les élus de Bihorel voteront pour un budget qui, comme le précédent, avoisinera les 18 millions de euros. - Archives PN

Publié: 22 Février 2026 à 18h02 Temps de lecture: 1 min

Le dernier conseil municipal de la mandature s'est tenu à Bihorel, jeudi 19 février 2026. À l'approche des élections municipales, la campagne s'est invitée lors du débat d'orientation budgétaire.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

[Deuxième sur la liste « Bien, Ensemble à Bihorel »](#), le maire sortant Pascal Houbbron a d'abord présenté aux élus un document sous forme de bilan « *plus que satisfaisant* » selon lui. « *Nous avons dû [...] faire face à une conjoncture économique nationale difficile ce qui a obligé les collectivités locales, la nôtre notamment, à se serrer la ceinture.* », a-t-il rappelé. « *Cela ne nous a pas empêchés de diminuer l'encours de la dette, ce qui devrait permettre à la future équipe municipale de relancer des investissements* », a-t-il ajouté.

Crispations autour de la piscine

C'est à ce moment que Monique Dubecq, pour l'opposition, a pris la parole sur le dossier de la piscine Transat, régulièrement évoqué dans la campagne par la gauche : « *ce qui désormais se révèle comme une faute politique et économique d'avoir supprimé la piscine, devrait, selon nous, être compensé par une aide financière pour chaque habitant de Bihorel* ».

La question, qui ne manquera pas d'alimenter le vote du budget en avril prochain, n'a pas empêché le conseil de voter l'adoption de la dissolution du Syndicat Intercommunal de gestion SI2B Bihorel - Bois-Guillaume.

Environ 18 millions d'euros

Autre sujet de débat abordé, les investissements. Pour Baptiste Boulland, tête de la liste de gauche pour les municipales « Bihorel l'alternative », le compte n'y est pas : « *ce qui me paraît très grave, c'est que derrière une situation économique que l'on nous présente comme saine, se cachent des manquements aux devoirs de toute*

municipalité, de protéger ses avoirs. Je considère que notre dette patrimoniale est considérable ».

Du côté des anciens alliés du maire, [qu'il a désavoués en mai dernier](#), on reconnaît qu'il est difficile de se positionner contre sa gestion. Pendant 25 ans pour certains, un peu moins pour d'autres, le travail mené l'a été par une équipe, comme l'a rappelé Patrice Renault. À son tour, Nathalie Lecordier, à la tête du groupe et de la liste « Bihorel en commun », a précisé : *« nous ne renions pas ce que nous avons fait durant toutes ces années, d'où notre relative discrétion ce soir, ce qui ne nous empêche pas de réfléchir à l'avenir ».*

C'est donc dans deux mois que les élus voteront pour un budget qui, comme le précédent, avoisinera les 18 millions de euros.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Rouen, Philippe Torreton à l'Armitière pour parler de son récit sur les maraudes à Paris](#)



Municipales 2026. À Calleville-les-Deux-Eglises, « un nouveau souffle est nécessaire »

Sylvie Macquet

5–6 minutes

La liste d'opposition en vue des prochaines élections municipales est conduite par Julien Prévôt, 42 ans, formateur agricole et enseignant qui habite dans la demeure familiale du grand-père depuis une vingtaine d'années.



Par Sylvie Macquet

Publié: 23 Février 2026 à 06h23 Temps de lecture: 2 min

À Calleville-les-Deux-Églises, c'est un projet nouveau et différent pour l'avenir qui est proposé par la liste d'opposition en vue des prochaines [élections municipales](#). Elle est conduite par Julien Prévôt, 42 ans, formateur agricole et enseignant qui habite dans la demeure familiale du grand-père depuis une vingtaine d'années. *« Cet ancrage local fort, nourrit mon engagement, confie le candidat, et après trois mandats du maire sortant, nous souhaitons insuffler un nouvel élan et proposer une autre lecture des besoins de la commune. »*

Sans remettre en cause la bonne gestion financière, il estime néanmoins que certaines priorités auraient pu être orientées

davantage vers les habitants et leur bien-être. Pour les jeunes, il privilégie ainsi la remise en état et la sécurisation du terrain de jeux actuel, vétuste et abandonné, à la construction de logements sur la parcelle. *« On peut envisager de créer un local où les jeunes pourraient se retrouver, tout en imaginant un espace ouvert aux anciens, le tout réalisé sans perturber les finances de la commune. »* Selon lui, l'arrivée récente de nouveaux habitants, principalement des couples avec enfants », renforce la nécessité de ces équipements.

Transparence et représentation

La communication et la transparence constituent un autre axe fort de son programme. Il souhaite que les décisions municipales soient mieux expliquées et plus accessibles aux habitants. Julien Prévot plaide également pour une présence plus active de la commune au sein de l'intercommunalité Terroir de Caux. *« Il faut anticiper les besoins et participer aux décisions »*, souligne le formateur. La sécurité dans le village constitue le troisième pilier de son programme face à la vitesse excessive dans certaines rues. *« Le ressenti des jeunes comme des anciens doit être pris en compte, et des solutions concrètes seront étudiées »*, insiste le candidat.

Sa liste, d'une moyenne d'âge de 50 ans, allie expérience et renouvellement. Elle comprend deux adjoints de l'équipe sortante, un ancien conseiller municipal qui a effectué plusieurs mandats par le passé, ainsi que 8 nouveaux membres, engagés notamment dans les domaines de la jeunesse et de l'école. S'il reconnaît n'avoir jamais exercé de fonctions municipales, Julien Prévôt estime que son métier lui a apporté des qualités d'écoute, de pédagogie et de capacité à rassembler qui lui permettraient de s'investir pleinement au service de la commune.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026. À Senneville-sur-Fécamp, Didier Pichon se lance face au maire sortant

Matthias Chaventré

5–6 minutes

Didier Pichon, ancien adjoint, est candidat à la mairie de Senneville-sur-Fécamp. Tête de liste de « Senneville ensemble », ce retraité de 67 ans veut miser sur le travail d'équipe, l'écoute des habitants et un conseil municipal repensé.



Didier Pichon est candidat à la mairie de Senneville-sur-Fécamp :
« J'aime ce côté campagne. Avec la mer en plus. » - DR

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Ancien conseiller municipal, conseiller municipal délégué et adjoint, Didier Pichon est candidat au poste de maire à [Senneville-sur-Fécamp](#), [tête de liste de « Senneville ensemble »](#). D'abord informaticien *« mais avec une âme d'éducateur »*, il a longtemps été enseignant. Retraité, à 67 ans, il est aujourd'hui correspondant de presse.

Adjoint démissionnaire, [celui qui a auparavant été élu à Rocquefort](#) a voulu constituer une équipe nouvelle, pour faire face à Pascal Lecourt, maire sortant. *« Je suis parti de compétences recherchées : quelqu'un du service public, de l'école, du financier, etc. Évidemment, je connaissais aussi plus ou moins les gens. Mais j'ai plutôt travaillé là-dessus. Chacun aura des compétences particulières, différentes, avec une volonté de faire les choses. »*

Une réorganisation du conseil municipal

Didier Pichon promet une réorganisation du conseil municipal. En baissant l'indemnité du maire de 300 € et en passant de quatre à trois adjoints. L'argent économisé sera réparti entre les conseillers municipaux délégués, pour indemnités. Didier Pichon entend travailler en équipe. [À Senneville-sur-Fécamp](#), il dit avoir rencontré *« des gens vraiment sympas, comme lorsque j'ai donné des cours d'informatique en tant que bénévole. J'ai lié rapidement des amitiés. Fils d'agriculteur, j'aime ce côté campagne. Avec la mer en plus. »*

L'écoute d'abord

Le programme de la liste a été rédigé en équipe. *« La première chose qu'on va mettre en place est l'écoute. Tous les premiers mercredis et samedis du mois, le matin, il y aura un point écoute à la bibliothèque »*, promet le candidat. Des *« vendredis conviviaux »* avec discussions, échanges d'idées, partages de compétences, sont prévus, dès les beaux jours, à l'espace Charles-Gobbe. Ce sera *« un espace ouvert, y compris le week-end »*, après sécurisation par la vidéoprotection.

La taxe éolienne pour quatre missions

Le candidat n'oublie pas les rénovations – du côté de la salle des fêtes – « *les routes évidemment* », l'effacement des réseaux, l'école, etc. Depuis le lancement du parc éolien offshore, Senneville-sur-Fécamp bénéficie d'une taxe établie dans le Code général des impôts : [230 000 € annuels pendant vingt-cinq ans](#). En cas de mandat, cela servira à « *entretenir notre patrimoine, le cimetière et l'église* », à hauteur de 70 000 € et autant pour « *la rénovation énergétique de nos lieux publics.* » 70 000 € seront réservés « *sous forme d'épargne, en cas d'imprévu.* » Les 20 000 autres euros serviront « *pour des moments conviviaux qui rassemblent.* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Fécamp, 17 bénévoles de la Croix-Rouge française honorés pour leur engagement](#)



Municipales 2026. « Pour un électrochoc d'autorité » à Rouen, Grégoire Houdan du RN présente son programme

Véronique Baud

6–8 minutes

Avec ses troupes déployées sur les marchés de Rouen, Grégoire Houdan, le candidat du RN et de l'UDR aux municipales 2026, tracte chaque week-end pour expliquer sa vision. Ambiance.



Grégoire Houdan et une dizaine de fidèles quadrillent le marché Saint-Marc, samedi 21 février 2026, à l'approche des élections municipales. - photo Paris Normandie



Rendez-vous incontournable des partis politiques comme des syndicats, le marché Saint-Marc à Rouen est toujours le théâtre des tractages politiques en période d'élections, de surcroît quand il s'agit de municipales. Est-ce parce que son grand-père réside tout près que Grégoire Houdan, [candidat du RN et de l'UDR d'Eric Ciotti](#), a l'air de s'y sentir à son aise ?

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une « union des droites » concurrente

De bleu marine vêtu, le jeune homme de 24 ans distribue ses flyers autour de la place, avec ses troupes. Les militants du Rassemblement national interpellent les passants, en se présentant comme « *l'union des droites* », la vraie, la seule.

Quand on lui dit que la droite est représentée par Marine Caron, la réponse fuse : « *c'est une liste macroniste soutenue par Frédéric Sanchez (président socialiste de la Métropole entre 2015 et 2019 NDLR) ! Nous sommes le meilleur remède au socialisme et au macronisme, et il faut pour cette ville un électrochoc d'autorité. La sécurité est le boulet du maire Nicolas Mayer-Rossignol, et c'est mon cheval de bataille. Tous les autres sujets en dépendent, l'attractivité, la vie quotidienne. Quand une ville n'est pas sûre, on va ailleurs* », déroule le candidat.

À quelques pas, juste à l'entrée du marché, des militants de LFI sont, eux aussi, en pleine opération de tractage. Par provocation, un militant de gauche s'approche des troupes de Grégoire Houdan et propose aux clients du marchés ses tracts « *contre l'union des fascistes* ». La scène ne dure que quelques secondes et se conclut sans invective.

« Armer la police municipale »

Si on fait un gros score au premier tour et qu'on se retrouve à quatre au deuxième tour, tout est possible. »

Grégoire Houdan, Candidat RN aux municipales à Rouen

S'il devait atteindre son objectif, quelles seraient les premières mesures à prendre ? « *Doubler et armer la police municipale, remettre de l'éclairage public et faire tourner des camionnettes de police dans les quartiers comme Saint-Sever ou le Châtelet pour faire de la médiation auprès de la population. »*

D'autres thèmes viennent ensuite comme « *la taxe foncière payée par un quart des Rouennais qui ne doit plus augmenter. La taxe foncière métropolitaine, je m'y oppose catégoriquement. »* Et puis » « *il faut dégraisser le mammoth à l'Hôtel de Ville, comme au service communication, et remettre plus d'agents de terrain et moins de cadres intermédiaires »*, estime celui qui exerce le métier de « *communicant pour une députée européenne et des conseillers régionaux. »*

« Le coup de l'expérience »

Ce fils d'enseignants yvetotais veut stopper « *les subventions idéologiques à SOS Méditerranée, aux Amis de l'Humanité, à l'Union des musulmans de Rouen. »* Un homme âgé l'aborde et évoque les outrances de certains au sein de son parti : « *vous êtes jeune, je voudrais que vous ayez un autre regard »*.

Et Grégoire Houdan de lui répondre : « *11 ou 12 millions de personnes votent pour nous. Vous aussi, vous allez me faire le coup de l'expérience... »*

« Le social disparaît »

Le passant explique qu'il a pu s'en sortir grâce à l'université dans une famille sans argent, et que « *tout le social disparaît »*. Grégoire Houdan a la parade : « *On se bat pour les classes populaires et elles votent pour nous. »*

Il ne doute pas de sa popularité. Le candidat RN est plutôt confiant dans ses chances et celles de la liste dont il n'a pas encore dévoilé la composition. « *Si on fait un gros score au premier tour et qu'on se retrouve à quatre au deuxième tour, tout est possible. »*

Rendez-vous dans trois semaines, pour voir jusqu'à quel point.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Rouen, Philippe Torreton à l'Armitière pour parler de son récit sur les maraudes à Paris](#)



[Pokémon Day à Barentin, près de Rouen : la carte à 14 M€ n'y sera sans doute pas](#)



Municipales 2026 : à Mont-Saint-Aignan, Marine Ribals à la tête d'une deuxième liste de gauche

Paris Normandie

4–5 minutes

La socialiste Marine Ribals est candidate aux élections municipales de Mont-Saint-Aignan.



Publié: 21 Février 2026 à 07h05 Temps de lecture: 1 min

Comme en 2020, il y aura sur la ligne de départ des élections municipales à Mont-Saint-Aignan deux listes de gauche. Outre celle menée par [Sylvie Nicq-Croizat](#), il faudra compter avec l'équipe à la tête de laquelle a été choisie la jeune socialiste de 32 ans, Marine Ribals.

Pour elle, ce sera aux électeurs de se déterminer dans la perspective d'une fusion évidente, à gauche, au second tour. Ce qu'elle précise : « *J'aurais préféré une union dès le départ, mais faute de réponses à nos demandes, nous avons dû nous lancer, en rassemblant le plus largement possible des colistiers partageant nos idées et issus de tous les quartiers de Mont-Saint-Aignan, à la suite d'une grande consultation citoyenne.* »

Consulter régulièrement les habitants

Son programme est « *basé sur des idées simples, de bon sens et qui se veulent ouvertes pour tous les habitants* ». Pêle-mêle : « *multiplier les rencontres de proximité, consulter régulièrement les habitants dans une ville tranquille et apaisée grâce à une augmentation du nombre de policiers municipaux, mais aussi engagée dans la transition écologique. Pour nous, il est important d'associer les habitants de la commune sur des projets à long terme comme l'aménagement de la place Colbert, mais aussi l'amélioration de l'accueil des enfants dans les écoles et le développement d'un plan bien vieillir à Mont-Saint-Aignan.* »

La candidate socialiste milite également pour « *la création pour tous d'un festival des Sciences et des savoirs afin de rapprocher l'Université de la population* ». La liste « Mont-Saint-Aignan vivant » organisera une réunion publique le 10 mars prochain.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Rouen, Philippe Torreton à l'Armitière pour parler de son récit sur les maraudes à Paris](#)

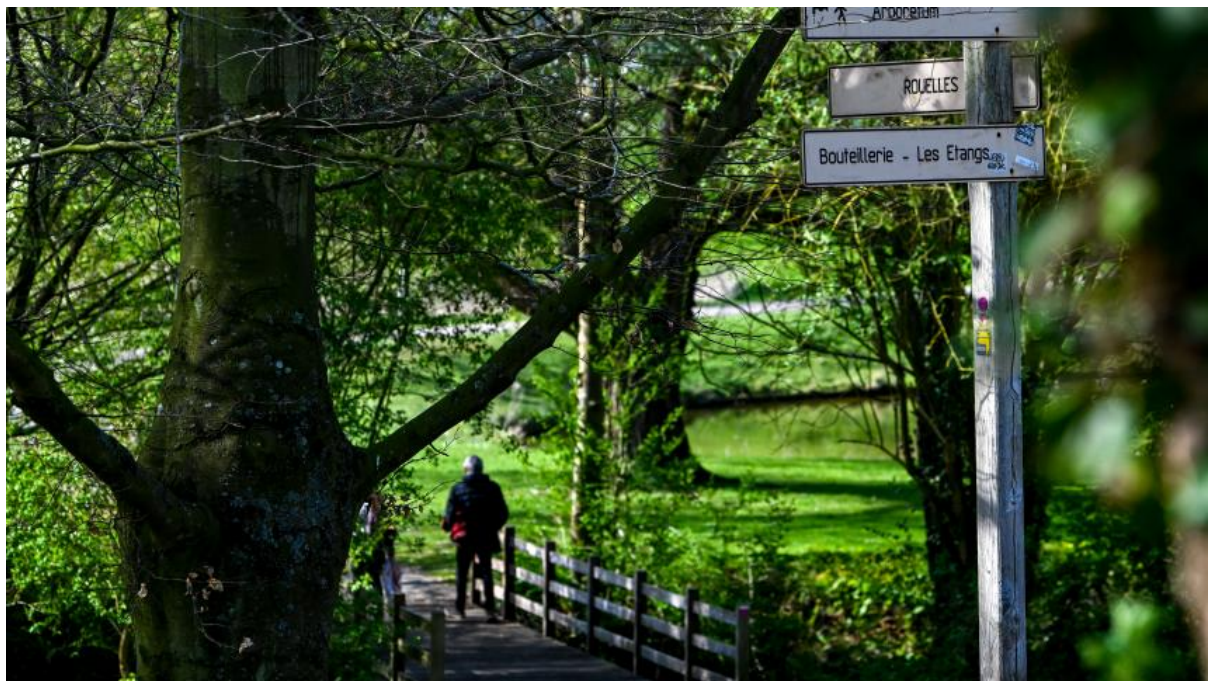


Pourquoi les électeurs de Rouelles voteront deux fois lors des municipales 2026 ?

Romain Huynh

3–4 minutes

À Rouelles, commune associée du Havre, les habitants voteront deux fois lors des municipales 2026, conséquence d'un statut particulier vieux de plus de 50 ans.



La commune associée de Rouelles est bien connue pour son parc qui s'étend sur 189 ha. - BORIS MASLARD/Paris Normandie



Publié: 20 Février 2026 à 17h34 Temps de lecture: 1 min

Le 15 mars 2026, pour les élections municipales, les habitants de Rouelles voteront une fois en « vote électronique » pour désigner le

maire du Havre, et une fois en « vote papier » pour désigner le maire de [Rouelles](#).

Si les électeurs de Rouelles sont appelés à voter deux fois le 15 mars 2026, c'est parce qu'ils vivent dans une commune d'un genre un peu particulier. Rouelles, 3 100 habitants, surtout connue des Havrais pour son parc largement fréquenté l'été, est une commune associée.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« À l'origine, il y a une démarche de fusion association, en 1973, conclue par André Duroméa, maire du Havre, et Jean Defrêne, maire de Rouelles », retrace Christophe Argentin, l'actuel maire délégué. À l'époque, Rouelles est en effet une commune autonome en passe d'être rattachée au Havre, comme l'a été Sanvic en 1955, par exemple. Seulement, depuis 1971, la loi permet aux communes de s'associer, plutôt que de fusionner de façon pleine et entière. C'est la décision qui sera prise à Rouelles.

Pas de remise en cause de ce statut

Ainsi, Rouelles dispose aujourd'hui d'un maire délégué, et d'un conseil consultatif en lieu et place d'un conseil municipal. La commune associée se voit allouer un budget de fonctionnement, chaque année, par la Ville du Havre. Les investissements, eux, sont votés en conseil municipal du Havre.

Si les deux candidates en lice pour le scrutin municipal de 2026 - Emmanuelle Paumier pour « Ici, c'est Rouelles » et Louisa Couppey pour « Rouelles » - ont une approche différente de leurs rapports avec la « tutelle » havraise, aucune ne souhaite remettre en cause le statut de commune associée.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[La détention d'un prévenu à Douai contestée](#)

Municipales 2026. Pourquoi l'eurodéputée de La France Insoumise Manon Aubry est-elle au Havre ce samedi ?

4–5 minutes

La France Insoumise organise un meeting de campagne samedi 21 février 2026 au Havre, pour annoncer "le projet de LFI pour Le Havre", en présence de Manon Aubry et Alma Dufour.

Sur le même thème

[La France Insoumise \(LFI\)](#)

[Manon Aubry](#)

[Municipales 2026](#)



Charlotte Boulogne est la candidate de La France Insoumise au Havre, elle sera soutenue par Manon Aubry et Alma Dufour lors du

Par [Louise Boutard](#) Publié le 20 févr. 2026 à 7h02 ; mis à jour le 20 févr. 2026 à 7h26

Ce doit être un moment militant et festif. Samedi 21 février 2026, un **meeting de campagne** est organisé [au Havre](#), dans la salle des fêtes Franklin, à partir de 18 h. On y verra notamment la représentante pour les élections des 15 et 22 mars 2026, Charlotte Boulogne, entourée de la **députée européenne Manon Aubry** ou encore la [députée de Seine-Maritime Alma Dufour](#).

Discours et DJset

Ce meeting de campagne a pour objectif de partager « le **projet de LFI pour Le Havre** » de façon globale, et d'apporter le soutien du parti La France Insoumise aux candidats locaux. « C'est aussi pour **mettre un visage** sur ceux qui seront en soutien de la liste », explique Charlotte Boulogne.

Figure connue à l'échelle nationale, Manon Aubry sera présente pour ce meeting. L'eurodéputée et co-présidente du groupe de la gauche au parlement européen viendra apporter son soutien à **Charlotte Boulogne et son colistier Djawed Fridi**.

Alma Dufour, députée élue de la 4e circonscription de Seine-Maritime, prendra également la parole pour une **soirée assez féminisée**, ce qui est plutôt rare en politique. D'ailleurs des intervenantes prendront également la parole au nom de différentes associations havraises.

La soirée s'achèvera par un moment de fête avec la présence d'un DJset. Et si [le nom du rappeur havrais Médine](#) a pu être murmuré, il est peu probable qu'il soit de la partie.

Vidéos : en ce moment sur Actu

[Municipales au Havre : Jean-Paul Lecoq sera bel et bien le candidat de la Gauche réunifiée](#)

Le député de gauche, élu de l'opposition havraise, déclare

officiellement sa candidature à la Mairie du Havre : Jean-Paul Lecoq est désigné tête de liste du Front populaire havrais

Municipales 2026 au Havre. Magali Cauchois et Jean-Paul Macé candidats pour Lutte Ouvrière

Magali Cauchois et Jean-Paul Macé seront les têtes de liste pour Lutte Ouvrière aux élections municipales au Havre en mars 2026. Objectif : faire entendre la voix des travailleurs.

Municipales au Havre : Sophie Zarifian sera la tête de la liste Le Havre en Débat

La liste citoyenne Le Havre en Débat sera emmenée, sans surprise, par celle qui a créé ce mouvement citoyen au Havre il y a un an, via des vidéos sur les réseaux : Sophie Zarifian.

Municipales 2026. Marie Le Cieux sera en tête de la liste citoyenne Le Havre est à vous

Le Havre est à vous a annoncé le nom qui sera en tête de liste pour représenter ce mouvement citoyen aux élections municipales au Havre les 15 et 22 mars 2026. Présentation.

Municipales 2026. Ancienne ministre, mannequin... Les candidats de la liste d'Édouard Philippe au Havre

Mercredi 11 février 2026, le maire sortant du Havre Édouard Philippe a présenté, au sein de la salle Franklin, sa liste en amont des élections municipales.

Municipales au Havre. Sécurité, propreté, emploi, stationnement... Franck Keller est à la tête de liste UDR-RN

Au Havre, Franck Keller sera en tête de la liste soutenue par l'Union des Droites pour la République et le Rassemblement national aux élections municipales 2026. Présentation.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Sécurité, propreté... Grégoire Houdan (RN) dévoile son programme pour les municipales à Rouen

4–6 minutes

Dans une publication sur les réseaux sociaux, le candidat du RN et de l'UDR pour les municipales à Rouen, Grégoire Houdan, a dévoilé plusieurs propositions de son programme.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Rassemblement National \(RN\)](#)



Grégoire Houdan, tête de liste du Rassemblement National et de l'Union des Droites pour la République pour les municipales à Rouen, lève le voile sur une partie de son programme.

(©FM/76actu/Archives)

Ce n'est pas une surprise, la sécurité est l'une de ses priorités. Grégoire Houdan, candidat du **Rassemblement National** et de l'Union des Droites pour la République aux **élections municipales 2026** à [Rouen](#), vient de dévoiler une partie de son programme, reposant sur « 50 propositions », dans [une publication sur les réseaux sociaux](#). Voici ce qu'il faut en retenir.

Un programme axé sur la sécurité

Malgré nos nombreuses sollicitations, le candidat n'a **pas encore donné suite** pour nous présenter plus en détail son programme. Impossible donc, pour l'heure, d'en savoir plus sur les propositions du parti d'extrême droite pour ces élections municipales à Rouen.

Mais au vu de la propagande de Grégoire Houdan, le ton est donné. Le Rassemblement National et l'UDR vont grandement miser **sur la sécurité** pour ce scrutin, mais aussi sur la propreté et les finances.

La plus grosse mesure de la liste de Grégoire Houdan, c'est « le doublement des effectifs de la police municipale », qu'il souhaite d'ailleurs armer.

Les principales propositions de Grégoire Houdan

« Remettre de l'ordre dans la rue, dans les comptes », ou encore « redonner à Rouen le goût d'entreprendre »... Les thématiques abordées par Grégoire Houdan sont proches de celles de son parti à l'échelle nationale.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Voici les grands axes de son programme :

- **Sécurité** : doubler les effectifs de la police municipale et l'armer, rallumer l'éclairage public nocturne dans les quartiers concernés, étendre la vidéoprotection à l'ensemble de la ville, créer une brigade des transports en commun, sécuriser les quais de Seine

avec des dispositifs de prévention des chutes, suspendre les aides municipales aux familles de délinquants récidivistes, instaurer le principe du casseur payeur ;

- **Finances et économie** : ne pas augmenter la taxe foncière municipale, s'opposer à toute taxe foncière métropolitaine, supprimer les dépenses inutiles et les subventions injustifiées, favoriser les entreprises locales dans les marchés publics, instaurer des incitations fiscales pour les entreprises qui s'installent à Rouen ;
- **Propreté** : mener un grand plan de dératisation dans la ville, renforcer les équipes de propreté urbaine, créer une brigade verte contre les incivilités environnementales, nettoyer systématiquement les dépôts sauvages et les tags ;
- **Commerce** : refuser l'installation de « magasins communautaires », redynamiser les quartiers commerciaux en difficulté ;
- **Mobilités et stationnement** : soutenir la réalisation du contournement Est routier de Rouen, mettre en place un ticket de transport longue durée à tarif accessible, faire un audit du plan de circulation en centre-ville et repenser les places de stationnement, supprimer les dispositifs de verbalisation abusifs ;
- **Solidarité** : rétablir le colis de Noël pour les anciens, garantir une alimentation saine et locale dans les cantines, créer un centre d'accueil spécialisé pour les enfants handicapés et autistes, créer une conciergerie municipale pour les seniors ;
- **Culture** : valoriser et restaurer le patrimoine rouennais, mettre fin aux subventions aux associations favorisant l'immigration illégale, le communautarisme ou l'intégrisme religieux, soutenir les fêtes traditionnelles et l'identité locale.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Municipales 2026. Sous les couleurs du RN, Douglas Potier se pose en challenger à Bolbec

Célia Caradec

3-4 minutes

A seulement 30 ans, Douglas Potier vit déjà sa troisième campagne municipale à Bolbec. Après ses candidatures malheureuses de 2014 et 2020 pour la droite traditionnelle, ce jeune fonctionnaire se pose cette fois en sérieux challenger pour le poste de maire, à la tête d'une liste Rassemblement national, parti dont il est devenu le délégué départemental l'été dernier. *"Dans la tête des électeurs, le match est installé : le camp patriote face au maire sortant macroniste"* croit savoir le candidat, pour qui la gauche - *"ou ce qu'il en reste"* - ne fera que figuration, [malgré une union](#). Il avait totalisé 58% des suffrages exprimés [aux élections législatives de 2024](#), dans la commune.

Geler la construction de HLM

L'ancien conseiller municipal d'opposition dresse un bilan sévère de [l'action du maire sans étiquette sortant, Christophe Doré](#), et son équipe. *"Il y a, à Bolbec, une concentration de précarité orchestrée et favorisée par la politique du logement"*, estime Douglas Potier, qui point les taux de précarité, de chômage et surtout de logements sociaux plus élevés que la moyenne nationale. Il entend *"geler tout projet de construction de logements sociaux"*. En contrepartie, *"nous mettrons la pression sur les bailleurs pour la rénovation des logements existants"* promet le Bolbécais. Le candidat dénonce aussi des problèmes de sécurité, *"avec l'apparition de la petite*

délinquance et des trafics de drogue en cœur de ville", situation favorisée notamment, selon lui, par l'extinction de l'éclairage public la nuit.

Douglas Potier



0:00 / 0:00



S'il est élu, il promet d'ailleurs que rallumer les lampadaires sera sa première mesure, avant de renoncer à [la majoration d'indemnités votée au début du mandat](#) actuel. Douglas Potier promet de ne pas augmenter les impôts et entend aussi passer en revue l'ensemble des contrats (fournitures, énergie...) pour *"faire la chasse aux dépenses inutiles"*. Enfin, les 12 départs à la retraite prévus d'ici 2029 au sein des agents municipaux ne seront pas remplacés.

"On pourra manger par terre"

Une économie de personnel que Douglas Potier souhaite mettre à profit pour recruter deux policiers municipaux supplémentaires. Toujours en matière de sécurité, le candidat prévoit *"un grand audit"* de la vidéoprotection *"car il semblerait qu'un certain nombre de caméras ne fonctionnent pas"*. Le dispositif sera renforcé et appuiera la police pour verbaliser les dépôts sauvages et les propriétaires de chiens indécents. *"A Bolbec, sous mon administration, on pourra manger par terre"*, déclare-t-il. Il ambitionne aussi de construire un nouvel hôtel de police, commun aux agents nationaux et municipaux.

Douglas Potier



0:00 / 0:38



En matière de santé, pour éviter *"le désert de Gobi"* actuel, il promet de se déplacer à la fac de médecine pour convaincre des jeunes médecins de s'installer avec, pourquoi pas, des bourses municipales en contrepartie d'une installation. Enfin, Douglas Potier

souhaite déplacer le marché au samedi, supprimer les droits de place pour les commerçants et y programmer des animations. Il agira pour "*aller chercher des porteurs de projets*" afin d'implanter un bowling et un laser game. "*Nous allons faire de Bolbec un paradis pour les classes moyennes*", conclut le candidat de l'extrême droite.

Municipales 2026. Mobilité, éclairage, commerces... Les enjeux de Barentin

Dossier réalisé par Justine Carrère

5–6 minutes

Si vous connaissez la commune de Barentin, vous comprendrez que la question de la mobilité est un sujet important pour les habitants. Joëlle Reibel habite dans le quartier du Hamelet, qui n'est pas desservi par le réseau de bus Moca, créé en 2024 par la communauté de communes Caux Austreberthe. *"Il n'y a plus que des personnes âgées qui y habitent. Lorsqu'elles doivent faire leurs courses, c'est compliqué même pour acheter du pain"*, constate-t-elle. Là où elle vit, la voiture est nécessaire. *"Aujourd'hui on peut encore se rendre sur la zone commerciale à pied ou en voiture mais dans 10 ans, on ne pourra plus."* [Face à ce constat, Christophe Bouillon, maire sortant de Barentin \(sans étiquette\), prend le sujet de la mobilité au sérieux.](#) *"C'est un enjeu important surtout dans les petites villes"*, relate-t-il. C'est pour cela qu'en tant que président de la communauté de communes Caux Austreberthe, il a eu l'idée des bus Moca, desservant Pavilly, Barentin et Villers-Ecalles. Frédéric Hourmant, candidat sans étiquette Vraiment Barentin, reconnaît l'utilité de ce réseau de transport mais constate que *"la commune de Pavilly est bien desservie mais celle de Barentin est loin du compte"*. Ce qu'il déplore surtout, c'est que *"le bus ne s'arrête pas directement à la gare, il y a plus d'une centaine de marches à monter et il ne s'arrête pas non plus à la piscine"*. Selon lui, ces deux points qu'il décrit comme névralgiques, ont été oubliés. Il explique aussi que *"depuis que le Moca a été installé, certaines personnes âgées ne viennent*

plus sur le marché car il n'y a plus cette navette qui vient les chercher". S'il est élu maire, Frédéric Hourmant assure trouver des solutions pour mieux desservir ces zones ainsi que le quartier du Hamelet.

Créer un car express ?

Emplacement, accessibilité, trafic... La gare de Barentin est un autre enjeu important mais il est surtout complexe. *"C'est la 7^e du département, indique Christophe Bouillon. Il y a à peu près 300 000 voyages par an, simplement, elle n'est pas accessible si vous êtes une personne en situation de handicap", reconnaît-il. Le problème : "La compétence ferroviaire est exercée par la Région." Il a envoyé un courrier à Jean Castex, président du groupe SNCF, qui a répondu "qu'ils y étaient plutôt favorables et qu'ils souhaitaient que la Région inscrive dans le schéma régional d'accessibilité des gares celle de Barentin". Selon Frédéric Hourmant, "oui, la route a récemment été réagencée mais on aurait pu ajouter des feux. A partir du moment où vous en mettez, tout le monde peut traverser", relate-t-il en prenant l'exemple du lycée de Barentin. "On aurait peut-être causé des problèmes de circulation mais pas beaucoup plus qu'aujourd'hui." Pour améliorer l'accessibilité de la gare à pied, "le feu aurait pu être une solution et très simple". Christophe Bouillon, lui, envisage de créer une voie réservée aux bus, "entre Barentin et Rouen, qu'on appelle un car express" via l'autoroute qui "relie nos deux territoires et de l'espace pour cela. Ça existe près de Cherbourg, entre Aix-en-Provence et Marseille", détaille-t-il.*

L'éclairage public, un sujet qui concerne tous les habitants

A Barentin, la municipalité a décidé d'éteindre les lampadaires entre minuit et 4h du matin en 2021. Une mesure encore effective en 2026 jusqu'aux prochaines élections municipales.

En 2021, la Ville de Barentin a mis en place l'extinction des lampadaires entre minuit et 4h du matin, mesure qui perdure

aujourd'hui. Les citoyens ont été consultés et plus de 77% d'entre eux y étaient favorables.

"Reposer la question aux habitants"

Christophe Bouillon, maire sortant de Barentin, a pris cette mesure avec son équipe municipale, *"au nom de la biodiversité"* car la pollution lumineuse *"est une difficulté pour de nombreuses espèces"*. S'il est réélu, il compte *"reposer à nouveau la question aux habitants"*. Frédéric Hourmant, candidat en lice aux municipales 2026 à Barentin, n'est pas favorable à cette mesure. *"Il y a aujourd'hui des radars qui allument un lampadaire sur deux par exemple."* Il pointe aussi du doigt ce créneau de minuit à 4h qui *"favorise certains méfaits. Oui, il peut y avoir des cambriolages en journée mais le pourcentage est plus élevé la nuit"*. Du côté des habitants, Marie-Brigitte Sandré, Barentinoise, est aussi partagée. Il lui arrive de rentrer tard après avoir été au théâtre. *"Il y a des plots par terre et on peut buter sur eux la nuit, ce qui peut être dangereux"*, confie-t-elle. *"J'ai constaté que dans d'autres communes certains éclairages fonctionnent avec un système de détection, ce serait une bonne idée."* Pour Roland Pestrinaux, un autre habitant, *"il faut aussi faire attention quand on est piéton parce que ça roule vite et encore plus la nuit"*, confie-t-il.

Municipales 2026. A Barentin, deux candidats sont actuellement en lice

Justine Carrère

8–10 minutes

Politique. Pour les municipales de 2026, deux candidats sont en lice à Barentin. Il s'agit de Christophe Bouillon (sans étiquette), le maire sortant, et Frédéric Hourmant (Vraiment Barentin), ancien gendarme et directeur d'hôtels.

Publié le 23/02/2026 à 08h30 - Par [Justine Carrère](#)



A Barentin, deux candidats sont en lice pour les municipales 2026.
- Tendance Ouest

A Barentin, deux candidats sont en lice pour les municipales 2026. Il s'agit de Christophe Bouillon, maire sortant (Divers gauche sans étiquette) et Frédéric Hourmant (Vraiment Barentin).

- Christophe Bouillon, 56 ans, est maire de Barentin depuis 2020. Au départ sous l'étiquette PS, il est aujourd'hui sans étiquette. Depuis le début de son mandat, il est aussi président de la communauté de communes Caux Austreberthe. Il souhaite poursuivre ce qu'il a

commencé et ne veut pas *"briser l'élan sur la ville"*. Il compte *"relever les défis sur la transition écologique et le vieillissement de la population"*. Il présentera son nouveau projet prochainement et entend notamment poursuivre l'extinction des lampadaires de minuit à 4h du matin et envisage de repenser la question aux habitants sous la forme d'une votation citoyenne.

- Frédéric Hourmant, 60 ans, ancien gendarme, s'est lancé dans l'entrepreneuriat et a dirigé deux hôtels près de Rouen. Passionné par la politique, il s'est lancé dans l'aventure avec la création de Vraiment Barentin, un collectif de citoyens en août dernier. Ils étaient au départ trois et sont aujourd'hui une cinquantaine. Trois sujets sont au cœur de sa campagne : la sécurité, la santé et l'école. Il envisage d'augmenter les effectifs de la police municipale, des agents de voirie et ceux travaillant dans les écoles (ATSEM), notamment. Il souhaite attirer des professionnels de santé et créer un pôle de spécialistes incluant dermatologue, gynécologue et cardiologue. Habitant Barentin, il souhaite redynamiser le centre-ville, attirer des commerçants de bouche et repenser l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

- [Municipales 2026 : la Métropole de Rouen à la loupe](#)

- [municipales 2026](#)

- [barentin](#)

- 10h30

[Calvados. Sophie d'Hoine, maraîchère : "Le Salon de l'agriculture, c'est magique"](#)

- 10h30

[Municipales 2026. Mobilité, éclairage, commerces... Les enjeux de Barentin](#)

- 10h24

[Caen. Dix guichets fermés de suite à l'Accor Arena pour le rappeur Orelsan](#)

En attendant un outil d'IA, les préfectures tentent d'endiguer les reventes illégales de rendez-vous

Par Victoria Beurnez

6–7 minutes

Face à l'engorgement des préfectures, qui croulent sous les demandes administratives, et la dématérialisation croissante des services publics, un marché parallèle s'est développé : le trafic en ligne de créneaux de rendez-vous en préfecture. Une situation qui concerne particulièrement les personnes souhaitant l'obtention ou le renouvellement des titres de séjour. Pour alerter sur la situation, la députée LFI Aurélie Trouvé a, comme d'autres avant elle, interpellé le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez.

“Par manque de moyens et du fait d'un système dématérialisé déficient, les retards et les aberrations dans le traitement du droit au séjour des étrangers se multiplient”, ayant conduit au *“développement d'un commerce illégal de créneaux de rendez-vous”,* jugeait-elle dans [une question au ministère](#), en octobre dernier.

La situation n'est pas nouvelle : déjà, un an auparavant, la situation préfectorale présentait de *“graves difficultés”* en Seine-Saint-Denis, selon Aly Diouara, député de la 5^e circonscription, qui avait déjà sollicité à cette période le ministère. *“Cette situation a malheureusement alimenté l'émergence d'un marché parallèle en ligne et sur les réseaux sociaux, où certaines personnes désespérées se voient contraintes de déboursier plusieurs centaines d'euros, détaille le député, pour accéder à un créneau*

dans des conditions la plupart du temps frauduleuses menant à une escroquerie.” En outre, le dispositif Anef – pour Administration numérique pour les étrangers en France – avait fait l’objet d’un [rapport particulièrement amer](#) de la Défenseure des droits, fin 2024.

Un “marché parallèle en ligne”

Le ministère de l’Intérieur étant régulièrement sollicité à ce sujet, l’actuel ministre Laurent Nuñez, ancien patron de la préfecture de police de Paris, a détaillé, le 17 janvier dernier, un certain nombre de mesures ayant été prises, par ses prédécesseurs et lui.

En premier lieu, le ministre ne dénombre pas moins de 188 461 personnes ayant été accueillies, sur un rythme d’environ 4 000 rendez-vous par semaine, sur la période allant de janvier à novembre 2025 à la préfecture de Seine-Saint-Denis.

Lire aussi : [Les préfectures saturées par la gestion des étrangers en situation irrégulière](#)

“Face au constat d’un phénomène de captation de rendez-vous en fin d’année dernière, la préfecture a rapidement fait évoluer ses modalités d’accueil afin de contrer ces tentatives frauduleuses, ajoute Laurent Nuñez. Si les nouvelles modalités de rendez-vous ont conduit à rallonger les délais de prises de rendez-vous, elles ont toutefois permis de stopper le phénomène de revente.”

Un outil et des moyens humains

Ces nouvelles modalités de rendez-vous décrites par le ministre sont en fait adossées à la plateforme “RDV Préfecture”.

“Conscient de la nécessité de lutter contre la captation de créneaux de rendez-vous à des fins de revente, plusieurs mesures ont été mises en place dès la création de la plateforme et continuent d’être ajustées”, assure le ministre. RDV Préfecture est notamment venu remplacer “l’ancien module, jugé techniquement obsolète, peu ergonomique pour les usagers et vulnérable aux réservations en

masse par des robots à des fins de revente”, détaille le ministre.

“Cet outil permet, pour les préfectures, de réduire le nombre de rendez-vous non honorés et limiter ainsi la tension sur les guichets”, notamment grâce à un système de rappel de rendez-vous par SMS, 48 h avant le créneau. Par ailleurs, le module de prise de rendez-vous avait été équipé, fin 2025, de dispositifs anti-robots, empêchant les personnes malveillantes de réserver un grand nombre de rendez-vous dans le but de les revendre.

Des moyens limités

Le ministre affirme également que les *“effectifs affectés aux services des étrangers ont crû de 67 % entre 2010 et 2024 alors que les effectifs des préfectures baissaient dans le même temps [...] Un plan de renfort triennal à hauteur de 570 vacataires a été déployé au titre des années 2022 à 2024. Malgré le contexte budgétaire, il a été décidé de le renouveler en 2025 au même niveau, et il sera encore en 2026”*. Les effectifs en préfecture ont effectivement baissé : en 2022, la Cour des comptes documentait *“une réduction ininterrompue entre 2010 et 2020 de 4450 EPT en préfecture et sous-préfecture”*.

Lire aussi : [Renforcement des moyens des préfectures : une “respiration encore trop limitée” selon un rapport parlementaire](#)

Plus récemment, en novembre 2025, la sénatrice Cécile Cukierman alertait, dans [un rapport publié](#) dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2026, sur les moyens encore trop limités de l'administration territoriale, bien que tempérés par les 214 emplois créés dans le cadre de la loi de programmation du ministère de l'Intérieur entre 2023 et 2025. La situation a par ailleurs [fait l'objet de discussions](#) lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2026.

Un agent IA en préparation

En attendant, et pour pallier plus efficacement l'engorgement des préfectures, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a demandé aux ministres David Amiel et Laurent Nuñez de plancher sur un outil d'intelligence artificielle permettant de gagner en efficacité. Le ministère de l'Intérieur a déjà commencé à expérimenter, en mai dernier, [son dispositif Mirai](#), qui embarque trois fonctionnalités : agent conversationnel, résumé de texte et, bientôt, retranscription de visioconférence. En septembre dernier, 5000 agents s'étaient inscrits à Mirai et une source nous indiquait que l'outil était d'ores et déjà mis à disposition des préfectures.

Lire aussi : [Après la centrale, les préfectures se lancent dans l'exploration de l'intelligence artificielle](#)

En fonction de leur degré d'appropriation, l'outil pourrait ensuite être retravaillé pour répondre plus concrètement à leurs besoins. Une démarche qui s'inscrivait de toute façon initialement dans la façon de faire de la direction de la transformation numérique de l'Intérieur, très demandeuse des retours de ses agents sur Mirai.

Trois ans après la loi « sécurité globale », la Place Beauvau en quête d'une stratégie de contrôle des polices municipales

Par Simon Gendrel

4–5 minutes

Elle était attendue depuis la promulgation de la loi “pour une sécurité globale préservant les libertés”, adoptée en mai 2021 et qui avait fortement animé le débat public. La lettre de mission adressée le 29 janvier par Laurent Nuñez au chef du service de l'Inspection générale de l'administration (IGA), que s'est procurée *Acteurs publics*, dessine les contours de la stratégie du ministre visant à consacrer le principe d’*“articulation fonctionnelle des missions et des moyens entre les forces de sécurité intérieure de l'État et les polices municipales”*.

Plus concrètement, le texte visait à renforcer le contrôle des polices municipales par les services d'inspection générale de l'État, dans le prolongement des constats dressés par le Livre blanc de la sécurité intérieure de 2019 et par le rapport de la Cour des comptes de 2020. Les deux documents convergeaient pour souligner l'absence d'évaluation des polices municipales et le manque de contrôle exercé par des instances externes, que la missive se charge donc de cadrer.

Elle rappelle, au passage, *“que les pratiques des polices municipales peuvent exposer les collectivités locales comme l'État à l'engagement de leurs responsabilités respectives en cas d'éventuels dysfonctionnements”*.

Un contrôle à trois niveaux

Dans le détail, la Place Beauvau souhaite impulser un dispositif de contrôle *“relevant d’abord des collectivités territoriales”* qui serait composé de trois niveaux. Les services de police municipale seraient ainsi contrôlés par un premier niveau qui serait la collectivité dont ils dépendent respectivement, celle-ci devant *“s’appuyer sur une méthodologie de contrôle partagée”*.

Lire aussi : [Polices municipales : plus de pouvoirs, mais un métier qui attire peu](#)

Quant à la seconde strate de contrôle, elle n’a pas été explicitement définie par le ministre. *“Un deuxième niveau à construire, qui a vocation à rester au sein du monde territorial, en s’appuyant sur les expertises qui y existent, par exemple au sein du réseau des centres de gestion”*, écrit-il. En principe organisés dans chaque département, les centres de gestion (CDG) sont habituellement chargés d’accompagner les collectivités, principalement les communes et leurs groupements, dans la gestion de leurs ressources humaines.

Un dernier niveau subsidiaire relevant des inspections générales de l’État servirait aux *“situations revêtant un caractère particulier de gravité”*.

Un partenariat avec l’AMF

Mais la missive ne s’arrête pas à l’esquisse des strates de contrôle des services de police municipale. Elle indique la nécessité de *“la construction d’une méthode d’analyse de l’organisation des polices municipales, de leur fonctionnement et de leur coordination avec les forces de sécurité intérieure”*, par un système d’évaluation des services de police dans les zones *“à forts enjeux”*.

Avec les services et élus chargés du dossier au sein de l’Association des maires de France (AMF), l’IGA devra *“consulter les préfets intéressés par cette démarche”* afin de sélectionner

“plusieurs services de police municipale représentatifs des problématiques rencontrées par ces unités, pour établir dans une synthèse un état des lieux objectif des bonnes pratiques et des marges de progrès”. Le partage des constats lors d’ateliers de concertation futurs, ainsi que la proposition de mesures législatives ou réglementaires devront accompagner ce travail de synthèse.

L’ensemble des constats et propositions issus de la démarche avec l’AMF devra être remis *“dans les six prochains mois”*, conclut la lettre de mission.

“Il faut se discipliner quand on rédige des propositions de loi” : la SGG interpelle les parlementaires

Simon Gendrel

5–7 minutes

“Quand la loi est trop bavarde, le citoyen l’écoute d’une oreille discrète”, s’est amusé à citer le conseiller d’État et ancien ministre Martin Hirsch, reprenant une citation exprimée en 1991 par le Conseil d’État. Une parole en accord avec l’esprit de cette troisième matinée consacrée à la sensibilisation à la simplification des normes pesant sur les collectivités territoriales, tenue ce 19 février au Palais du Luxembourg.

En effet, les sénateurs reprenaient leur bâton de pèlerin pour s’attaquer, une nouvelle fois, à la simplification de normes jugées *“toujours plus contraignantes et coûteuses”*, selon les mots du président de la délégation, le sénateur centriste Bernard Delcros. La simplification *“n’est pas une préoccupation ponctuelle”*, mais *“une injonction permanente”* livrait la conseillère d’État, dont la nomination a été annoncée le 14 janvier dernier en conseil des ministres. Elle s’est employée à délivrer les méthodes du SGG pour agir dans l’édification d’une loi *“plus simple”*, et dont l’application doit être *“plus juste”*.

Des propositions de loi à simplifier

Aux côtés du délégué interministériel à la transformation publique, Thierry Lambert, et de Martin Hirsch, chargé des fonctions de délégué aux ateliers de la simplification au sein de la section des

études, de la prospective et de la coopération du Conseil d'État, la haute fonctionnaire a notamment évoqué le cas des propositions des lois (PPL), en pointant notamment l'architecture de ces textes d'initiative parlementaire, qui connaissent une inflation.

En effet, depuis les élections législatives de 2022, et plus encore après la tripartition née du scrutin de juillet 2024, le gouvernement édicte moins de projets de loi (P JL), tandis que la part des propositions de loi augmente fortement, passant de 25 à 49 textes en 2025. Une progression qui illustre les difficultés rencontrées dans la simplification des normes.

Lire aussi : [Les services d'administration centrale dépassés par l'inflation normative](#)

Leurs défauts ? Ces textes ne sont pas soumis à une évaluation préalable et encore moins à des études d'impact. *“Il faut se discipliner quand on rédige des PPL”,* a insisté la secrétaire générale du Gouvernement. *“Il y a probablement une réflexion à engager sur la manière d'intégrer cette hygiène normative, de réfléchir à la façon dont on légifère avec ces textes”.*

L'ancienne conseillère d'État pointe également une inflation normative *“en fonction de la sensibilité des politiques publiques”*. *“La préoccupation environnementale n'est pas sans effet”,* souligne-t-elle en exemple. En effet, le Code de l'environnement comptait 250 000 mots en 2005, contre près de 1 200 000 pour l'édition de 2026.

Une évaluation préalable déterminante

Devant les sénateurs, elle a notamment rappelé que la maîtrise de l'inflation normative passait par une *“évaluation préalable déterminante”*. *“Il faut soigner les études d'impact pour ne pas légiférer de manière trop lourde”,* a-t-elle insisté.

En effet, les études d'impact sont bien obligatoires pour les projets de loi (P JL) depuis 2009, *“dont la qualité ne cesse de s'améliorer”,*

s'est félicitée Laurence Marion. Elle salue notamment la circulaire du 1^{er} septembre 2025 relative à l'évaluation préalable des textes normatifs et à la maîtrise du flux réglementaire qui renforce les exigences des études d'impact en matière d'évaluation environnementale et favorise l'application de dispositifs transfrontaliers pour ces textes d'initiative gouvernementale.

Lire aussi : [Décentralisation, normes, prime "régaliennne"... Les annonces de Sébastien Lecornu lors du Congrès des maires](#)

Elle a par ailleurs écarté le recours aux organismes extérieurs pour la rédaction de ces études d'impact, qui, à son sens, ne vont pas dans le sens d'une simplification des normes : *"Il faut s'employer à trouver l'impact qui minimise les dégâts collatéraux, on minimise souvent l'impact sur d'autres politiques publiques (...) L'étude doit être intégrée dès la prise de décision"*, a-t-elle insisté.

Enfin, *"le principe de justice de la norme ne rime pas avec uniformité"*, rappelle de son côté Martin Hirsch, soulignant la nécessité d'adapter les normes par la dérogation et la coopération des compétences, en fonction des spécificités territoriales.

Clin d'œil au calendrier, cette réunion intervenait près de trois ans après la signature de la charte de simplification des normes applicables aux collectivités, adoptée lors des États généraux de la simplification en mars 2023. Les premières assises de la simplification, tout comme le Roquelaure consacré au même sujet et organisé sous l'égide de l'ancien ministre de l'Aménagement du territoire François Rebsamen, se sont ensuite succédé et ont débouché sur une proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à *"renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires"*. Ce texte, qui n'a pas encore été examiné par l'Assemblée nationale, vise notamment à offrir aux préfets de département davantage de marges de manœuvre pour prévenir les situations de blocage.

Ces travaux se poursuivront lors des prochaines assises de la simplification, le 30 avril prochain, auxquelles Sébastien

Lecornu pourrait participer.

Le projet de décret sur les autorisations spéciales d'absence des fonctionnaires provoque l'ire des syndicats

Paul Idczak

5–6 minutes

Deux mois après la décision du Conseil d'État, qui a enjoint le gouvernement de publier, sous six mois, le décret réformant le régime des autorisations spéciales d'absence (ASA) liées à la parentalité et à certains événements familiaux, la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) a mis un premier projet de décret sur la table, le 19 février. Une présentation réalisée au cours d'un groupe de travail avec les différentes organisations syndicales de la fonction publique, dans le cadre de l'agenda social de l'État. Comme attendu, les syndicats ont exprimé, en chœur, leur mécontentement face à des mesures perçues comme le “*contraire*” d'un progrès pour les agents, selon un communiqué de Force Ouvrière Fonction publique (FO-FP).

Pour rappel, afin d'harmoniser la réglementation autour des ASA, aujourd'hui régie par de nombreuses circulaires, le projet de décret doit consolider dans le droit de la fonction publique des ASA liées aux actes médicaux liés à un accouchement ou à une procréation médicalement assistée (PMA), ainsi que celles octroyées dans le cadre d'une procédure d'adoption, en cas de décès ou de l'annonce du handicap ou de la pathologie chronique d'un enfant.

Le texte prévoit également d'aligner sur le droit privé le nombre de jours d'absence liés à un mariage ou à un PACS, qui serait

désormais de 4 jours, contre 5 actuellement. Tout en modulant, en fonction de l'âge, le nombre de jours d'absence autorisés à un fonctionnaire *“pour assurer momentanément la garde d'un enfant ou pour le soigner”*. Soit, selon le texte présenté cette semaine, six jours octroyés jusqu'à 11 ans, et trois jusqu'à 15 ans. Un recul, puisque le droit actuel permet l'octroi de six jours d'absence à un fonctionnaire contraint de garder son enfant de moins de 16 ans.

Une *“mascarade”* de dialogue social

Pour les syndicats, qui avaient déjà exprimé leur colère au cours de la précédente séance de travail, le compte n'y est pas. Luc Farré, secrétaire général de l'Unsa-Fonction publique, souhaitait même que le groupe de travail de ce 19 février soit ajourné, face à des mesures *“que le syndicat ne peut pas laisser passer”* comme la question des ASA pour les enfants de plus de 11 ans, ainsi que la mention, dans le projet de décret, du fait que la liste des ASA régies par le texte est limitative. *“Cela coupera court à toute négociation”*, regrette Luc Farré.

Lire aussi : [Fonction publique : nouveau couac pour le groupe de travail sur le temps partiel thérapeutique](#)

Même son de cloche du côté de la FSU Fonction publique.

“Nous avons vivement critiqué la construction de ce décret, ainsi que son caractère contradictoire avec d'autres sujets en discussion comme l'égalité professionnelle, et le recul des droits qu'il prévoit de disposer”, témoigne Bruno Leveder, secrétaire national du syndicat. Très véhément, le représentant de FO-FP a quant à lui quitté la séance après avoir lu une déclaration liminaire, son organisation soulignant ne pas vouloir prendre part *“à cette mascarade de dialogue social”* guidée par *“l'aspect budgétaire et la volonté de faire des économies aux dépens des personnels”*.

La CGT État, quant à elle, regrette, dans un communiqué, que le projet présenté fasse *“le choix d'une liste limitative, qui risque de transformer un décret censé sécuriser les droits en outil de*

régression, en servant de prétexte à supprimer des dispositifs plus favorables existants”.

Quid du prochain CCFP ?

La suite est désormais floue. L’Unsa a demandé au ministère de la Fonction publique de reporter le prochain conseil commun de la fonction publique, prévu le 11 mars, et au cours duquel le projet de décret sur les ASA doit être présenté. *“À la veille des municipales, le signal politique envoyé ne serait pas le bon”*, estime Luc Farré, qui a bon espoir que le texte sera amendé par l’exécutif. De son côté, la FSU Fonction publique a demandé à ce que le texte ne soit pas mis à l’ordre du jour du 11 mars, tandis que FO-FP a d’ores et déjà annoncé qu’elle portera des amendements lors de ce CCFP *“en vue d’améliorer et de rétablir les droits des agents”*.

Sollicité, le cabinet du ministre de la Fonction publique, David Amiel, indique à *Acteurs publics* que le projet de décret *“n’est pas définitif”* et que la version présentée cette semaine est *“soumise à la concertation”*. Sur le report éventuel, la DGAFP renvoie à plus tard, notant qu’un point sera fait *“à l’approche de la date”*. Des arbitrages scrutés de près, pour un sujet qui pourrait bien devenir explosif pour l’État, à quelques mois des élections professionnelles.

David Amiel promu ministre de l'Action et des Comptes publics

Par Pierre Laberrondo

~2 minutes

L'actuel ministre délégué chargé de la Fonction publique, David Amiel, vient d'être promu au portefeuille de l'Action et des Comptes publics pour remplacer Amélie de Montchalin, en route pour la Cour des comptes, a annoncé le 22 février l'Élysée. Cette dernière doit prendre ses fonctions le 23 février. *“Sur la proposition du Premier ministre, le président de la République a mis fin aux fonctions de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'Action et des Comptes publics”,* a déclaré la présidence dans un communiqué, précisant que David Amiel avait été choisi pour prendre sa suite.

Il était son bras droit depuis leur nomination au gouvernement Lecornu II, en octobre. David Amiel, 33 ans, ancien proche conseiller d'Emmanuel Macron, hérite d'un périmètre assez large : le budget, la fonction publique et la réforme de l'État. Cet ancien des lycées parisiens Louis-le-Grand, Henri-IV, de l'École normale supérieure (ENS) et de Princeton est un “marcheur” de la première heure. Au cours de sa carrière, il a conseillé Emmanuel Macron à l'Élysée de 2017 à 2019, avant d'officier brièvement comme directeur de la stratégie, branche Grand Public et Numérique de La Poste en 2021–2022.

Élu conseiller du 15^e arrondissement de Paris lors des municipales de 2022, il conquiert deux ans plus tard le siège de député de la 13^e circonscription de Paris. À l'Assemblée, il s'est notamment spécialisé sur le sujet du mal-logement des agents publics, dont il a

tiré une proposition de loi.